

Septièmes Rencontres Annuelles des Réseaux d'Innovation et de Transfert Agricole dans les DOM

27 février - 1er mars 2019 Paris







RÉSUMÉ

Les journées techniques et le colloque 2019 des RITA ont réuni respectivement environ 150 et 160 personnes venant des cinq départements d'outre-mer et de métropole mais aussi des territoires du Pacifique.

Ce regroupement annuel est un évènement phare de la vie des RITA, tant il est l'occasion d'échanges riches et fructueux entre les différents acteurs, quel que soit leur secteur professionnel d'origine : recherche, expérimentation, formation, enseignement, développement, secteur de la production, institutionnel ou politique, etc. Chaque année, il rassemble de plus en plus de monde.

Les collaborations inter-Dom organisées notamment dans le cadre de ces rencontres annuelles la semaine du Salon International de l'Agriculture (SIA), à Paris, sont renforcées depuis 3 ans par l'organisation de rencontres inter-Dom en terrain tropical dans le cadre de projets financés par le Réseau Rural National et l'Europe et portés par le Cirad (AgroEcoDom de 2015 à 2018 ; TransAgriDom de 2019 à 2021).

Dans le cadre des journées techniques, deux demi-journées ont été organisées en sessions plénières pour (1) lancer le projet TransAgriDom, (2) faire une présentation des plateformes d'épidémiosurveillance en santé animale et végétale et (3) présenter le plan Ambition Bio 2017-2022 et établir des propositions d'actions dans le cadre du volet R&D ultra-marin.

Le colloque, organisé dans le cadre même du SIA, est devenu un rendez-vous annuel incontournable des professionnels ultramarins, des acteurs de la R&D et des Pouvoirs Publics afin de faire un point régulier sur l'avancée des innovations dans les Dom. La session 2019 a été consacrée aux agriculteurs, partenaires-clés des RITA.

Les rencontres annuelles des RITA, un moment fort à pérenniser.

TABLE DES MATIÈRES

RÉSUMÉ	3
TABLE DES MATIÈRES	5
NTRODUCTION	7
es journées techniques	8
Participation	8
Programme	8
Accueil des représentants des territoires du Pacifique	8
Présentation du projet TransAgriDom	9
Les plateformes d'épidémiosurveillance en santé végétale, en santé animale, et en surveillance la chaîne alimentaire	
Session programme Ambition Bio 2022	9
Présentation et état d'avancement du plan Ambition Bio 2022	9
Besoins en R&D : état d'avancement des réflexions au niveau national	9
Besoins en R&D dans les DOM	10
Bilan des ateliers thématiques	10
Agroforesterie, l'arbre au cœur des pratiques	10
Systèmes fourragers	10
Matériel végétal de qualité	10
Les plantes à parfum, aromatiques et médicinales	11
Santé, bien-être animal et utilisation raisonnée des médicaments vétérinaires	11
Société, agriculture et ruralité	11
Fertilisation et fertilité des sols	11
Outils et méthodes de transfert	12
Chlordécone aux Antilles	12
Apiculture	12
Utilisation des plantes de service	12
E COLLOQUE ANNUEL	14
Introduction, participation et programme	14
Transformer l'ambition individuelle en ambition collective	14
HLB, Varroa	15
Une question vitale	15
Priorisation essentielle	16
Bouche-à-oreille	16
Diversification	16

	Aller au contact	. 17
	Conseillers et pairs comme pierres angulaires	. 17
	L'importance du suivi	. 18
	De réagir à anticiper	. 18
	Transmettre à tous les acteurs	. 19
	Paysan relais ?	. 19
	CONCLUSION	. 23
A	ANNEXES	. 25

INTRODUCTION

Les Réseaux d'Innovation et de Transfert Agricole (RITA) ont été mis en place dans les départements d'outre-mer (Dom) fin 2011, suite au Conseil interministériel de l'outre-mer (CIOM) de novembre 2009. Ils visent à accompagner le développement local des productions de diversification animale et végétale dans les Dom.

Ils regroupent l'ensemble des acteurs du dispositif Recherche-Formation-Développement des Dom et ont pour objet de co-construire et de réaliser des actions de recherche et développement, d'expérimentation, de démonstration et de transfert en réponse aux besoins exprimés localement par les professionnels.

Les rencontres des RITA sont désormais inscrites dans un cycle annuel. La septième édition s'est déroulée du 27 février au 1^{er} mars 2019 à Paris pendant le Salon international de l'agriculture (SIA).

Ces rencontres constituent un moment privilégié dans la vie des RITA. Les journées techniques sont l'occasion de partager, notamment entre acteurs opérationnels des réseaux, les avancées des projets, les questionnements ou encore de construire des actions collégiales.

Le colloque, avec une audience à la fois technique, politique et institutionnelle donne une large place aux illustrations concrètes des résultats sur le terrain, mais aussi à la stratégie des RITA.

LES JOURNÉES TECHNIQUES

Participation

Les journées techniques 2019 des acteurs des RITA ont réuni globalement environ 150 personnes, les 27 et 28 février, dans les locaux de la maison nationale des éleveurs (MNE), située dans le 12^e arrondissement de Paris.

Le nombre de participants est en augmentation par rapport à 2018 notamment en raison de l'organisation de 2 séquences plénières, qui ont pu en effet intéresser des personnes ne participant pas forcément ensuite aux ateliers techniques.

(Cf. Liste des participants en Annexe 1).

Programme

Le programme, construit par les animateurs régionaux et nationaux des RITA, est discuté avec les membres du Comité de Suivi des RITA (CSR), soit potentiellement une quarantaine de personnes se réunissant tous les deux mois par téléphone.

Cette année, les journées techniques étaient organisées autour de trois sessions plénières en matinée et des travaux en ateliers l'après-midi :

- une session plénière dédiée à la présentation du projet TransAgriDom;
- une présentation en séance plénière des deux plateformes d'épidémiosurveillance en santé animale et végétale pilotées par l'ANSES et la DGAL ;
- une session consacrée à la mise en œuvre du plan Ambition Bio 2022 avec une séquence pour identifier les besoins en R&D dans les Dom et prioriser les objectifs ;
- deux sessions de 13 ateliers techniques.

Le programme détaillé des journées figure en Annexe 2.

Accueil des représentants des territoires du Pacifique

Ces journées techniques ont été l'occasion d'accueillir officiellement parmi les participants les animateurs des nouveaux RITA des territoires du Pacifique : Amalia Fotofili pour Wallis-et-Futuna, Maurice Wong pour la Polynésie française et Clément Gandet pour la Nouvelle Calédonie (absent mais représenté).

Chaque animateur a présenté les grands enjeux agricoles de son territoire ainsi que les grandes modalités d'organisation de l'agriculture, les attentes et besoins de ces territoires ainsi que les contributions qu'ils se proposent d'apporter à la dynamique des RITA (Cf. Annexe 3).

Présentation du projet TransAgriDom

Cf. Annexe 4.

Cette session a permis de présenter les principaux objectifs du projet, découpé en 6 grandes actions :

- Coordination, animation, transfert
- Innovations techniques en filières végétales
- Innovations techniques en filières animales
- Innovations techniques en filière apicole
- Des systèmes intégrateurs pour une agriculture durable : l'arbre au cœur des pratiques
- Société, agriculture et ruralité

Les plateformes d'épidémiosurveillance en santé végétale, en santé animale, et en surveillance de la chaîne alimentaire

Cf. Annexe 5.

Présentation par Didier Calavas de l'Anses et Martin Strugarek de la DGAL des dispositifs d'épidémiosurveillance mis en place.

Session programme Ambition Bio 2022

Présentation et état d'avancement du plan Ambition Bio 2022 (Karine Serrec, DGPE) (Annexe 6)

Présentation générale du plan, de la méthodologie retenue pour son élaboration, et du calendrier prévisionnel. Chacun des 7 axes a été présenté dans ses grands objectifs et les actions proposées. Les résultats du groupe de travail sur la réglementation (axe 6) ont été présentés avec un focus sur les problématiques Dom.

Besoins en R&D: état d'avancement des réflexions au niveau national (Catherine Decaux, ITAB) (Annexe 7)

L'axe 4 « Renforcer la recherche » a été découpé en 8 actions, qui ont été mises en regard avec les 8 priorités de recherche définies par le Conseil scientifique de l'AB (CSAB) :

- Stabiliser les priorités en matière de recherche
- Développer au sein des programmes de recherche des instituts techniques des actions spécifiques dédiées à l'AB
- Poursuivre le travail initié par l'ITAB et l'INRA pour renforcer la connaissance des impacts de la production biologique
- Mettre en place des programmes d'expérimentation au niveau régional
- Assurer une meilleure diffusion des résultats de recherche.
- Mettre en lumière la production biologique à la faveur du Congrès mondial de la bio en 2020.
- Mettre en œuvre le métaprogramme sur l'agriculture biologique de l'INRA.
- Définir le nouveau mandat du Conseil scientifique de l'agriculture biologique.

Besoins en R&D dans les DOM (Mathieu Conseil, ITAB) (Annexe 8)

Présentation des résultats d'une enquête menée entre novembre et décembre 2018 auprès des acteurs des DROM pour recueillir les besoins en R&D de ces acteurs. Au total, une cinquantaine de besoins a été identifiée, avec des sujets concernant la R&D ou les autres groupes de travail du volet Dom du plan Ambition Bio (leviers financiers, réglementation, filières et marchés). Cette enquête a été complétée par des informations « à dire d'expert » des différents territoires.

Lors de la synthèse, 7 thématiques principales ont été identifiées :

- Organisation collective
- Recherche d'autonomie pour s'affranchir des importations coûteuses et compliquées
- Semences et plants pour pallier le défaut de matériel végétal adapté au contexte tropical
- Intrants pour la protection des plantes car de nombreux usages ne sont pas couverts pour les cultures tropicales et l'efficacité des produits s'avère insuffisante en contexte tropical
- Agronomie-systèmes: travail et fertilité du sol, agroforesterie, associations de cultures, plantes de services
- Lutte contre les bioagresseurs en productions animales et végétales
- Acquisition de références technico-économiques

Un travail en ateliers a ensuite été organisé pour identifier les thématiques prioritaires et les objectifs et proposer les modalités permettant de faire avancer les sujets (ex. montage de projets Casdar...).

Bilan des ateliers thématiques

Agroforesterie, l'arbre au cœur des pratiques (Annexe 9)

Contact: stephane.saj@cirad.fr

Les objectifs du groupe sont une mise en commun des connaissances sur les systèmes agro-forestiers tropicaux pour démarrer un travail en inter-dom.

Quatre présentations ont permis de faire un premier état des lieux : l'agro-foresterie en inter-CTOM, l'agro-foresterie dans les CTOM, présentation du projet Réunir-AF porté par l'APCA et l'AFAC-Agroforesterie et présentation du RMT AgroforesterieS.

Systèmes fourragers (Annexe 10)

Contact: cedric.perret@guyane.chambagri.fr

L'objectif principal de ce groupe est de réaliser un guide sur le fourrage tropical. La réunion a essentiellement porté sur la définition d'une trame, élaborée par 3 groupes de travail.

Cinq parties ont été identifiées : 1. Classification des systèmes fourragers ; 2. Comment agencer le pâturage ; 3. Conduire son pâturage de manière efficiente ; 4. Valeurs alimentaires des fourrages ; 5. Outils d'aide à la décision.

Matériel végétal de qualité (Annexe 11)

Contact: p.champoiseau@it2.fr

Les enjeux du groupe thématique sont de développer des solutions innovantes et lever les contraintes

règlementaires pour la production de matériel végétal de qualité (semences, vitro plants, greffons, boutures, ...) dans les contextes tropicaux. Lors de la réunion, un bilan de l'état d'avancement des livrables du projet a été réalisé. Dans chaque Dom, un référent pour réaliser un état des lieux/inventaire des variétés maraîchères a été identifié. Un bilan de la mise en place des dispositifs de production de plants d'agrumes a été réalisé.

De manière générale, ce groupe présente un bilan en demi-teinte et il a été souhaité de redéfinir les modalités d'animation du groupe pour le rendre plus efficient.

Les plantes à parfum, aromatiques et médicinales

 $Contact: \underline{amalia.fotofili@agripeche.wf} \ et \ \underline{insaguillaume@armeflhor.fr}$

Aucun compte rendu n'a été produit.

Santé, bien-être animal et utilisation raisonnée des médicaments vétérinaires (Annexe 12)
Contact : p.achard.frca@orange.fr

Échango sur los pratiques liées à l'utilisation e

Échange sur les pratiques liées à l'utilisation des antibiotiques dans les Dom et préparation d'une enquête sur leur consommation.

Société, agriculture et ruralité (Annexe 13)

Contact : cecile.morelli@educagri.fr

En lien avec des thématiques transversales fortes du développement agricole et rural en Europe, les objectifs sont de créer du lien, des échanges, des questionnements avec d'autres acteurs du territoire afin de proposer un accompagnement sur des activités synonymes de plus-value des activités de production et mettre en lumière les parcours, succès et difficultés de parties spécifiques de la population agricole et rurale.

Il s'agit d'identifier et formaliser des bonnes pratiques pour les valoriser et diffuser les leviers qui ont permis d'éviter certains freins, de dresser des portraits dans des univers différents et d'engendrer des liaisons avec d'autres projets MCDR.

L'atelier avait pour objectif spécifique de valider un premier questionnaire à destination des porteurs de projets et d'identifier un réseau d'acteurs mobilisables sur les territoires.

Fertilisation et fertilité des sols (Annexe 14)

Contacts: william.montaigne@solicaz.fr et v.van.de.kerchove@reunion.chambagri.fr

L'atelier avait pour objectifs de partager les informations sur les disponibilités des matières organiques dans les Dom et d'échanger sur les critères analytiques pertinents des MO.

Présentation des travaux menés dans le cadre du projet GABIR sur le recensement des gisements de MO, échange sur l'état des lieux du recensement dans tous les territoires.

Présentation des résultats sur les qualités agronomiques des différentes MO dans le cadre du projet Guya-Fer.

Présentation de l'outil d'aide à la décision Ferti-Run mis au point à La Réunion.

Outils et méthodes de transfert (Annexe 12)

Contact: pierre.rebuffel@cirad.fr

L'objectif de ce groupe est la mise en place d'un dispositif opérationnel d'échanges inter-Dom, d'appui méthodologique à distance et de capitalisation sur les méthodes et outils de conseil et de transfert d'innovations.

Deux groupes ont travaillé en parallèle : le premier rassemblant des conseillers, animateurs et ingénieurs de terrain a réfléchi sur la meilleure manière de capitaliser les expériences et échanger entre conseillers, tandis que le second groupe composé de responsables d'organisation et de dispositifs de conseil/transfert a exprimé des besoins d'animation.

Chlordécone aux Antilles (Annexe 13)

Contact: manuelgerard2@gmail.com

En Martinique et en Guadeloupe, la problématique chlordécone fait l'objet de nombreux travaux, notamment à travers le Plan Chlordécone III actuellement en vigueur. Les professionnels de ces deux Domont souhaité se rencontrer pour discuter de cette thématique lors de ces ateliers TransAgriDom, et échanger avec des personnes impliquées sur le sujet au sein des ministères. Par ailleurs, la baisse de la LMR autorisée dans la viande bovine aura des conséquences importantes sur les élevages, d'où l'importance d'une réflexion commune, Martinique/Guadeloupe, sur l'adaptation des itinéraires techniques.

L'objectif principal de ce premier atelier sur cette thématique était d'échanger sur les différentes stratégies possibles à mener par rapport à la baisse de LMR dans la viande bovine.

Il a été décidé la création d'un espace collaboratif chlordécone sur COATIS afin de regrouper tous les éléments concernant le sujet, de faire un état des lieux régulier des avancées en termes de recherche, de savoirs, et d'écrire un guide pratique pour les éleveurs.

Apiculture (Annexe 14)

Contact: olivier.esnault@gds974.re et benoitfoucan@gmail.com

Ce groupe de travail a identifié trois objectifs prioritaires : mettre en place une newsletter inter-Dom, réaliser un bilan sanitaire dans les différents territoires pour adapter les mesures d'épidémiovigilance et démarrer un travail sur la qualité des miels.

Au préalable, une présentation de l'apiculture dans chacun des territoires a été réalisée. Ces présentations pourront être reprises dans un numéro de la newsletter apicole.

Utilisation des plantes de service (Annexe 15)

Contact: mansuy@ercane.re et manuelgerard2@gmail.com

L'objectif principal du groupe est la réalisation d'un guide fonctionnel inter-Dom des plantes de services, sous forme d'un outil informatique. Le cahier des charges a été défini et la réalisation de l'outil a démarré. La volonté est que ce soit une application interactive à destination des techniciens, conseillers, chercheurs, etc. Cette application permettra l'extraction de données des fiches techniques afin d'échanger et de transférer au champ avec d'autres techniciens et agriculteurs.

Outils numériques au service de la protection intégrée des cultures en conditions tropicales (Annexe 16)

Contact: bryce.bouvard@educagri.fr et antoine.berton@guyane.chambagri.fr

La montée en puissance de l'utilisation des smartphones par les professionnels oblige à mutualiser les connaissances. Faire l'inventaire des outils mobiles est important pour faciliter le travail, les interactions et l'autonomie des acteurs du monde agricole. L'identification d'un référent/DOM, chargé de recueillir les retours d'expérience sur les applis utilisées dans chaque DOM est indispensable.

Synergies et complémentarités entre les réseaux RITA et le pôle de compétitivité Qualitropic (Annexe 20)

Contact: graziella.tostain@qualitropic.fr et insaguillaume@armeflhor.fr

L'objectif de ce groupe de travail était de présenter les nouvelles missions du pôle de compétitivité Qualitropic, qui ont été étendues aux autres outre-mer dans le cadre de la Phase IV des pôles de compétitivité (2019-2022) et d'identifier les thématiques et actions sur lesquelles le pôle et les RITA pourraient collaborer.

LE COLLOQUE ANNUEL

Le 7^e colloque annuel des RITA s'est tenu en marge du salon de l'agriculture 2019 à la Porte de Versailles.

Introduction, participation et programme

La matinée était ouverte devant près de 200 personnes par Alain Joly, délégué interministériel aux outre-mer. « Les outre mers ont une carte à jouer individuelle et collective, 80 % de la biodiversité de la France est située dans ces territoires » rappelait-il avant de résumer l'action des RITA. « Les Rita créent du lien, du liant entre les acteurs de la recherche, de la formation, de l'expérimentation, de l'enseignement et du développement agricole. Dans chaque territoire ultramarin, ils co-construisent l'innovation qui n'existe que lorsque les agriculteurs s'en saisissent. Ils créent du lien dans les territoires mais aussi entre les territoires autour d'enjeux partagés. » Mais au-delà du lien, Alain Joly se projetait ensuite sur les ambitions et notamment « celle de couvrir les besoins alimentaires des populations locales en produits locaux sains, sûrs et durables et celle de révéler à l'international le potentiel d'un territoire pour y créer de la valeur alimentaire et non alimentaire. » En bref, faire coexister deux ambitions essentielles pour la santé des citoyens avec la création d'emploi et le vivre ensemble. Il remarquait ensuite que la force du réseau résidait probablement dans le fait que « les acteurs sont aussi les bénéficiaires et parfois dans des contextes où on l'attendrait le moins, comme enseigner à produire autrement ou produire et enseigner autrement. » Alain Joly insistait ensuite : « Dans le cadre de ce programme, la recherche et l'expérimentation, l'innovation, apportent des solutions aux agriculteurs. Solutions qui permettent de créer de la valeur et d'augmenter la part de l'agriculture dans le PIB de vos territoires. Et notre volonté, nous qui gérons les soutiens publics, est bien de faire de l'alimentation un levier de développement des territoires. »

Transformer l'ambition individuelle en ambition collective

Plusieurs exemples destinés à illustrer les problématiques des outre-mer ont ensuite été proposés à l'audience. Mais auparavant, Jean-Marc Thévenin, co-animateur national du réseau, rappelait sommairement la genèse des RITA, à l'issue des États généraux de l'outre-mer pour élaborer des réponses à la profonde crise connue par ces territoires durant la décennie 2000. Une crise provoquée en particulier par les profondes inégalités subsistant entre la réalité quotidienne de ces départements et territoires et celle de la métropole. « Cela concernait tant l'emploi que l'accès à l'éducation, le coût de la vie, donc des produits alimentaires. » Mis sur pied pour tenter de corriger une partie des déséquilibres dans la production agricole et alimentaire, les Rita sont mus par l'idée qu'il est possible de « transformer l'ambition individuelle en ambition collective » précisait-il ensuite. Les premiers réseaux à voir le jour furent créés en Guadeloupe, en Martinique, en Guyane, à Mayotte et à la Réunion (filières horticoles), et ensuite, toujours à la Réunion pour les filières animales et canne à sucre.

En 2018, ce sont les territoires du Pacifique (Wallis et Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie) qui ont rejoint le mouvement. Rappelant l'ossature du programme, Jean-Marc Thévenin insistait sur les points clés des réseaux, la structuration des acteurs pour identifier les besoins, élaborer les projets et participer à la diffusion de l'innovation sur le terrain. Des innovations devant contribuer à la transition agroécologique « en réduisant la part des intrants chimiques dans les itinéraires, en

valorisant les ressources locales pour diminuer les importations, en offrant aussi plus de diversité, de régularité pour les produits alimentaires frais et locaux, sans oublier d'apporter un meilleur revenu aux agriculteurs et le bien vivre, jusqu'à l'obtention de signes officiels de qualité. » Sophie Cluzeau-Moulay, co-animatrice du réseau, ajoutait pour sa part un autre motif de satisfaction, l'importante montée en compétences des instituts techniques dans les DOM sanctionnée par la qualification de deux d'entre eux et la création d'un nouvel institut technique autour de l'élevage en Guadeloupe.

HLB, Varroa...

Plusieurs épisodes viennent déjà témoigner de la pertinence du dispositif et en particulier de sa réactivité. Ce fut le cas soulignait-il ensuite lors de la survenue du HLB aux Antilles sur les agrumes, mais aussi dans le cas des salmonelles et de l'apparition du Varroa à la Réunion. « Nous essayons aussi de mettre ces ressources en commun en favorisant le partage des informations entre les différents territoires et départements grâce aux outils de communication que nous avons mis en place mais aussi par le biais de rencontres et de colloques que nous organisons. » Loin de se cantonner à ce qui est en place, les RITA vont aujourd'hui continuer de se développer, de s'ancrer dans les territoires, en s'intéressant maintenant de plus près aux productions spécialisées et à l'aval des filières. Avec toujours cette volonté affirmée de toucher l'ensemble des agriculteurs et acteurs des filières, qu'ils soient en systèmes traditionnels ou spécialisés, organisés ou non.

Une question vitale

Venait ensuite le temps de la discussion pour aller, voir sur le terrain avec les témoins, de quoi il retourne et comment les RITA s'imbriquent dans la vie quotidienne des agricultures des territoires ultramarins. La première table ronde était consacrée à l'articulation entre la recherche, l'expérimentation et les professionnels, à la façon dont s'échangent les informations et dont se formalisent les besoins.

Richard Corré, éleveur de bovins à la Réunion se qualifie d'abord comme un éleveur de fourrage pour insister sur l'importance de l'intervention des RITA dans son exploitation. Il fait en effet partie de l'observatoire de l'herbe mis en place sur l'île « pour mieux connaître le développement des prairies en fonction des saisons, leur comportement face au chargement... » détaille Maëva Miralles-Bruneau (Association réunionnaise de pastoralisme). Cet observatoire a été créé pour tenter de surmonter une difficulté récurrente des éleveurs, la gestion des surplus d'herbes engendrés par les quatre mois de saison humide et les déficits qui peuvent survenir durant les mois de saison sèche. « Les pâturages ne sont peut-être pas optimisés, c'est cela que nous regardons au sein de ce réseau de huit éleveurs qui sont disséminés sur l'île avec des conditions pédoclimatiques différentes » poursuit-elle. Richard Corré abonde : « Pour nous c'est une question vitale parce que nous allons pouvoir gagner en productivité, donc en argent au bout du compte. » L'ambition de cet observatoire, au terme de plusieurs années de travail, sera de mettre sur pied d'une part un service de conseil individuel aux éleveurs pour la gestion de leur herbe mais aussi un bulletin mensuel pour préciser les chargements recommandés à l'hectare, les temps de repousse nécessaires entre deux pâtures pour permettre aux repousses de s'effectuer correctement.

Priorisation essentielle

En Guadeloupe, les RITA ont eu à intervenir dans un contexte d'urgence absolu avec le débarquement sur l'île du Citrus Greening ou Huanglongbing (HLB) en 2012 dans les vergers d'agrumes. Il a fallu pour chacun des acteurs prendre en compte cette problématique délétère pour la production de l'île. Patrice Champoiseau, de l'Institut Technique Tropical (IT2) précise : « Il y avait en effet une véritable urgence à agir et tenter de trouver des solutions. Il a fallu parvenir à mettre tout le monde autour de la table et bien définir le rôle de chacun : au Cirad, le travail à 5 ou 7 ans sur la création variétale, à l'Assofwi la mission d'être très active sur le terrain avec les producteurs et à l'institut technique la mise en œuvre de solutions techniques, comme cela fut fait pour la mise en place d'une filière de production de plants sains. La définition du rôle de chacun et la priorisation des actions sont des éléments clés de ce type de démarches. » Il est rejoint sur ce constat par Youri Uneau de l'Assofwi, association de producteurs majoritairement dédiés à la production d'agrumes. « Dès que la maladie est apparue, nous avons mis en place un plan d'action pour lutter, avec les organisations professionnelles, la Chambre d'agriculture, la Fredon, l'Institut technique, le Cirad » témoigne-t-il avant de soulever une autre dimension : « Si l'on parvient assez bien à mobiliser les acteurs, le problème suivant porte souvent sur les financements, les besoins sont supérieurs à ce dont nous pouvons bénéficier. C'est un peu pareil pour des projets qui sont menés au niveau national qui, s'ils ne sont pas directement transposables sur nos territoires, peuvent présenter de l'intérêt pour nous, mais dont nous restons encore un peu en marge, même si cela évolue. »

Bouche-à-oreille

L'éleveur réunionnais Richard Corré abondait aussitôt : « Je rejoins Youri, chaque fois que nous avons un besoin, on se retrouve un peu bloqué par les financements ou les moyens humains qui manquent pour nous aider à résoudre les problèmes auxquels nous sommes confrontés. » Mais la Réunion n'est pas que terre d'élevage, elle est aussi productrice de canne à sucre, une filière avec ses propres problématiques : « Aujourd'hui les techniciens passent chez nous très régulièrement, cela permet ensuite de faire des mises au point, d'avoir des résultats et les agriculteurs sont nombreux à être intéressés. Le transfert des informations se fait ensuite beaucoup grâce au bouche-à-oreille entre agriculteurs. Chaque année de nouveaux objectifs et de nouveaux essais sont décidés » explique Benoît Barau dont l'exploitation, 95 hectares souffre de l'enherbement et d'érosion. « Avec un peu de recul, on se rend compte en effet que ça fait tache d'huile » confirme Alyzé Mansuy (eRcane) « même si certains producteurs restent encore un peu frileux quant au dispositif. Cela suscite beaucoup d'intérêt. » Même s'il n'y a pas la même urgence qu'en Guadeloupe avec la maladie des agrumes, la pression est suffisante sur les planteurs pour qu'ils s'inquiètent. Benoît Barau précise : « Nous sommes contraints d'une part par l'enherbement et de l'autre par la réduction des solutions chimiques à notre disposition. Nous essayons donc de moins les utiliser et de la meilleure manière possible parce que nous ne savons pas de quoi demain sera fait. »

Diversification

Justement en parlant de demain. Comment se projettent-ils dans dix ans ? Que leur auront apporté les RITA d'ici là ? Benoît Barau, parce qu'il aime ça, imagine une agriculture très technologique, de

précision avec des méthodes de traitement adaptées à chaque type d'adventice. Mais il plaide aussi pour « plus de moyens humains parce qu'il est indispensable que la recherche soit au contact des agriculteurs. ». Richard Corré est plus inquiet, face au débat qui agite la France autour du glyphosate. « C'est un produit que j'utilise une fois par an pour entretenir mes prairies, je ne vois pas, même si je fais mon métier par passion, aller ôter les pestes végétales à la main dans 10 ans, je ne m'en sens pas capable. ». Youri Uneau lui se projette dans un monde de production beaucoup plus agroécologique, avec des produits plus respectueux. « Dans le cadre des RITA nous avons par exemple mené un travail sur le compostage, et on constate un véritable engouement de la part de nos producteurs pour ces techniques. Cela modifie les parcours de fertilisation et cela a tendance à se répandre. Mais nous aurons aussi avancé d'ici dix ans dans la diversification des cultures, ce sont des investissements que les producteurs commencent à faire, dans les productions agroforestières par exemple, le café, la vanille ou le cacao. ». Alyzé Mansuy espère, elle, que la prochaine décennie apportera aux acteurs des réseaux plus d'outils de transferts et une mobilisation plus importante de l'ensemble des acteurs parce que « le contexte réglementaire évolue de jour en jour » et qu'il faut donc suivre. Et que l'information circule.

Aller au contact

Cette question de la diffusion des innovations et des techniques est en effet primordiale dans la réussite de tels projets, tout comme est primordiale la manière dont peuvent remonter les besoins en innovation ou en formation. C'était précisément l'objet de la deuxième table ronde organisée au cours de cette matinée. Pour Géraldine Paul, de la Chambre d'agriculture de la Guyane, c'est une question de réseau et d'attention. « Il faut travailler avec tous les réseaux qui sont sur le terrain et à l'écoute des agriculteurs, c'est particulièrement valable pour mon cas, le réseau Ecophyto. ». En Martinique, l'approche de la Chambre d'agriculture est similaire confirme Isabelle Jean-Baptiste : « Nous nous appuyons pour cela sur nos conseillers de terrain plus les conseillers filières. Ce sont eux qui sont capables de nous faire remonter les besoins exprimés par les agriculteurs. Même si ce sont plutôt des problématiques qui sont alors exprimées pas forcément encore des besoins formalisés. ». Président du GRAB, Raymond Rijo explique pour sa part que la mission de la structure c'est d'aller au contact des producteurs. C'est de ces discussions qu'est né, en 2018, le projet de développer la production de semences en Martinique pour réduire la dépendance des producteurs aux importations et diminuer les coûts de revient des cultures. À Mayotte, la situation est plus complexe, à cause de deux facteurs majeurs, la langue et l'enclavement des producteurs. Président d'une importante coopérative d'éleveurs (la CoopADEM), qui regroupe 950 éleveurs, Mohamed Boinahery confirme : « Les besoins remontent par nos techniciens qui sillonnent les exploitations et par le bouche-à-oreille. La moitié de nos agriculteurs ne sachant pas tous lire et écrire le français, ils dessinent, s'ils ont besoin d'une formation sur une maladie sur une vache ils vont par exemple faire un dessin pour expliquer leur demande. C'est un système informel mais très très efficace » explique le président de la coopérative.

Conseillers et pairs comme pierres angulaires

Pour Christophe Bretagne, directeur du lycée agricole de Coconi, à Mayotte, tous les territoires expriment des besoins de formation, « ou d'information », ce n'est pas la même chose précise-t-il, mais c'est dans l'approche de la réponse à cette demande que les différences s'expriment. « À

Mayotte, le principal problème c'est donc la langue, il faut trouver les moyens de faire passer les informations. Cela passe par de l'individualisation, c'est le rôle des conseillers, mais aussi l'information par les pairs. La valeur d'exemple est nécessaire. Cela peut passer par des producteurs qui s'impliquent ou prennent des risques ou par les exploitations des établissements scolaires dont c'est aussi le rôle et aussi une des forces puisque nous sommes confrontés aux mêmes problèmes que les autres. Cela nous permet également de cerner et faire remonter les besoins. ». Et les agriculteurs qui ne sont pas organisés en coopérative ou collectif ? « C'est plus difficile, il n'y a pas d'autre solution alors que d'aller vers eux » précise Christophe Bretagne. « C'est une chance à Mayotte parce que c'est une dimension qui est prise en compte, avec des conseillers, des chargés de missions, mais avec une difficulté en plus de la langue, ce sont les chemins d'accès. Cela peut même être un frein à la volonté de se former. ». Au GRAB de la Martinique, la formation n'est pas destinée qu'aux exploitants agricoles. « Notre problématique majeure c'est la main-d'œuvre, alors nous travaillons avec pôle emploi à proposer des formations adaptées aux demandeurs d'emploi. Cela s'appuie sur une pédagogie active où les futurs salariés sont déjà dans les exploitations » explique Raymond Rijo.

L'importance du suivi

Pour Mohamed Boinahery, la solution idéale pour faire circuler ces informations serait de créer des groupes de niveaux d'agriculteurs puisqu'ils sont loin d'avoir tous le même bagage « pour pouvoir leur permettre de progresser, mais je sais que ce n'est pas facile financièrement, il faut des formateurs, des traducteurs, il y a les transports... ». La situation est aussi complexe pour la commune de Saül au centre de la Guyane uniquement accessible par avion. « Nous avons mené une action à destination de ces agriculteurs mais se posait ensuite le problème du suivi. Finalement, un réseau a été mis sur pied qui rassemble le CFPPA, le Parc national, la Chambre d'agriculture et nous pour pouvoir répondre à leur attente. Nous avons mis en place un roulement pour les assister » explique Véronique Jean-Marie, directrice de la coopérative Biosavane. « On essaye de mettre les moyens pour toucher ces publicslà » ajoute Géraldine Paul, « mais ce qui est important c'est de pouvoir les suivre ensuite, les accompagner. Il ne suffit pas de les toucher une seule fois ponctuellement. ». Isabelle Jean-Baptiste abonde. « Nous avons des conseillers dans chaque zone, peut-être en nombre insuffisant, ils sont 10 pour 2000 agriculteurs, mais nous avons vocation à toucher tout le monde. Mais ce qui est important en effet, ce n'est pas tant de les toucher une fois que de les accompagner en termes d'innovation ; ils ont besoin, dans la partie transfert d'un suivi conséquent pour qu'ils s'approprient les innovations et les mettent en œuvre. ».

De réagir à anticiper

Pour la circulation des informations, tous les moyens sont bons selon Christophe Bretagne. « Il y a bien sûr l'individualisation, les regrouper, chez nous ou chez eux, la formation peut se développer, puis il y a d'autres dispositifs à développer, avec les jeunes par exemple. On parle beaucoup des agriculteurs mais en agriculture, on ne se limite pas à voir à 5 ans et il faut expliquer aux jeunes qu'ils sont l'avenir et que, par conséquent, c'est aussi et surtout à eux d'intégrer les nouvelles pratiques. À nous de ne pas nous limiter à la présentation de ce qui existe, mais aussi à présenter ce qui existera. C'est d'autant plus compliqué que les temps de formation sont de plus en plus réduits et que le champ de connaissances est énorme. ». Quant à savoir ce qu'il manque aux RITA pour être parfaitement

efficace ? Peut-être plus de journées d'échanges entre les structures estime Maëva Miralles-Bruneau. Des journées qui « permettent d'avancer plus vite et de conforter les dynamiques à l'œuvre. ». Pour Patrice Champoiseau, il faut aujourd'hui capitaliser sur le transfert réussi sur les agrumes et faire en sorte que les RITA puissent permettre d'anticiper les problématiques sanitaires, les demandes sociétales et la structuration des filières. « Il faut aussi que nous regardions du côté de l'agriculture de petite échelle, c'est un public qui nous concerne tout autant, comment alors assurer le transfert jusqu'à ce public-là, avec quels moyens » s'interrogeait-il ? Richard Corré insistait pour sa part sur la nécessaire communication, accentuer les efforts de restitution vers l'ensemble des agriculteurs des territoires. Pour que les techniques et le savoir se diffusent en même temps et qu'ils attisent la curiosité des agriculteurs.

Transmettre à tous les acteurs

Dans la discussion suivant les deux tables rondes, plusieurs remarques et compléments étaient ajoutés à la discussion. Hervé Deperrois, directeur de l'Office de développement de l'économie agricole des départements d'Outre-mer (ODEADOM) s'inquiétait de savoir si les RITA s'étaient emparés des essais de maîtrise de l'enherbement par des bâches menés en Guadeloupe. Interpellation à laquelle Patrice Champoiseau répondait que de multiples essais étaient menés sur cette thématique, avec des bâches mais aussi des mulch ou des paillages à base de palmes de cocotiers mais que le facteur limitant était souvent la surface, à couvrir et les coûts induits, élevés, par ce type de techniques.

Revenait ensuite la question de la diffusion des innovations, on l'a compris, point central de l'efficacité des RITA. Pour Youri Uneau, l'avenir passe peut-être par la vidéo, son groupement de producteur travaille d'ailleurs au développement d'un projet de chaîne Youtube. Vidéos courtes, réseaux sociaux, groupes Facebook ou Whats'App sont les nouveaux outils de la diffusion du savoir et sont utilisés déjà presque couramment. L'adaptation d'outils numériques développés en métropole est aussi à l'ordre du jour. Christophe Breton tenait toutefois à apporter un bémol en s'appuyant sur l'exemple de Mayotte, où, explique-t-il, si internet est déployé partout, l'électricité manque encore en plusieurs zones de l'île. « En fonction des publics, il faudra parfois trouver d'autres outils » tempérait-il. Guy Faure (Cirad Montpellier) ne disait pas autre chose en revenant sur l'agriculture de petite échelle et la forte proportion de pluriactifs qu'elle compte dans ses rangs avec les difficultés que cela pose pour leur destiner des formations. Mais les pluriactifs ne sont pas les seuls à être plus difficiles à toucher, il y a aussi le cas des producteurs indépendants, comme cela avait été évoqué dans la table ronde. Isabelle Jean-Baptiste insistait alors sur un autre axe de la formation pas encore évoqué. « On parle beaucoup de la formation des agriculteurs mais assez peu finalement de celles des conseillers agricoles, des conseillers de Chambre en particulier qui sont un rouage essentiel dans la diffusion du savoir et des bonnes pratiques. »

Paysan relais?

Élise Le Bihan, directrice du service formation et développement de la DAAF de la Guyane, expliquait que pour tenter de mailler au mieux le territoire, le CFPPA local a mis en place des pôles de professionnalisation sur les sites les plus isolés. Et ce en vue de « répondre aux besoins locaux des

professionnels, avec des binômes techniciens et ingénieurs, par le biais de formations courtes non diplômantes. ». Un dispositif qui a fait preuve de son efficacité mais qui reste fragile car financé au gré des financements européens, « mais le ministère réfléchit à pérenniser cette présence par d'autres moyens » ajoutait-elle. Alain Dambreville, président du comté Vivea à la Réunion mettait pour sa part en avant la technologie et notamment un système de formation à distance à l'agroécologie développé par une start-up. « Certes, évoquait Jean-Paul Ramsamy du département de la Réunion. Mais toutes ces solutions n'ont qu'un seul public, quid alors des non-professionnels, les particuliers qui peuvent être des réservoirs d'information ou de pathologies si on prend le cas du varroa par exemple. Est-ce que l'école ne pourrait pas être un vecteur d'informations » se demandait-il ?

Patrick Duguet (Cirad Montpellier) revenait ensuite sur la question de la transmission aux professionnels dans un contexte budgétaire qui empêche d'envisager le déploiement des conseillers nécessaires. « Dans certains pays du sud, on parle beaucoup de groupes de producteurs qui s'autonomisent avec cette figure nouvelle qui émerge, le paysan relais animateur endogène. Peut-on installer ce genre de dispositif dans les Dom, un peu à l'image des CETA en métropole ? « Oui, on peut faire de l'expérimentation chez les producteurs, nous le faisons déjà » indiquait Patrice Champoiseau « nous pouvons démultiplier notre effort collectif en développant et accompagnant les initiatives de producteurs tant dans l'expérimentation que dans le transfert. Au-delà de l'innovation technique il nous faut aussi de l'innovation organisationnelle ».

Présente aux toutes premières heures des RITA, Bénédicte Herbinet (DGER), soulignait que l'enseignement agricole était mobilisé sur cette question notamment par son plan « Enseigner à produire autrement ». Et, faisant un pas de côté, elle soulignait qu'elle était admirative du chemin parcouru. « J'ai assisté à la naissance des RITA et des tous premiers échanges, voir dix ans après ces traductions concrètes c'est très gratifiant. ».

En conclusion, Jean-Paul Bordes, directeur général de l'ACTA tenait à souligner le grand dynamisme du réseau et se permettait d'entrevoir les avancées qu'il permet en matière d'autonomie alimentaire des territoires, de durabilité des pratiques... Président directeur général du Cirad, Michel Eddi insistait pour sa part sur la notion de collectif expliquant qu'en dépit de son existence, « ce n'était pas quelque chose qui allait de soi, qu'il fallait le consolider encore mais que le réseau représentait un capital précieux à rendre durable. » Enfin, dans son propos de conclusion, Gwladys Jean-Joseph, de la délégation ministérielle aux Outre-Mer invitait les acteurs des territoires et de la recherche à continuer à croire dans ces réseaux dont les résultats sont tangibles que ce soit « dans le développement de circuits courts, d'engagement des filières dans des démarches de qualité ou en réponse à des problématiques de production. ».

APEBA, une petite agriculture déjà moderne

L'une des caractéristiques des territoires et départements d'outre-mer réside probablement dans la diversité des systèmes qui cohabitent. Entre exploitations très spécialisées et petites exploitations vivrières ou œuvrant dans ses alentours. C'est précisément cette dernière, autrefois qualifiée d'agriculture de petite échelle, qui fait aujourd'hui l'objet d'une nouvelle définition à la suite de la publication du rapport « APEBA un levier majeur pour une stratégie bioécononique pour les DOM. » « Cette catégorie particulière d'agriculture a été renommée Agriculture de petite échelle bio économique et agroécologique à la suite de cette étude menée dans le cadre du RITA inter-Dom petite agriculture familiale par la Chambre d'agriculture de la Martinique, l'Inra et l'APCA » expliquait Tiphaine Riffaud en charge de l'innovation, du développement et des pratiques agricoles au sein de l'APCA. « C'est une agriculture qui évolue dans un contexte complexe. Elle est sous l'influence de contraintes climatiques de plus en plus fortes avec des variations importantes, notamment de marchés. Elle bénéficie de l'intérêt des consommateurs pour des approvisionnements plus locaux, des marchés de proximité, la nécessité de préserver le patrimoine naturel pour tout un tas de raisons, en particulier touristiques, une faible diversification économique, un environnement à fort taux de chômage et soumis à une grande dépendance des importations de denrées alimentaires ou d'intrants » résumait-elle. Comment cette petite agriculture peut-elle être une réponse aux défis qui sont posés ? Tiphaine Riffaud voit plusieurs atouts. Elle contribue à la lutte contre le réchauffement climatique parce qu'elle met en œuvre des pratiques agroécologiques. Elle favorise la sécurité alimentaire parce qu'elle est une production du territoire pour le territoire et préserve les produits traditionnels et les savoir-faire locaux. « Mais elle a aussi un rôle à jouer dans le maintien du lien intergénérationnel, des zones rurales et de l'emploi agricole » ajoutait-elle. Loin d'être une agriculture de carte postale, elle représente dans les territoires ultramarins de 30 à 90 % des actifs agricoles. Ainsi en Guadeloupe, 80 % de la population agricole estimée de l'île ressort de cette définition avec une surface moyenne de 0,3 hectare, une faible rentabilité beaucoup de pluriactivité, des systèmes basés sur des fumures organiques et un désherbage mécanique. À Mayotte, ce sont 80 % des actifs de l'île qui sont concernés avec là encore de toutes petites surfaces, entre 0,3 et 0,5 hectare de polyculture élevage avec des productions, très portées sur les associations de cultures, en grande partie dédiées à l'autoconsommation. De retour en Caraïbe, la Martinique est sensiblement moins concernée même si cette agriculture de petite échelle concerne 17 % de la surface agricole utile et que les exploitations y sont relativement plus importantes tout en restant sous les cinq hectares pour plus des trois quarts. Elles sont aussi pour 71 % fortement impliquées dans des circuits de vente de proximité. À la Réunion, cette agriculture représente 30 % de la production agricole de l'île, fournit d'importantes aménités, notamment en termes d'entretien des paysages, essentiels pour le tourisme mais elle participe aussi grandement à la sécurité alimentaire et s'appuie sur des techniques de rotation légumes racines et légumes feuilles élaborées. Manquent les informations sur l'APEBA Guyanaise mais le département n'a pas pu prendre part à cette étude préliminaire.

Agriculture biologique en Guyane

C'est l'histoire d'une coopérative qui a déployé son activité sur les terres guyanaises autour d'un noyau d'éleveurs. Bâtie en 2008, Biosavane a depuis accueilli en plus des éleveurs des maraîchers pour regrouper plus d'une quarantaine d'adhérents et employer six salariés. Le maraîchage occupe 35 producteurs, les élevages neuf autres. Avec des problématiques très différentes selon les productions. Pour le maraîchage il a fallu aller chercher l'information technique à l'étranger, auprès de l'institut de la recherche agronomique brésilien (EMBRAPA) qui avait à disposition de nombreux savoirs et références adaptés au territoire guyanais notamment en termes de fertilité des sols, de bio contrôle, prophylaxie... Autant d'informations qui ont permis, une fois intégrées, de faire progresser la production des adhérents de 32 à 51 tonnes annuelles. L'essentiel des produits de la coopérative est ensuite vendu en circuit court depuis la reprise d'un stand de fruits et légumes dans un magasin bio. Les circuits de distribution des éleveurs sont plus diversifiés, depuis les boucheries traditionnelles jusqu'aux grandes surfaces locales en passant, eux aussi, par la vente directe. La coopérative s'est aussi adjoint les services d'une entomologiste pour mieux comprendre les populations d'insectes pouvant affecter les cultures, mais aussi celles des insectes utiles. « Chez nous il pleut huit mois de l'année, nos cultures sont de plein champ donc nous sommes très exposés aux ravageurs, comme la fourmi manioc par exemple » détaillait la directrice de la coopérative, Véronique Jean-Marie. Dans le cadre des RITA la coopérative a pu avancer sur cette question du bio contrôle de la pyrale des cucurbitacées contre laquelle un trichogramme utilisé en Martinique pourrait être efficace en Guyane.

Apiculture en Guadeloupe

Olivier Cesar-Auguste, président de la SICA Myel peyi Gwadloup a présenté les enjeux liés à l'apiculture dans l'île en insistant sur les deux facettes de la filière. « Nous avons d'une part l'association Apigua, qui regroupe tous les apiculteurs de la Guadeloupe qu'ils soient professionnels ou amateurs et à côté la Sica Myel qui elle ne rassemble que les professionnels. ». Ces derniers sont 25 sur l'île, qu'ils soient apiculteurs spécialisés ou pluriactifs. « L'association a pour vertu de permettre de savoir qui détient des abeilles et où, c'est important en cas de problème sanitaire » explique Olivier Cesar-Auguste, mais aussi elle permet de former les amateurs pour éviter d'éventuelles catastrophes. La filière guadeloupéenne est confrontée à plusieurs problèmes, celui des coûts de production et celui, induit, de son manque de compétitivité face à une production cubaine très organisée et puissante. C'est le moteur de la construction de la coopérative qui permet d'abaisser un peu les coûts d'achats des cadres notamment. Dans le cadre des RITA, la filière apicole mène deux projets, Apiselect et Qualimiel. Pour Apiselect il s'agit de mettre un peu d'ordre dans les abeilles circulant en Guadeloupe. « Il s'agit de répertorier toutes les abeilles qui sont présentes sur le territoire, les abeilles importées et celle qui est endémique, l'abeille mélipone, mais aussi de limiter les phénomènes d'essaimages que nous constatons parce que nos abeilles sont très hybridées. Dans ce cadre, il est important de pouvoir compter à la fois sur les informations des professionnels et sur celles des apiculteurs amateurs. » L'autre projet, Qualimiel, doit permettre de connaître et qualifier les caractéristiques du miel de Guadeloupe pour préparer le dépôt d'un dossier de demande d'indication géographique protégée (IGP). « Nous ne pouvons pas lutter contre le miel de Cuba à 3 € le kilo alors cette démarche nous aidera à différencier nos miels sur le marché. Bref, faire reconnaître que c'est le meilleur miel de la Caraïbe, sachant que c'est déjà le meilleur miel de la zone tropicale » sourit-il.

CONCLUSION

Ces septièmes rencontres annuelles des RITA ont été une fois de plus l'occasion pour de nombreux acteurs de la Recherche-Formation-Développement (R-F-D) de se réunir pour échanger, partager et construire.

La dynamique inter-Dom portée notamment par les groupes de travail thématiques et le système d'information Coatis a été enrichie depuis 2016 par l'organisation de rencontres inter-Dom en terrain tropical (Martinique en 2016 et Mayotte-Réunion en 2017) dans le cadre du projet AgroEcoDom, porté par le Cirad et financé par le Réseau Rural National et l'Europe. Ces rencontres sur le terrain apportent une dimension complémentaire aux rencontres annuelles des RITA à Paris. Elles ont permis notamment la production d'une quinzaine de vidéos sur des problématiques agronomiques partagées en inter-Dom. Les prochaines rencontres dans le cadre du projet TransAgriDom sont prévues en Guyane en octobre 2019 et en Guadeloupe en 2020.

La demi-journée organisée autour du volet R&D du plan Ambition Bio 2022 a été un temps fort des journées techniques. Dans la continuité du travail engagé l'année précédente, elle a permis de faire remonter les propositions des acteurs des Dom.

Le colloque, organisé dans le cadre même du SIA, est toujours un rendez-vous annuel incontournable des professionnels ultramarins des acteurs de la R&D et des Pouvoirs Publics afin de faire un point régulier sur l'avancée des innovations dans les Dom. Le format choisi cette année a permis aux agriculteurs de s'exprimer largement et d'interagir avec la salle au cours des tables rondes « Recherche-expérimentation » et « Conseil et formation ».

D'année en année, on note la montée en puissance du maillage de ce réseau et la plus-value apportée tant pour les agriculteurs eux-mêmes, les acteurs de la R&D, que les Pouvoirs Publics. Ils facilitent la mise au point et l'identification des innovations ainsi que leur appropriation par les agriculteurs, audelà même des filières et des territoires initialement concernés. Ils constituent également une communauté qui de ce fait facilite l'émergence, la mobilisation et l'efficience d'autres dispositifs tels que les différents Plans de politique publique. L'élargissement aux Territoires français du Pacifique, à leur demande, constitue la preuve de l'intérêt de ce dispositif qu'il faut continuer de soutenir.

ANNEXES

- Annexe 1. Liste des participants aux journées techniques
- Annexe 2. Programme des journées techniques des 27 et 28 février 2019
- Annexe 3. Présentation des RITA des PTOM
- Annexe 4. Présentation du projet TransAgriDom
- Annexe 5. Les plateformes d'épidémiosurveillance en santé végétale, animale, et en surveillance de la chaîne alimentaire
- Annexe 6. Programme Ambition Bio 2022
- Annexe 7. Besoins en R&D: état d'avancement des réflexions au niveau national
- Annexe 8. Besoins en R&D dans les DOM
- Annexe 9. Compte rendu de l'atelier « Agroforesterie »
- Annexe 10. Compte rendu de l'atelier « Systèmes fourragers »
- Annexe 11. Compte rendu de l'atelier « Matériel végétal de qualité »
- Annexe 12. Compte rendu de l'atelier « Santé, bien-être et utilisation raisonnée du médicament vétérinaire »
- Annexe 13. Compte rendu de l'atelier « Société, Agriculture et Ruralité »
- Annexe 14. Compte rendu de l'atelier « Fertilisation et fertilité des sols »
- Annexe 15. Compte rendu de l'atelier « Méthodes et outils de transfert »
- Annexe 16. Compte rendu de l'atelier « Chlordécone »
- Annexe 17. Compte rendu de l'atelier « Apicultures ultramarines »
- Annexe 18. Compte rendu de l'atelier « Plantes de service »
- Annexe 19. Compte rendu de l'atelier « Outils numériques au service de la protection intégrée des cultures en milieu tropical »
- Atelier 20. Compte rendu de l'atelier « Synergies entre RITA et Qualitropic »
- Atelier 21. Liste des participants au colloque du 1er mars 2019
- Annexe 22. Programme du colloque du 1er mars 2019
- Annexe 23. Support de présentation lors du colloque du 1er mars 2019

ANNEXES

- Annexe 1. Liste des participants aux journées techniques
- Annexe 2. Programme des journées techniques des 27 et 28 février 2019
- Annexe 3. Présentation des RITA des PTOM
- Annexe 4. Présentation du projet TransAgriDom
- Annexe 5. Les plateformes d'épidémiosurveillance en santé végétale, animale, et en surveillance de la chaîne alimentaire
- Annexe 6. Programme Ambition Bio 2022
- Annexe 7. Besoins en R&D: état d'avancement des réflexions au niveau national
- Annexe 8. Besoins en R&D dans les DOM
- Annexe 9. Compte rendu de l'atelier « Agroforesterie »
- Annexe 10. Compte rendu de l'atelier « Systèmes fourragers »
- Annexe 11. Compte rendu de l'atelier « Matériel végétal de qualité »
- Annexe 12. Compte rendu de l'atelier « Santé, bien-être et utilisation raisonnée du médicament vétérinaire »
- Annexe 13. Compte rendu de l'atelier « Société, Agriculture et Ruralité »
- Annexe 14. Compte rendu de l'atelier « Fertilisation et fertilité des sols »
- Annexe 15. Compte rendu de l'atelier « Méthodes et outils de transfert »
- Annexe 16. Compte rendu de l'atelier « Chlordécone »
- Annexe 17. Compte rendu de l'atelier « Apicultures ultramarines »
- Annexe 18. Compte rendu de l'atelier « Plantes de service »
- Annexe 19. Compte rendu de l'atelier « Outils numériques au service de la protection intégrée des cultures en milieu tropical »
- Atelier 20. Compte rendu de l'atelier « Synergies entre RITA et Qualitropic »
- Atelier 21. Liste des participants au colloque du 1er mars 2019
- Annexe 22. Programme du colloque du 1er mars 2019
- Annexe 23. Support de présentation lors du colloque du 1^{er} mars 2019

Liste des participants aux journées techniques 2019

Nom	Prénom	Organisme	Territoire
ACHARD	Pascale	FRCA	974 - La Réunion
ASSANI RAKOTONIRINA	Eleonard	Lycée agricole de Coconi	976 - Mayotte
BAHA	Abdallah	EPLEFPA de Saint-Paul	974 - La Réunion
BARAU	Jean-Marie	EARL JEBAM	974 - La Réunion
BARAU	Benoit	EARL JEBAM	974 - La Réunion
BASTIÉ	Jean-Pierre	Consultant	France métropolitaine
BELLANGER	Solène	AFB	France métropolitaine
BEN YOUSSOUF	Abdoul Anziz	DAAF Mayotte	976 - Mayotte
BERTON	Antoine	Chambre d'agriculture de Guyane	973 - Guyane
BLANFORT	Vincent	Cirad	France métropolitaine
BOUVARD	Bryce	EPN de Coconi	976 - Mayotte
BOUYSSIERE	Sébastien	IDELE	France métropolitaine
BRETAGNE	Christophe	EPN de Mayotte	976 - Mayotte
BRUNEL	Sara	Agence Bio	France métropolitaine
BUCHWALDER	Anne	ITEIPMAI	France métropolitaine
BURGAUD	Marty	Cirad	971 - Guadeloupe
CALAVAS	Didier	ANSES	France métropolitaine
CAMILLE	Bortoli	Parc naturel régional de Martinique	972 - Martinique
CANEVAL	Gerty	SICA CAPVIANDE	971 - Guadeloupe
CARAYON	Cyrille	MAA	France métropolitaine
CASSU	Marion	Filière café, cacao et vanille de	971 - Guadeloupe
CASSO	IVIALIOII	Guadeloupe	971 - Guadeloupe
CESAR-AUGUSTE	Olivier	SICA MYEL PÉYI GWADLOUP	971 - Guadeloupe
CHAMPOISEAU	Patrice	Institut Technique Tropical	Guadeloupe et Martinique
CHARTIN	Adrian	ADA France	France métropolitaine
CHIRON	Geoffrey	ITAVI	France métropolitaine
CILAS	Christian	Cirad	France métropolitaine
CLUZEAU-MOULAY	Sophie	Acta	France métropolitaine
COCQUET	Gwendoline	CCIMA	986 - Wallis-et-Futuna
COINT	Solenn	ITEL	971 - Guadeloupe
СОГОМВО	Élodie	ADA France	France métropolitaine
CONSEIL	Mathieu	ITAB	France métropolitaine
CORRE	Richard	SICA REVIA	974 - La Réunion
CORREIA	Françoise	Acta	France métropolitaine
COUETE	Yannick	Chambre d'agriculture de Nouvelle- Calédonie	988 - Nouvelle Calédonie
COURAUD	Philippe	Direction de l'Agriculture PF	987 - Polynésie française
DAGUIER	Marie	Institut Technique Tropical	France métropolitaine
DANAN	Corinne	Ministère de l'agriculture / DGER	France métropolitaine
DECAYEUX	Emma	Cirad	973 - Guyane
DELABAERE	Françoise	Qualitropic	974 - La Réunion
DENONNIN	Eve	Cirad	France métropolitaine
DESMONIÈRE	Élodie	AFPF	France métropolitaine
DESPLAN	Michel	Chambre d'Agriculture de Guadeloupe	971 - Guadeloupe
DOMMERGUES	Laure	COOPADEM	976 - Mayotte
DUGUÉ	Patrick	Cirad	France métropolitaine
DUISIT	Thibault	Atelier paysan	France métropolitaine
DUVAL	Marie-France	Cirad	972 - Martinique
EHRET	Pierre	Ministère de l'Agriculture / DGAL / SDQSPV	France métropolitaine
EHRSAM	Denis	CCIMA	986 - Wallis-et-Futuna
EPAILLY	Brice	NovAmazone	973 - Guyane
ESNAULT	Olivier	GDS Réunion	974 - La Réunion
ESPRIT	Céline	Chambre d'Agriculture de Guadeloupe	971 - Guadeloupe

Liste des participants aux journées techniques 2019

Nom	Prénom	Organisme	Territoire
FABRESSE	Marc	Chambre de l'agriculture et de la pêche	987 - Polynésie française
		lagonaire	•
FAURE	Guy	Cirad	France métropolitaine
FERRIER	Valérie	UCOOPAM	976 - Mayotte
FOTOFILI	Amalia	Direction des services de l'agriculture, de la Forêt et de la Pêche	986 - Wallis-et-Futuna
FOUCAN PERAFIDE	Benoit	APIGUA	971 - Guadeloupe
FRADIN	Julien	IDELE	France métropolitaine
GAUDIN	Bruno	ITEIPMAI	France metropolitaine
			•
GERARD	Manuel	RITA Guadeloupe	971 - Guadeloupe
GRARE	Delphine	EPLEFPA - CFPPA de Saint-Paul	974 - La Réunion
GRASSART	Laurence	ODEADOM	France métropolitaine
GROSSARD	Frédy	CTCS Guadeloupe	971 - Guadeloupe
GUERRERO	Nathalie	DAAF La Réunion	974 - La Réunion
GUICHAOUA	Laurent	UCOOPAM	976 - Mayotte
HEUGUET	Benoit	Institut Technique Tropical	971 - Guadeloupe
HEURTAUX	Mathilde	Acta	France métropolitaine
HOAREAU	Patrick	FRCA	974 - La Réunion
HUET	Jérôme	GDS Réunion	974 - La Réunion
INSA	Guillaume	ARMEFLHOR	974 - La Réunion
JEAN-BAPTISTE	Isabelle	Chambre d'agriculture de Martinique	972 - Martinique
JEAN-FRANCOIS	Hubert	Collectivité territoriale	971 - Guadeloupe
JEAN-JOSEPH	Gwladys	Ministère de l'Agriculture / DGPE / DMOM	France métropolitaine
JEAN-MARIE	Véronique	Société Coopérative Agricole BIO SAVANE	973 - Guyane
JEUFFRAULT	Éric	Cirad Délégation Réunion Mayotte Océan Indien	976 - Mayotte
LACARCE	Eva	Agence Bio	France métropolitaine
LE QUNAG SANG	Pauline	DGOM	France métropolitaine
LECAILLE	Jérémy	Collectivité territoriale	973 - Guyane
LEFEBVRE	Sophie	ASSOFWI	971 - Guadeloupe
LEFOC	Steeve	Ministère de l'Économie verte	987 - Polynésie française
LEFRANCOIS	Thierry	Cirad	France métropolitaine
LEMOINE	Léa	APCA	France métropolitaine
LOF	Alain	Parc naturel régional de Martinique	972 - Martinique
LOUIS-SIDNEY	Jonathan	Parc naturel régional de Martinique	972 - Martinique
LUCAS	Éric	Chambre d'Agriculture de La Réunion	974 - La Réunion
		_	
LYONNAZ-PERROUX	Bernard	DAAF	973 - Guyane
MANSUY	Alizé	eRcane	974 - La Réunion
MARCHAND	Patrice	ITAB	France métropolitaine
MARION	Daniel	eRcane	974 - La Réunion
MARLIER	Méryl	Chambre d'agriculture de Nouvelle- Calédonie	988 - Nouvelle Calédonie
MARTIAL	Jean-José	Institut Technique Tropical	971 - Guadeloupe
M'DERE	Adrachi	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·
		Lycée agricole de Coconi	976 - Mayotte
MIGLIORE	Stefano	APCA Association Réunionnaise de	France métropolitaine
MIRALLES-BRUNEAU	Maëva	Pastoralisme	974 - La Réunion
MOGUE	Ulysse	ASSOFWI	971 - Guadeloupe
MONTAIGNE	William	Solicaz	973 - Guyane
MORELLI	Cécile	EPN de Coconi	976 - Mayotte
MOULLAN	Sulliman	Chambre d'Agriculture de La Réunion	974 - La Réunion
MOUSTACHE	Benjamin	Collectivité territoriale	971 - Guadeloupe

Liste des participants aux journées techniques 2019

Nom	Prénom	Organisme	Territoire
NEEMA	Claire	Montpellier SupAgro/Cirad	France métropolitaine
NOSMAS	Jean-François	DAAF	986 - Wallis-et-Futuna
PAPADOPOULOS	Pierre	DAAF	973 - Guyane
PARVEAUD	Claude-Eric	ITAB	France métropolitaine
PAUL	Géraldine	Chambre d'agriculture de Guyane	973 - Guyane
PEINTURE	Denis	Chambre	·
PELOURDEAU	Juliette	DAAF Mayotte	976 - Mayotte
PERET	Cédric	Chambre d'agriculture de Guyane	973 - Guyane
PERRARD	David	Chambre d'agriculture de Nouvelle- Calédonie	988 - Nouvelle Calédonie
PINARD	Christophe	DGPE	France métropolitaine
PINAULT	Delphine	Collectivité territoriale	973 - Guyane
POSER	Christophe	Cirad	France métropolitaine
RAMSAMY	Jean-Paul	Département La Réunion	974 - La Réunion
RAVELOJAONA	Stéphane	EPN de Coconi	976 - Mayotte
REMOND	Patricia	ODEADOM	France métropolitaine
REYNAUD	Bernard	Cirad/Université de la Réunion	974 - La Réunion
RICCOBONI	Pascale	Ministère de l'Agriculture / DGPE	France métropolitaine
RIEU	Michel	IFIP-Institut du Porc	Métropole et outremers
RIFFAUD	Tiphaine	APCA	France métropolitaine
RIJO	Raymond	GRAB MARTINIQUE	972 - Martinique
RIOUALEC	Anne-Laure	EPN de Coconi	976 - Mayotte
ROCHEFORT	Katia	PARM	972 - Martinique
RYCKEWAERT	Philippe	Cirad	972 - Martinique
SAID HACHIM	Siti Frahati	Conseil Départemental de Mayotte	976 - Mayotte
SAJ	Stéphane	Cirad	973 - Guyane
SERREC	Karine	Ministère de l'Agriculture / DGPE	France métropolitaine
SIEGMUND	Bernard	eRcane ,	974 - La Réunion
SOULEZELLE	Juliette	EPN de Coconi	976 - Mayotte
SOUPAPOULLE	Yannick	ARIFEL	974 - La Réunion
STIMMER	Sonia	DGAL	France métropolitaine
STRUGAREK	Martin	Ministère de l'Agriculture / DGAL Chambre de l'agriculture et de la pêche	France métropolitaine
TEINA	Heia	lagonaire	987 - Polynésie française
THEVENIN	Jean-Marc	Cirad	France métropolitaine
TILLARD	Emmanuel	Cirad	974 - La Réunion
TISGRA	Léon	GRAB MARTINIQUE	972 - Martinique
TOSTAIN	Gabriella	Qualitropic	974 - La Réunion
UNEAU	Youri	ASSOFWI	971 - Guadeloupe
VAAMEI	Adam	CCIMA	986 - Wallis-et-Futuna
VALLON	Julien	ITSAP-Institut de l'abeille	France métropolitaine
VAN DE KERCHOVE	Virginie	Chambre d'Agriculture de La Réunion	974 - La Réunion
VANNESSON	Laetitia	EPN de Coconi	976 - Mayotte
VERDIER	Sylvie	Ministère de l'agriculture / DGER	France métropolitaine
VERNIER	Philippe	Cirad	France métropolitaine
VILLARET	Arnault	Idele	France métropolitaine
WACHTER	Bruno	SICAPAG/IT2	971 - Guadeloupe
WONG	Maurice	Direction de l'Agriculture PF	987 - Polynésie française
XANDE	Xavier	ITEL	971 - Guadeloupe







Journées techniques annuelles 2019 des RITA 27 et 28 février 2019

Acta / Maison Nationale des Éleveurs (MNE) – 149 rue de Bercy – 75012 Paris Métro : Gare de Lyon ou Bercy



Mercredi 27 février 2019

9h00



Inscription - Salle E (1er étage)

9h30-12h30 Séance plénière (Salle A)

9h30 Ouverture des journées

10h00 Projet Réseau Rural Français TransAgriDom animé par Jean-Marc Thevenin

- Présentation du projet
- Projections de films réalisés dans le cadre d'AgroEcoDom
- Témoignages de différentes filières
- Discussion Conclusion

11h30 Les plateformes d'épidémiosurveillance animale et végétale

- Épidémiosurveillance en Santé Animale *Didier Calavas, ANSES, Coordonnateur de la plateforme ESA*
- Épidémiosurveillance en Santé Végétale Martin Strugarek, MAA-DGAL, Coordonnateur de la plateforme ESV

12h30 - 14h00



Salles B et C











Mercredi 27 février 2019 (suite)

14h00-16h00 Ateliers (Salles diverses)

Atelier 1 : Agroforesterie, l'arbre au cœur des pratiques animé par Stéphane Saj

L'atelier présentera les objectifs du volet agroforesterie du projet TransAgriDom. Il permettra notamment aux participants d'échanger sur les travaux de recensement des systèmes et pratiques agroforestières de sous-bois dans les DOM sous un format de table ronde.

Atelier 2 : Systèmes fourragers animé par Cédric Peret

Appréhender le Système « Sols-Plantes-Animaux-Éleveurs » au travers des territoires d'Outre-mer pour mieux répondre aux futurs enjeux du Système Fourrager et accompagner les éleveurs et ainsi optimiser leurs productions.

Atelier 3 : Matériel végétal de qualité animé par Patrice Champoiseau

Cet atelier vise à développer des solutions innovantes et lever les contraintes réglementaires pour la production de matériel végétal de qualité (semences, vitroplants, greffons, boutures,...) dans les contextes tropicaux.

Atelier 4: Sujet alternatif

16h00-16h15

Pause

16h15 - 18h15 Ateliers (Salles diverses)

Atelier 5 : Les plantes à parfum, aromatiques et médicinales animé par Amalia Fotofili et Guillaume Insa

Ce premier atelier vise à mettre en réseau les personnes intéressées par cette thématique, à faire ou initier un état des lieux des filières PAPAM outre-mer et d'identifier des problématiques communes entre territoires.

Atelier 6 : Santé, bien-être animal et utilisation raisonnée des médicaments vétérinaires animé par Pascale Achard et Laure Dommergues

Cet atelier vise à réaliser un inventaire et un diagnostic des pratiques en lien avec la santé et le bien-être des animaux de rente, et l'utilisation des antibiotiques.

Atelier 7 : Société, agriculture et ruralité animé par Cécile Morelli

Concertation entre acteurs du développement rural sur des thématiques transversales, notamment la place des femmes et l'agritourisme.

Atelier 8 : Fertilisation et fertilité des sols animé par William Montaigne et Virginie Van de Kerchove

Matières organiques : gisements, qualité et itinéraires d'utilisation en agriculture dans l'optique de substitution partielle des engrais chimiques par des produits organiques.

















Jeudi 28 février 2019

9h30-12h30 Séance plénière (Salle A)

9h30 - 12h30 Mise en œuvre du plan Ambition Bio 2022

- Présentation générale du plan Ambition Bio 2022 et état d'avancement Karine Serrec, MAA-DGPE, Sous-directrice Compétitivité
- Les besoins en R&D : état d'avancement des réflexions au niveau national *Catherine Decaux, ITAB, Directrice*
- Besoins en R&D dans les DOM : résultats de l'enquête réalisée Mathieu Conseil, ITAB, Resp. Pôle Légumes et Maraîchage – Référent DOM
- Priorisation des objectifs de R&D dans les DOM (travail en ateliers)

12h30 - 14h00



Salles B et C

14h00-16h00

Ateliers (Salles diverses)

Atelier 9 : Outils et méthodes de transfert animé par Guy Faure

L'atelier visera à valider/définir une méthodologie de travail afin de valoriser et partager, via l'utilisation d'un forum et de grilles méthodologiques, les expériences des conseillers et techniciens sur leurs méthodes pour co-concevoir avec les agriculteurs ou pour diffuser des innovations.

Atelier 10 : Chlordécone aux Antilles animé par Manuel Gérard

Partage d'expériences autour des différents plans d'actions mis en œuvre.

Atelier 11: Sujet alternatif

16h00-16h15 Pause

16h15-18h15 Ateliers (Salles diverses)

Atelier 12 : Apiculture animé par Olivier Esnault et Benoit Foucan

État des lieux des problématiques sanitaires des filières apicoles et des inventaires des plantes mellifères.

Atelier 13 : Utilisation des plantes de service animé par Alizé Mansuy et Manuel Gérard

Les « success stories » des plantes de service sont en marche : témoignages et échanges autour de ces systèmes.

Atelier 14 : Outils numériques au service de la protection intégrée des cultures en conditions tropicales

animé par Bryce Bouvard et Antoine Berton

Les outils numériques en agriculture : tour d'horizon des applications utilisables au champ et des voies de développement pour un conseil et une autonomie des professionnels renforcés.

Atelier 15 : Synergies et complémentarités entre les réseaux RITA et le pôle de compétitivité Qualitropic animé par Graziella Tostain et Guillaume Insa

Cet atelier a pour ambition d'identifier les sujets offrant des possibilités de synergies entre le pôle et le réseau RITA en vue de faire émerger des projets collaboratifs répondant aux attentes des acteurs des territoires ultramarins.









Fin de la journée à 18h15.





Rencontres annuelles des RITA

Journées techniques 27 et 28 février 2019













Ouverture





PTOM et RITA

Wallis et Futuna, Nouvelle Calédonie et Polynésie Française ont rejoint les RITA



Les animateurs du RITA-Pacifique



- RITA Wallis et Futuna (début 2013)
 Amalia FOTOFILI, Direction des Services de l'agriculture de la Forêt et de la Pêche
- RITA Polynésie Française
 Maurice WONG, Direction de l'agriculture,
 Recherche-Innovation Valorisation,
 filières maraichères et vivrières
- RITA Nouvelle Calédonie
 Clément GANDET, Directeur technique de la Chambre d'agriculture









Enjeux agricoles et acteurs Wallis et Futuna



- Faciliter l'adoption de bonnes pratiques alimentaires (Obésité et diabète)
- Accompagner la professionnalisation des acteurs (agriculteurs et pêcheurs professionnels ou vivriers, réseau d'artisans valorisant les produits locaux)
- Développer et encourager l'installation
- Favoriser une production adaptée et respectueuse des écosystèmes
- Encourager la diversification des activités vers l'artisanat, l'accueil, le tourisme...



Enjeux agricoles et acteurs Polynésie Française



- Enjeux
 - Taux de couverture 90% F&L, <30% viandes
 - Saisonnalité, ravageurs, pression import, améliorer la technicité
- Acteurs :
 - DAG, CAPL, Lycée agricole, Syndicats agricoles, huilerie, coopératives,
 - UPF, Tahiti Faahotu, Ent. Cosmétiques
 - Grossistes, IAA



Enjeux agricoles et acteurs Nouvelle Calédonie



Augmenter de l'autosuffisance alimentaire du territoire avec 4 filières prioritaires: Fruits et légumes; Elevage bovin ; Elevage de poulet de chair; les céréales (maïs, riz, blé, soja)

Gérer et augmenter la ressource en eau (dans le contexte du changement climatique et de l'augmentation des différents besoins)

Accompagner la transition agro-écologique et le développement de l'Agriculture Biologique: organisation fin mars 2019 du Forum Agrinnov par la Chambre d'agriculture et le Gouvernement



Pour un avenir partagé de l'agriculture

Protégeons durablement

nos cultures

Déployons

l'agriculture biologique



Enjeux agricoles et acteurs Nouvelle Calédonie



Acteurs:

- DAVAR: Direction de l'Agriculture de Nouvelle-Calédonie
- DAFE: Direction de l'Agriculture de la Forêt et de l'Environnement (ETAT)
- Services techniques des provinces
- Communauté du Pacifique Sud (CPS, principale organisation technique et scientifique de la région)
- Chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie
- · Associations Bio Calédonia et REPAIR, UPRA
- Institut Agronomique Calédonien (IAC)
- Technopôle Terrestre-ADECAL (centre locale d'expérimentation et de transfert agricole)



RITA Pacifique - Vision



- Wallis et Futuna
 - Soutenir une approche agro-écologique (AB; gestion forestière intégrée)
 - Développement de nouvelles filières (PAPAM, transformation)
 - Faciliter la coopération inter-territoire (entre PTOM et entre DOM et PTOM)
- Polynésie Française
 - S'inspirer de l'expérience, adapter pour partager avec les agriculteurs
- Nouvelle Calédonie
 - Appuyer la transition agro écologique dans une région très marquée et menacée par les effets des changements climatiques



RITA Pacifique - Attentes



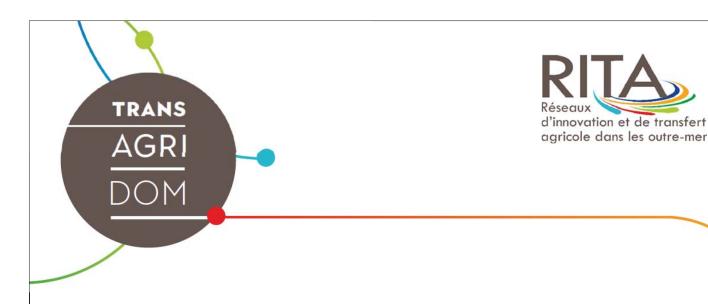
- Wallis et Futuna
 - Favoriser les échanges de bonnes pratiques et d'expérience
 - Faciliter l'appui technique (instituts de recherche)
- Polynésie Française
 - Identifier des interlocuteurs pour des échanges techniques/méthodologiques
 - Démarches prospectives
- Nouvelle Calédonie
 - Renforcer l'insertion et les échanges techniques avec les acteurs de l'innovation et du transfert agricole de l'Outre-mer



RITA Pacifique - Contributions



- Wallis et Futuna
 - Faire partager notre expérience sur les systèmes traditionnels et coutumiers
- Polynésie Française
 - Insertion dans le Grand Pacifique et l'insularité
- Nouvelle Calédonie
 - Valorisation, échange sur les actions, résultats du programme PROTEGE (appui à l'agro-écologie et au développement de l'AB) commun à la Polynésie Française, Wallis & Futuna et la Nouvelle-Calédonie.
 - Expertise dans l'élevage bovin extensif, la lutte intégrée contra la tique, les tubercules tropicaux, la valorisation des savoirs faires traditionnels et l'appui à l'agriculture familiale reposant sur une grande biodiversité cultivée



Présentation du projet TransAgriDom

Jean-Marc THEVENIN (Cirad)



Description



- Contexte
 - Un besoin de renforcer les liens inter-Dom
 - Dans la continuité du projet AgroEcoDom
 - Réponse à l'AAP RRN-MCDR 2018
- Projet
 - TransAgriDom « Accentuer la synergie entre territoires et acteurs des Réseaux d'Innovation et de Transfert Agricole pour assurer la transition agro-écologique dans l'outre-mer français »











Description



Consortium de 18 acteurs



































- 3 ans
- 2 phases:
 2 aout 2018 31 décembre 2019
 1 janvier 2020 30 juin 2021



Description



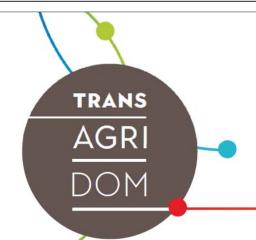
• **Objectif**: faciliter et accentuer la synergie entre territoires pour assurer la transition agro-écologique dans l'outre-mer français.

• Objectifs spécifiques :

- mobiliser les acteurs des RITA pour accélérer la construction d'innovations et leur appropriation par les agriculteurs
- faciliter le partage de connaissances, d'expériences et de bonnes pratiques, notamment entre Groupes Opérationnels du partenariat européen pour l'innovation (PEI-Agri)
- dynamiser la production de supports de conseil, formation et communication, au travers de l'organisation d'ateliers et de rencontres inter-Dom à Paris ou en terrain tropical
- contribuer à l'orientation des politiques de développement agricole locales et facilite l'intégration des Dom dans le paysage européen.

Moyens

- Des rencontres
- Des espaces de partage





Action 1
Coordination - Animation
Transfert

Jean-Marc THEVENIN (Cirad)



Action 1. Coordination-Animation-Transfert



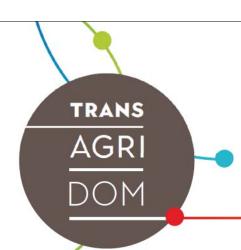
- Tâche 1.1 : Gestion administrative et financière
- Tâche 1.2 : Animation et gouvernance
 - Animation des RITA: CSR, RAR
 - Animation spécifique du projet
 - Groupes de travail thématiques inter-Dom
- Tâche 1.3 : Organisation de rencontres et colloques
 - · Rencontres SIA-Paris
 - Rencontres inter-Dom en terrain tropical: Guyane (2019) et Guadeloupe (2020)
- Tâche 1.4: Communication
- Tâche 1.5 : Transfert : outils et méthodes
 - Poursuite de la réflexion initiée à Mayotte en nov 2017
 - · Atelier demain : stratégie, outils, valorisation des expériences de transfert
- **Tâche 1.6**: Europe Partenariat Européen pour l'Innovation et Réseaux Ruraux





Projection







Action 2 Innovations techniques en filières végétales

Patrice CHAMPOISEAU (IT2)

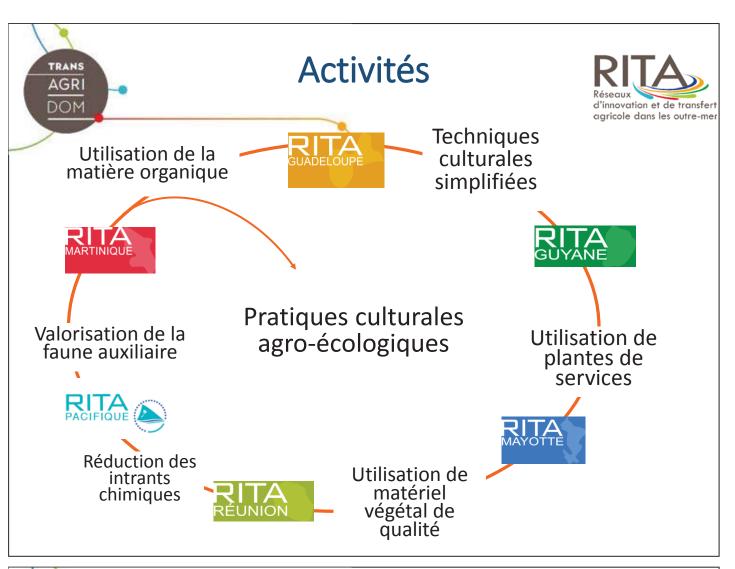




Action 2 Innovations techniques en Filières Végétales



Patrice CHAMPOISEAU





Organisation



- Comité de pilotage technique : Coordinateurs de tâches
- Tableau de réalisation : état des lieux trimestriel
- Etat des lieux semestriel (visio-conférence)

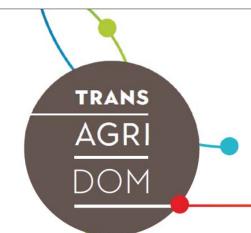
Tâche	Intitulé	Coordinateur
2.1	Plantes de service	Joel HUAT
2.1		Alizé MANSUY
2.2	Fertilisation et fertilité des sols	William MONTAIGNE
2.3	Matériel végétal de qualité	Patrice CHAMPOISEAU
2.5	lviaterier vegetar de quante	Benoit HEUGUET
1	Outils numériques au service de la protection agroécologique des cultures	Antoine BERTON
		Amélie FEVRIER
2.5	Biostimulant	Daniel MARION



Livrables



Tâche	Thème	Livrables	Phase	Date livrable	
2.1	Plantes de Service	Base de données online. Fiches techniques			
2.1	Plantes de Service	Prise de rush vidéo. Poster	1	31/12/2019	
2.2	Fertilisation et fertilité des sols	Prise de rush vidéo sur l'activité biologique des sols et sur l'utilisation des Matières organiques	1		
	des sois	Liste des matières organiques testées et des indicateurs de l'activité biologique	1		
2.3	Matériel végétal de	Etat des lieux des dispositifs de production de plants d'agrumes de qualité dans les DOMs	1	31/12/2019	
	qualité	Fiches techniques autres filières	1		
2.4	Outils numériques	Fiches inter-DOM sur les adventices, auxiliaires, bioagresseurs	1		
	Biostimulants	Présentation des projets engagés par les partenaires	1		
2.5		Fiches techniques sur le bon réglage des équipements	1		
		Prise de rush vidéo sur les pratiques	1		
2.1	Plantes de Service	Une vidéo inter-DOM sur les success stories	2		
2.2	Fertilisation et fertilité des sols	1 film interDOM sur l'activité biologique des sols et 1 film inter-DOM sur l'utilisation des MO	2		
		1 note technique sur les indicateurs de l'activité biologique des sols	2		
		Fiches labour superficiel ou non labour	2		
2.3	Matériel végétal de qualité	Identification des variétés d'agrumes à intégrer au catalogue (CAC)	2	30/06/2021	
		Inventaire des variétés impliquées par la réglementation sur semences maraichères DOMs	2		
2.4	Outile numérieures	Fiches inter-DOM sur les adventices, auxiliaires, bioagresseurs	2		
2.4	Outils numériques	Alimenter les plateformes Tropileg, WikTrop et Tropifruits	2		
2.5	Biostimulants	Film inter-DOM des pratiques mises en œuvre	2		
2.5	Biostimulants	1 note de synthèse sur les biostimulants	2		





Action 3 Innovations techniques en filières animales

Pascale ACHARD (FRCA)



Des choix thématiques inter-DOM affirmés dans le temps



2015

2017

2018

- Rencontres Annuelles RITA:
- Lancement d'un GT productions animales pour recenser les sujets d'intérêt, les actions menées et les compétences dans chaque territoire
- Rencontres Annuelles RITA:
- •Choix de 3 thématiques communes : sanitaire, alimentation et génétique
- Identification des problématiques liées aux fourrages et au rationnement
- Lancement d'un GT fourrages et alimentation
- •Identification des thématiques sanitaires
- Lancement d'un GT santé animale
- Agro Eco Dom en Martinique :
- •Tiques: consensus autour de la lutte intégrée contre les maladies vectorielles en ruminants
- •1^{ers} échanges sur des résistances aux acaricides
- Recensement des pratiques de gestion des fourrages et du rationnement dans les DOM

- Rencontres Annuelles RITA:
- •Tiques et maladies vectorielles : lancement de Valentine réseau inter DOM-TOM de lutte contre les tiques et mise en avant de la lutte intégrée
- Risques sanitaires émergeants comme salmonelles, FA, FVR...: la biosécurité comme levier sanitaire
- Améliorer la productivité des prairies et la conservation des fourrages
- Base de données des espèces fourragères des DOM
- AgroEcoDom Mayotte et Réunion :
- La gestion des pâturages ressort comme la priorité de travail inter-DOM
- Sensibiliser les éleveurs à la biosécurité en élevage
- Atelier sur la génétique des races locales lors des Rencontres Annuelles à Paris et d'AgroEcoDom à Mayotte

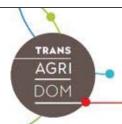
- Rencontres Annuelles RITA:
- •Connaître les pratiques sur l'utilisation des antibiotiques et sensibiliser à l'antibiorésistance
- •Lancement d'un projet AntibioDom Mayotte – Réunion
- Problématique émergente du parasitisme interne des petits ruminants et des résistances observées
- •Accentuer la prise en compte du BEA dans les DOM
- Anticiper sur le développement du bio et améliorer le BEA en travaillant sur les parcours volailles
- Volonté de mutualiser les données techniques et économiques pour améliorer les systèmes prairiaux des DOM
- Réflexion sur la mise en œuvre d'un dispositif inter-DOM sur la gestion agroécologique des pâturages
- •Valentine : dépôt d'une manifestation d'intérêt CASDAR inter-DOM-TOM en novembre



Tâche 3.1 - Santé, Bien-être et utilisation raisonnée des médicaments vétérinaires



- Des leviers forts pour réussir la transition agroécologique en élevage :
 - Un plan national Ecoantibio mais pas de données pour nos DOM
 - Un plan national BEA mais des efforts à faire dans ce sens dans nos territoires
- Des thématiques en cours ou d'intérêt :
 - La lutte intégrée
 - Les tiques
 - Les salmonelles
 - Le parasitisme interne des ruminants...
- Avancées :
 - ...
- Ce qui est prévu :
 - Phase 1 : inventaire des pratiques santé et BEA
 - Phase 2 : à définir précisément
- Avoir un état des lieux des approches Ecoantibio et BEA dans les DOM
- Identifier les freins et pratiques à améliorer
- Cibler le conseil et les actions pour faire progresser les pratiques en maintenant le revenu de l'éleveur



Tâche 3.2 -Les systèmes fourragers



- Remettre l'herbe au centre de la ration alimentaire des ruminants :
 - Améliorer les conduites fourragères et prairiales
 - Réduire la dépendance aux concentrés
- Des leviers sur:
 - · Les types de fourrages et les associations
 - Les chargements d'animaux
 - L'optimisation des périodes et temps de pâture
 - La fertilisation...
- Avancées:
 - Réunion le 04/02/2019 pour commencer à réfléchir à une trame de guide et à la collecte des données
- Ce qui est prévu :
 - En phase 1 : un recensement des typologies de systèmes fourragers et une étude sur l'intérêt d'un outil commun de mutualisation des données
 - En phase 2 : à définir
- ➤ Mettre la pâture en avant
- Optimiser la ressource fourragère
- > Réduire les coûts alimentaires



Tâche 3.3 - Génétique et valorisation de races locales



- Une volonté de préserver des races locales au travers de programmes de conservation ou de sélection :
 - Des races qui se sont adaptées aux contraintes locales et ont développé des traits de résistance d'intérêt
 - Une image patrimoniale forte pour nos territoires
- Un intérêt scientifique pour :
 - Alimenter une base de donnée sur les ressources génétiques
 - Echanger sur les outils de contrôle des performances et les programmes de conservation ou de sélection
 - Evaluer l'utilisation de cette ressource génétique
- Avancées :
 - Questionnaire de collecte des informations génétiques à diff
- Ce qui est prévu dans la phase 1 :
 - Dans la phase 1 : désigner un point focal par région et partager les informations
 - Dans la phase 2 : à définir
- > Dynamiser un réseau d'échange
- > Accentuer la préservation des races locales
- Montrer l'intérêt de certains traits de sélection pour améliorer les troupeaux des DOM



Tâche 3.4 -Elevage et environnement



- Anticiper pour améliorer l'élevage volaille de demain :
 - Une pression des consommateurs de plus en plus prégnante
 - Une réglementation qui évolue
 - Un plan Ambition Bio 2022
- Avoir une réflexion sur les parcours:
 - · Les espèces tropicales pouvant apporter des solutions systémiques
 - L'aménagement des parcours
- Avancées :
 - Documentation sur les projets sur cette thématique
 - Prise de contacts
- Ce qui est prévu :
 - Dans la phase 1 : recensement des pratiques et des espèces végétales utilisées en parcours
 - Dans la phase 2 : à définir
- > Améliorer le BEA et l'opérationnalité des parcours
- > Proposer des parcours adaptés à nos climats
- Développer les conduites en parcours et la production de volailles Bio dans les DOM





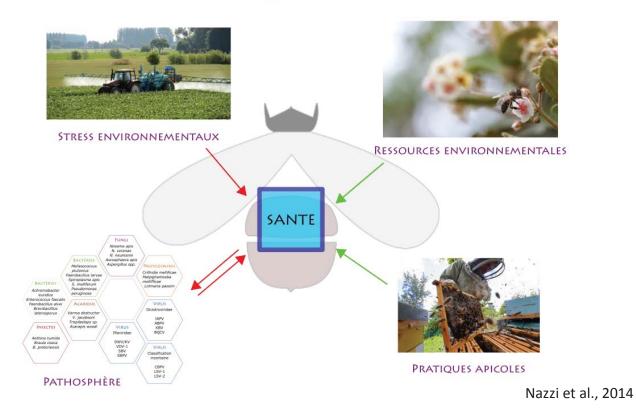
Action 4. Innovations techniques en filière apicole

Olivier ESNAULT (GDS Réunion)



Contexte

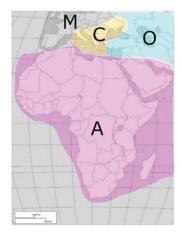




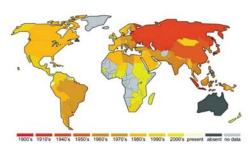


Contexte





- Une diversité de territoires, d'histoires et de pratiques apicoles
 - Miels
 - Ressources alimentaires
 - Cultures apicoles
- Abeilles indigènes / importées
- Invasions biologiques diverses :
 - Varroa destructor
 - Aethina tumida
 - •

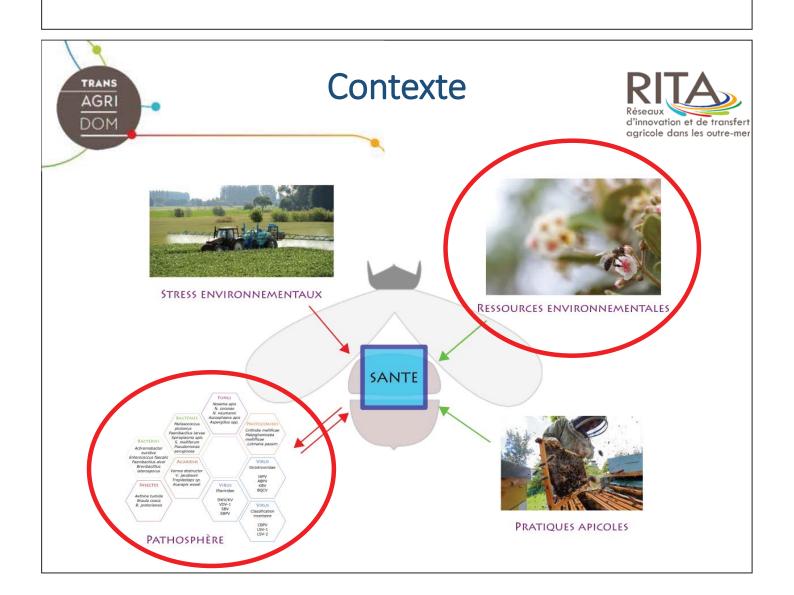




Contexte



- Groupe de travail apicole initié depuis le début du projet Agro Eco Dom
 - → Recenser les acteurs du monde apicole ultra-marin
 - → Recenser les besoins pour chaque territoire en fonction de ses spécificités
- Projet Trans Agri Dom:
 - → Concrétiser les différents projets de manière pragmatique
 - → Actions simples mais essentielles articulées autour de deux thématiques
 - · Aspects sanitaires
 - Ressources alimentaires





4.1 Aspects sanitaires - épidémiovigilance



Objectif : « connaître ce que l'on a pour mieux le protéger »

Phase 1:

- Faire un état des lieux des agents pathogènes présents sur les territoires
- Déployer des mesures d'épidémiovigilance adaptées et contextualisées

Phase 2:

• À définir en fonction des avancées/opportunités



4.2 Ressources alimentaires et qualités des miels



 Objectif: « connaître les ressources pour mieux les valoriser »

Phase 1:

- Recenser les plantes mellifères
- Identifier les pollen et les miels associés

Phase 2:

• À définir en fonction des avancées/opportunités



Livrables



1. Édition d'une newsletter

- Qui va au-delà des deux actions sanitaire et pollen
- Faire du lien entre les territoires ultra-marins
- Approche RITA : concerne tous les acteurs
- 2. Réalisation des bilans sanitaires
- 3. Inventaire des plantes mellifères par territoire





Projection







Action 5

Des systèmes intégrateurs pour une agriculture durable :

L'arbre au cœur des pratiques

Stéphane SAJ (Cirad) Jonathan LOUIS-SIDNEY (PNR Martinique) Youri UNEAU (Assofwi)



Action 5 - Agroforesterie | Contexte



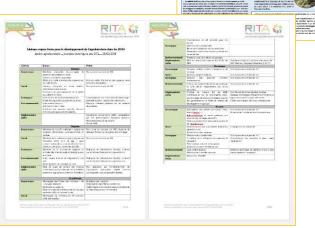
MAAF, 2015 National:



Mémoire de thèse M Rivière, 2017, 5 territoires DPGE/BCCB

Début de travail en RITA : ateliers AgroEcodom 2017 & JTR 2018 + missions







Action 5 - Agroforesterie | Contexte



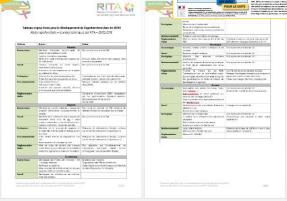
MAAF, 2015 National:



Mémoire de thèse M Rivière,

Jne réflexion et un soutien au niveau du MAA et de l'animation RITA Début de tr





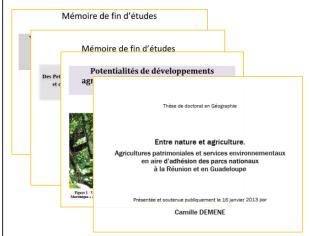


Action 5 - Agroforesterie | Contexte



Un intérêt particulier pour les cultures de sous-bois : cacao, café, vanille MAIS concerne aussi bien d'autres PV voir PA

Des initiatives/projets à plusieurs échelles : du privé au public, du mono-institutionnel au pluriinstitutionnel



Depuis 2010 : plusieurs rapports de stage et mémoires (entreprises privées, DAAF, ONF, Parcs, Conservatoire, Associations/Coopératives)

- A l'échelle des territoires
 - * FEADER/FEDER: Valab 971, CaféCacao 971, Guiana 973, Agroforesterie 973...
 - * Ecotone 974...
 - * Casdar 976...
 - * VIVEA/FAFSEA: Formations annuelles en Agroforesterie Tropicale 971
- En interaction avec des territoires de la région :
 - * Interreg RECAVACA (971 + Haïti),
 - * Voyages d'études de producteurs chez leurs voisins (ex: 974 > Madagascar et 973 > Brésil)
- Entre territoires ultra-marins et/ou avec la métropole?
 - * Voyage 973 > 971 (producteurs)



Mémoire de fin d'études

Action 5 - Agroforesterie | Contexte



_{iana} 973,

Un intérêt particulier pour les cultures de sous-bois : cacao, café, vanille MAIS concerne aussi bien d'autres PV voir PA

Des initiatives/projets à plusieurs échelles : du privé au public u pluri-

Des initiatives et un intérêt renouvelé pour les cultures patrimoniales, jardins/abattis, diversification Camille DEMENE

En interaction avec des territoires de la région :

- * Voyages d'études de producteurs chez leurs voisins (ex: 974
- > Madagascar et 973 > Brésil)

Entre territoires ultra-marins et/ou avec la métropole?

* A ce jour uniquement depuis 2018

Depuis 2010 : plusieurs rapports de stage et mémoires (entreprises privées, DAAF, ONF, Parcs, Conservatoire, Associations/Coopératives)



Action 5 - Agroforesterie | Justification



Constat

- Un intérêt affiché pour un travail inter-CTOM
- Des problématiques communes : techniques, réglementaires, sociales
- Des initiatives déjà en cours ou en construction
- Une masse critique de personnes impliqués? Visibilité nationale, marché?

Besoins

- Comprendre la dynamique intra-CTOM pour l'accompagner
- Fluidifier les transmissions d'information pour créer une dynamique de groupe des acteurs
- Concrétiser une collaboration inter-CTOM pour capitaliser et éviter les redondances
- Intégrer l'AF dans la formation et dans le « paysage » AF métropolitain
- Faciliter les connexions avec d'autres thématiques : apiculture, exploitation nonprofessionnelle, conservation, foresterie, régulations systémiques...



Action 5 - Agroforesterie | Justification



Constat

- Un intérêt affiché pour un travail inter-CTOM
- ales
- arché?

Besoins

- L'action 5 se propose de répondre à certains de ces besoins normation pour créer une dynamique de groupe des ac
- Concretiser une collaboration inter-CTOM pour capitaliser et éviter les redondances
- Intégrer l'AF dans la formation et dans le « paysage » AF métropolitain
- Faciliter les connexions avec d'autres thématiques : apiculture, exploitation nonprofessionnelle, conservation, foresterie, régulations systémiques...

Action 5 - Agroforesterie | Objectifs



DOM		agricole dans les o	utre-m	
_		5.1 Agroforesterie de sous-bois	5.2 L'arbre en parcelle agricole)
		Recensement, typologies techniques, agroécologiques et socioéconomiques	Promouvoir l'arbre service au sein des systèmes de culture	
	Phase 1	Evaluer les freins et leviers des SAF	Recensement de diverses situations	
	07/18	de sous-bois existants pour favoriser leur adoption future,	réelles où l'arbre répond à une ou plusieurs problématique(s) de	
	à 12/19	amélioration, pérennisation.	l'exploitant.	
	12/19			
	Phase 2	Synthèse transversale. Réflexions	Réalisation - avec des apprenants –	
	01/20	sur les cahiers des charges,	de documents de présentation de ces situations pour synthèse sous	
	à	certification, les appuis techniques, modes d'exploitation pertinents /	forme de film et/ou de fiches	
	06/21	foncier et statut professionnel.	techniques.	
		J. Louis-Sydney + S. Saj	Y. Uneau + S. Saj	
		J. Louis-Syulley 1 3. 3uj	1. Unedu + 3. 3uj	



Action 5 - Agroforesterie | Moments forts



	Journées Techniques des RITA		Rencontres TransAgriDOM	L
2019	Paris Table ronde à partir de présentations • Action 5.1 projet TAD • GT Agroforesterie • Projet REUNIR-AF • RMT AgroforesterieS • Intégration RITA Océanie		 Guyane (en cours de préparation) Atelier sur les scénarios 5.2 Restitution des stages 5.1 Visite en parcelle AF? 	
2020	Paris (en cours de réflexion) Dépend des réflexions atelier et rencontres TAD 2019 Abattis / jardins créoles? Invités métropolitains/point d'avancement REUNIR-AF?		 Guadeloupe (en cours de réflexion) Dépend des réflexions atelier et rencontres TAD 2019 Synthèse activités 5.2 Visite en parcelle AF 	
	S. Saj + Y. Une	au + J	. Louis-Sydney	

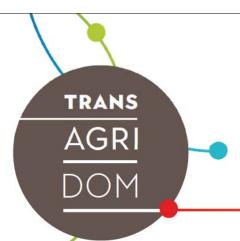


Action 5 - Agroforesterie | Avancées



A ce jour...

- Création d'un annuaire des personnes clés sur les territoires pour l'action 5
- Rédaction des TDR des stages 5.1 puis recrutement de 4 stagiaires (971, 972, 973; 976)
- Démarrage stages mars-avril -> aout 2019, participation de 3 stagiaires aux JTR 2019
- Participation et préparation de l'atelier AF des JTR du 27/02/19
- Mise à disposition dans le GT Agroforesterie de l'espace COATIS : > 100 références scientifiques et techniques sur l'AF + sur l'AF dans les CTOM
- Premiers essais vidéos





Action 5

Merci de votre attention!

S.Saj, J. Louis-Sydney, Y. Uneau

Journées Techniques des RITA – 27 février 2019 MNE, Paris 12ème













Action 6 Société, Agriculture et Ruralité

Cécile MORELLI (EPN Coconi – RR Mayotte)



Contexte et objectifs



→ Poursuivre dans la dynamique engagée par les AgroEcoDom et dans la dynamique des Réseaux ruraux nationaux et régionaux

- Accentuer les synergies entre acteurs du développement rural :
 <u>Rappel séance AgroEcoDom</u> : comment fonctionnent les RRR sur leurs territoires, en lien avec les acteurs de Leader et du PEI
- <u>Décloisonner les différents volets</u> de la politique de développement rural (PDRR, LEADER, Partenariat européen pour l'innovation -PEI-)
- Mieux <u>impliquer les acteurs du développement local</u> et globalement élargir l'implication des parties prenantes du développement rural.
- → Répondre aux objectifs des projets MCDR

Développer et renforcer le lien entre projets nationaux MCDR et les réseaux ruraux régionaux,



Tâches et livrables



Des Thématiques transversales identifiées selon les préoccupations et enjeux de nos territoires

→ Livrables attendus :

Phase 1 : groupes INTERDOM créés et trame des enquêtes / recensement des besoins et existants

Phase 2 : capitalisation (fiches techniques des bonnes pratiques, vidéos....) et propositions (outils, formations,...)

- → Quatre tâches
- 1. Outils techniques et numériques au service de l'agriculture
- 1. Perspectives de développement de l'agriculture biologique
- 1. Agro-tourisme et agro-alimentaire
- 1. Égalité sociale dans le monde agricole des DOM





1. Outils techniques et numériques au service de l'agriculture

Enjeu:

Inventorier les outils numériques existants dans les différents DOM et les besoins des professionnels pour proposer des solutions intuitives et adaptées (diffusion de bulletins, Tutoriels d'ITK, outil de saisie et traçabilité, réseaux sociaux, aide au diagnostic, etc.).

Proposer des possibilités de déploiement de ces solutions et de création d'applications adaptées aux besoins des agriculteurs.

Animée par Bryce Bouvard - EPN de Coconi

Avancée : Groupe inter-DOM créé

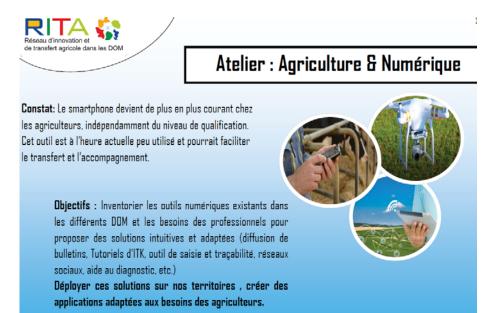
Attention articulation tâche 2.1



Tâches et livrables



1. Outils techniques et numériques au service de l'agriculture







2. Perspectives de développement de l'agriculture biologique

Enjeu : apporter des pistes de solutions aux différentes problématiques de l'AB sur nos territoires OM

Réflexion collective et complémentaire du Plan ambition 2022 sur les contraintes techniques et réglementaires de l'Agriculture Biologique sur nos territoires, les marchés et circuits de distribution, les aides.

Animée par Eric LUCAS - Chambre d'agriculture de La Réunion

A faire : créer Groupe inter-DOM et définir la méthodologie de travail

Attention aux redondances avec AMBITION BIO, quelle plus value de cette tache?



Tâches et livrables



3. Agro-tourisme et Agro-alimentaire

Enjeu : proposer un accompagnement spécifique sur ces thématiques

Ces initiatives constituent un levier primordial pour le développement et la valorisation des activités agricoles mais aussi un facteur de développement économique pour les populations rurales plus largement.

Repérer les acteurs des différents territoires et leurs initiatives dans le secteur de l'agro-tourisme/ agro-transformation

Identifier et valoriser les bonnes pratiques et repérer les difficultés et les besoins (formation, commercialisation, aides etc.)

Animée par Cécile MORELLI – EPN de Coconi

Avancée : Groupe inter-DOM partiellement créé via les Réseaux ruraux ; questionnaire créé à destination des porteurs de projets





3. Agro-tourisme et Agro-alimentaire

Extrait questionnaire:

Les financements

(Préciser Europe, Etat, Région, communes, banques, fondations, plateformes ou financements participatifs...)

• Les partenariats :

De qui ? (ex : programme Leader, commune, région, office de tourisme, chambre d'agriculture, association ou groupement,....) En quoi ?

Accompagnement dans la mise en œuvre/ au démarrage Accompagnement dans le développement de l'activité Communication

- •Outils de communication utilisés : web (site, newsletters, réseaux sociaux, vidéos) papier : plaquettes
- Difficultés de mise en œuvre

Ex : Problèmes de financements, besoins en formation, problème de foncier, d'accompagnement....



Tâches et livrables









4. Egalité sociale dans le monde agricole des DOM

Mettre en lumière la place des femmes ou encore des jeunes dans l'agriculture domienne

Identifier les freins et les leviers au développement de leurs activités







Tâches et livrables



4. Egalité sociale dans le monde agricole des DOM

- Dresser le portrait de femmes actives installées, sur tout type de filière, via
 - Données statistiques
 - Enquêtes
 - pour identifier les freins, les leviers, les pratiques

•

- Suivre des jeunes dans leur parcours d'installation
- Répertorier les acteurs de développement agricole et rural qui valorisent et accompagnent les femmes et les jeunes (de 18 à ?

Livrables: des portraits, un film

Animée par Florence CANIPAROLI pour le Réseau Rural de Mayotte

Avancée : questionnaire créé sur les parcours de femmes ; liens avec les autres projets MCDR ; Les combattantes : Portraits d'agricultrices à Mayotte





Discussion - Conclusion





Les Plateformes d'épidémiosurveillance en santé végétale, en santé animale, et en surveillance de la chaîne alimentaire

Didier Calavas (Anses), Martin Strugarek (DGAI) – 27 février 2019









Cadrage (1) La surveillance épidémiologique

« Méthode fondée sur des enregistrements de données permettant de suivre de manière régulière et prolongée l'état de santé ou les facteurs de risque d'une population définie, en particulier de déceler l'apparition de processus pathologiques, et d'en étudier le développement dans le temps et dans l'espace, en vue de l'adoption de mesures appropriées de lutte »

B Toma *et al*.

« Knowledge for action »

Centers for Disease Control

Connaître et Comprendre pour Contrôler

Cadrage (2) Positionnement de la surveillance

Dans l'organisation sanitaire



- Documentation du risque
 - Evolution spatio-temporelle des dangers sanitaires
 - Compréhension des modèles épidémiologiques
- Evaluation des mesures de lutte

Cadrage (3) Positionnement de la surveillance

Dans l'appui scientifique et technique



- Utilisation des données de surveillance à des fins de recherche : analyse et modélisation
- Développements méthodologiques : recherche en surveillance

Origine et assise réglementaire des Plateformes

- Quelques crises sanitaires : ESB 1996-2000, FCO-8 2006
- Les États généraux du sanitaire janvier/septembre 2010
 - Action 1 / Créer une plate-forme d'épidémiosurveillance pour la surveillance animale
- Article L201-14 créé par ordonnance n°2015-1242 du 7 octobre 2015 art. 1
 - Constitution des plateformes d'épidémiosurveillance en santé animale, santé végétale, et en surveillance de la chaîne alimentaire
- États généraux de l'Alimentation 2017 Atelier 8 : « Assurer la sécurité sanitaire de l'alimentation française... »
 - Action 3.1. Mettre en œuvre une surveillance efficace pour prévenir les crises en augmentant les moyens des plateformes d'épidémiosurveillance

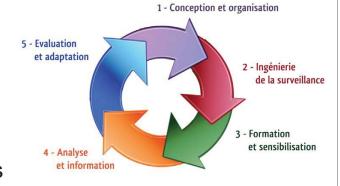
Objectifs

Veiller à l'efficience de la surveillance des dangers sanitaires

- Dispositifs de surveillance en adéquation avec leurs objectifs
- Meilleur rapport coût/efficacité

Intervention à tous les stades d'un dispositif de surveillance

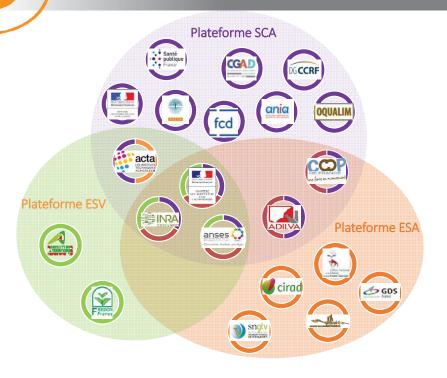
..pour permettre une lutte plus efficace contre les dangers sanitaires et réduire les coûts qui leur sont liés



Principes organisationnels et fonctionnels

- Gouvernance partagée public/privé
- Fonctionnement fondé sur le consensus
 - Accord, unanimité ≠ compromis
 - Construction du consensus
 - Accord de chacune des parties sur un objectif commun, partagé
 - Volonté de résoudre collectivement les problèmes
 - Accord sur la méthode de construction du consensus
 - Acceptation d'endosser et de porter la solution retenue
- Les responsables de dispositifs restent décisionnaires
 - Rôle d'appui, de conseil
- Rassemblement de compétences complémentaires
 - Scientifiques, réglementaires, filières, terrain

Membres des trois Plateformes



21 membres

- ESV n = 6
- ESA n = 10
- SCA n = 14



Plateforme ESA: thématiques sanitaires **M**mar catarrhale Pestes porcines Diarrhée Maladies épizootique porcine Brucellose Fièvre Q Mortalités massives aigues Surveillance sanitaire de la faune sauvage Aethina tumida Sylvatub Pestes



Veille sanitaire internationale Peste porcine africaine





















Veille sanitaire internationale PPA



- PPA suivie depuis 2014
- Progression géographique en Europe et dans le monde
- Analyse du modèle épidémiologique
- → Notes régulières
- → Bulletin hebdomadaire en ligne

https://www.plateforme-esa.fr/article/la-veille-sanitaire-internationale-de-

la-plateforme-esa

Jean-Luc VINARD – Anses Laboratoire de Lyon – Août 2018

PPA en Europe

Incidence sept 2018-jan 2019

Epizootie faune sauvage

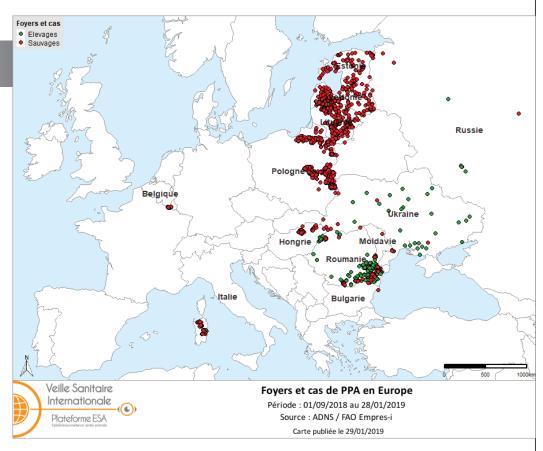
- Pologne, Pays Baltes, Hongrie, Belgique
- Maîtrise contamination des élevages

Roumanie, Ukraine, Russie

 Epizootie non maîtrisée en élevage

République tchèque

- Episode faune sauvage clos



PPA en Asie

Diffusion très rapide en Chine

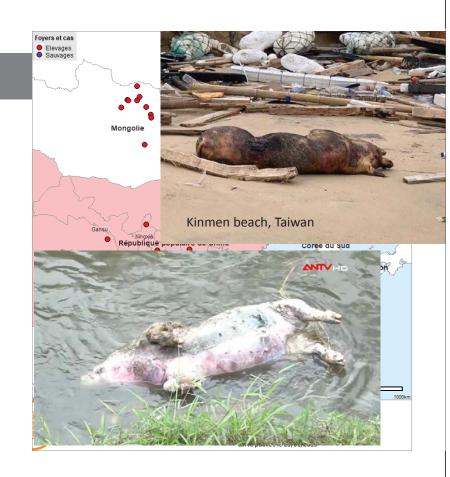
- Origine inconnue
- 60 % des foyers nourris avec des « eaux grasses »
- Présence du génome du virus dans des ingrédients pour alimentation animale « pig blood globulin powder » (Tianjin 25/12/18)

Détection récente en Mongolie

- Foyers multiples et disséminés

Diffusion « maritime » à Taiwan

Suspicion au Vietnam (confirmée depuis)

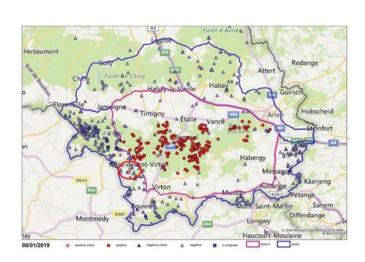


PPA en Asie : risques pour le reste du monde

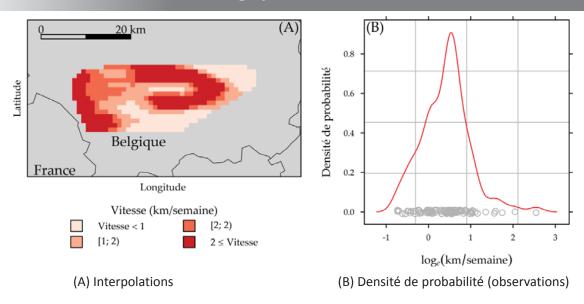
- Denrées alimentaires contaminées : détection génome viral
 - Raviolis chinois, ham sausage, dried pork jerky
 - Par des voyageurs, par courrier..
 - Japon (10/18), Corée du Sud (08/18), Thaïlande
 - Taiwan: génome identifié à 18 reprises entre le 31 octobre et le 24 janvier, amendes très élevées (71 personnes, 6 000 \$ (récidive 30 000 \$))
 - Australie (01/19): 5 positifs sur 152 aliments saisis
- Evaluation des risques
 - Plan de prévention : Etats-Unis, Chili

PPA en Belgique : vitesse de diffusion

- Matériel et méthode
 - Cas déclarés à l'ADNS jusqu'au 24 janvier 2019 (n=212)
 - Précision des coordonnées ⇒ environ 1 km
 - Modèle déjà utilisé pour la DNCB



PPA en Belgique : vitesse de diffusion



→ Vitesse (km/semaine): médiane 1,6 moyenne 1,8

Plateforme SCA

Surveillance de la chaîne alimentaire





























La Plateforme de surveillance de la chaîne alimentaire : périmètre



De la production aux consommateurs

Denrées d'origine animale & végétale

Alimentation humaine & animale

Contaminants physiques, biologiques et chimiques

La Plateforme de surveillance de la chaîne alimentaire : réalisation

Optimisation de la surveillance des *Salmonella* dans la filière de fabrication de fromages au lait cru

Un document d'aide méthodologique à paraître 1er trimestre 2019



- Pour les professionnels
- Pour une surveillance adaptée en fonction des situations
- Pour des interactions renforcées entre les différents maillons de la chaîne alimentaire

La Plateforme de surveillance de la chaîne alimentaire : en cours

Surveillance des Salmonella à l'abattoir : mutualisation des résultats d'autocontrôles

Optimisation nationale des dispositifs d'épidémiosurveillance des Salmonella (Ondes)

- Des travaux impliquant les Plateformes SCA et ESA
 - Décrire et évaluer le système français de surveillance des salmonelles tout au long de la chaîne alimentaire
 - **Proposer des recommandations** pour l'amélioration des dispositifs de surveillance
 - Proposer des modalités de communication pour le partage d'information et la mise en relation nationale des données de surveillance



La Plateforme de surveillance de la chaîne alimentaire : en construction

- Qualité des données (thématique inter-plateformes)
- > Surveillance des dangers chimiques
- > Veille sanitaire internationale
- > Communication



Plateforme ESV

Epidémiosurveillance en santé végétale













Membres, moyens et thématiques

Equipe de coordination

- DGAL (Paris)
- Anses (Lyon)
- Inra (Avignon)

Equipe opérationnelle

- Inra: à terme, 7 ETP (Avignon, unité BioSP) – 4 actuellement
- Anses: 0,5 ETP (Lyon, unité EAS)

Groupes de travail

- Plans de surveillance officielle
- Bilans sanitaires
- Xylella fastidiosa
- Nématode du pin
- Dépérissement de la vigne

Autres thématiques

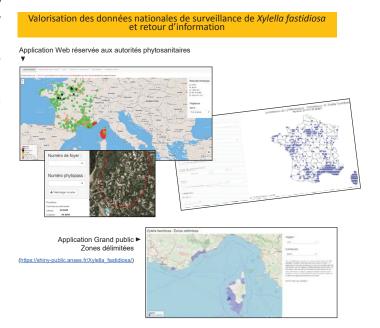
Veille sanitaire

Cas préfigurateur : Xylella fastidiosa

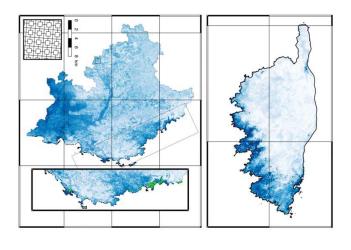
Depuis 2016, un groupe de travail associe **l'ensemble des acteurs impliqués dans la surveillance** de *Xylella fastidiosa* (professionnels, scientifiques et administration) pour apporter un appui au gestionnaire de risque (ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation/DGAI) :

- Evaluer le fonctionnement de la surveillance et la situation sanitaire
- · Apporter un retour d'information aux acteurs locaux
- Identifier les perspectives d'amélioration de la surveillance, rechercher des synergies entre dispositifs
- Identifier des questions de recherche



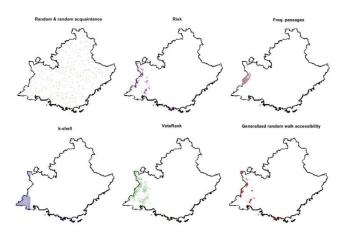


Cas préfigurateur : Xylella fastidiosa



- Nettoyage et centralisation des données de prélèvements et analyses (Anses, unité EAS)
- Utilisation de l'apprentissage statistique pour élaborer une carte du risque d'infection (Martinetti, Soubeyrand, 2018)

Cas préfigurateur : Xylella fastidiosa



- Définition de stratégies d'échantillonnages fondées sur le risque
- Evaluation de la performance (multicritères) de ces stratégies
- Cartes utilisées actuellement par les services régionaux pour cibler leur campagne de surveillance

Travail en cours sur le nématode du pin

- Consolidation des données de surveillance
- Analyse des sites à risque
- Évaluation de la stratégie de surveillance

Objectifs

- Optimiser le dispositif de surveillance en le fondant sur le risque
- 2. Assurer la circulation de l'information







Rencontres annuelles des RITA

Journées techniques – 28 février 2019 Session Plan Ambition Bio 2022











Programme Ambition Bio 2022

Journées techniques RITA 27 et 28 Février 2019

UN PROGRAMME POUR RENFORCER L'ESSOR DE LA PRODUCTION BIOLOGIQUE

- Un bilan positif du 1^{er} programme 2013-2017
- Un marché en forte croissance
 - 2017 : 8,3 milliards d'euros
 - 2018: 10 milliards d'euros (estimation)
- Le nouveau programme 2018-2022 :
 - Un objectif ambitieux : 15 % de SAU en AB ou conversion
 - Des moyens financiers renforcés
 - Une gouvernance confortée

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

2

LEVIERS FINANCIERS - GRAND PLAN D'INVESTISSEMENT

Renforcement des aides à la conversion

> **1,1 Md€sur la période 2018-2022**, soit 200 M€ Etat, 630 M€ FEADER, 150 M€RPD, 150 M€ autres financeurs

Revalorisation du Fonds Avenir Bio

Montant doublé à 8M€/an pour la structuration des filières

Prolongation et revalorisation du crédit impôt bio

Montant revalorisé de 2 500 à 3 500 euros pour la période 2018-2020

MÉTHODOLOGIE D'ÉLABORATION DU NOUVEAU PROGRAMME

- Consultation dans les régions
- Mission CGAAER
- Consultation des membres du COPIL Ambition
- 2 réunions du COPIL national en avril et mai 2018
- Consultation élargie aux membres du GCO début juin 2018

🌉 📜 MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

4

Calendrier du Programme Ambition bio 2022

- Mai 2018 : réunion nationale thématique réglementation
- Septembre / Novembre : réunions thématiques GT outre-mer réglementation
- Novembre 2018 : réunion nationale thématique Recherche
- Décembre 2018 : réunion nationale thématique Filières
- Février 2019 : réunion nationale thématique Formation

AXE 1 – DÉVELOPPER LA PRODUCTION

Chiffres clés:

6,5 % de SAU en 2017 (vs 3,9 % en 2013)

36 700 exploitations en 2017 (+50 % en 5 ans)

Objectif:

Atteindre 15 % de SAU en AB ou en conversion en 2022



5

AXE 1 – DÉVELOPPER LA PRODUCTION

Actions nouvelles et/ou emblématiques :

- •Faciliter l'engagement vers la conversion en encourageant les démarches collectives par une priorisation de l'accès aux aides ou une majoration de ces aides
- •S'appuyer sur les projets territoriaux (zones à enjeux eau, PAT, PNR, GIEE) pour encourager les engagements dans la production biologique
- ●Expertiser la mise en place d'un fonds d'indemnisation des producteurs dont les exploitations ont subi une contamination extérieure

AXF 2 – STRUCTURER LES FILIÈRES

Chiffres clés:

100 projets de structuration de filières (regroupant 500 partenaires) accompagnés avec le Fonds Avenir Bio

12 000 transformateurs (+37 % en 5 ans) engagés en AB fin 2017 5000 distributeurs (+47 % en 5 ans) engagés en AB fin 2017

Objectif:

Structurer les filières pour garantir au mieux un équilibre entre l'offre et la demande et une bonne répartition de la valeur



6

AXE 2 – STRUCTURER LES FILIÈRES

Actions nouvelles et/ou emblématiques :

- ●Mobiliser les acteurs des territoires pour identifier les priorités de production afin de soutenir un développement équilibré entre l'offre et la demande, et favoriser la structuration de projets de filière (outils de dialogue territorial).
- ●Mettre en œuvre les objectifs de développement de la production biologique prévus dans les plans de filière, en veillant à une cohérence globale des stratégies entre les filières et en tenant compte notamment des questions liées au bien-être animal et à la biodiversité.

AXE 2 - STRUCTURER LES FILIÈRES

Retours de la réunion thématique Nationale

- Fonds structuration Fonds Avenir Bio doublé de 4 à 8 millions d'euros (des projets Dom déposés)
- Adéquation offre et demande pour définir les filières prioritaires à développer
- Systématiser la contractualisation



5

AXE 2 – STRUCTURER LES FILIÈRES

Retours de la réunion thématique Nationale

- Besoin de données plus précises sur certaines filières
- Nécessité de se rapprocher des interprofessions bio régionales / Projets Avenir bio pour vérifier qu'ils s'intègrent bien dans les priorités définies par les acteurs locaux.
- Formalisation de liens avec agence bio pour organisation des clubs de financeurs régionaux

AXE 3 - DÉVELOPPER LA CONSOMMATION

Chiffres clés:

Un marché AB en FR de 8,3 Milliards d'euros (+75 % depuis 2013) 9 français sur 10 ont consommé des produits biologiques en 2017

Objectif:

Promouvoir les produits issus de l'agriculture biologique auprès de tous les consommateurs



7

AXE 3 - DÉVELOPPER LA CONSOMMATION

Actions nouvelles et/ou emblématiques :

- ●Mettre en œuvre l'objectif de 20% de produits bio dans la restauration collective publique en s'appuyant sur les travaux du Conseil National de la Restauration Collective.
- Développer de nouveaux programmes de promotion transversaux à l'ensemble du secteur AB, portés par l'Agence Bio avec l'appui des interprofessions, pour toucher de nouveaux publics et prescripteurs, y inclus les publics les plus démunis et les plus fragiles.

AXE 4 - RENFORCER LA RECHERCHE

Objectif:

Développer la recherche et le développement pour et par l'agriculture biologique



8

AXE 4 - RENFORCER LA RECHERCHE

Actions nouvelles et/ou emblématiques :

- ●Stabiliser les priorités en matière de recherche en partenariat avec les acteurs concernés
- ●Mettre en œuvre le Méta-programme de l'INRA sur l'AB
- ●Poursuivre le travail initié par l'ITAB en lien avec l'INRA pour renforcer la connaissance des impacts de la production biologique et les valoriser notamment dans le cadre de la réflexion sur le paiement des services environnementaux
- ●Conforter le rôle de coordination de l'ITAB dans la recherche et expérimentation en agriculture biologique avec l'ensemble des instituts techniques et les acteurs concernés

AXE 4 - RENFORCER LA RECHERCHE

Retours de la réunion thématique Nationale

Thèmes de recherche proposés

- Connaissance des systèmes en AB
- Génétique animale et génétique végétale adaptées à l'AB
- Evolution des procédés de transformation des produits dans le cadre notamment de la fin des dérogations sur les ingrédients.
- Santé animale y compris bien-être animal
- Valorisation de l'innovation



8

AXE 5 - FORMER LES ACTEURS

Objectif:

Favoriser la montée en compétence des acteurs

Retours de la réunion thématique nationale (en cours mars)

AXE 5 – FORMER LES ACTEURS

Actions nouvelles et/ou emblématiques :

- Mettre en œuvre les référentiels de diplômes rénovés dans le cadre du plan « enseigner à produire autrement », qui intègrent l'agriculture biologique comme mode de production
- Poursuivre le développement de l'offre de formation continue des agriculteurs et améliorer l'accès des agriculteurs bio et conventionnels à la formation continue sur des formations dédiées à l'AB et pour la multiperformance »
- Poursuivre le travail sur les référentiels de formation pour une meilleure prise en compte des spécificités de la bio par les métiers de bouche, les métiers de la restauration collective et de la distribution



9

AXF 6 – ADAPTER I A RÉGI EMENTATION

Objectif:

Disposer d'une réglementation propice au développement du bio

- Assurer le développement du secteur
- Renforcer les garanties données au consommateur
- Prendre davantage en compte les besoins des producteurs bio par la réglementation générale.

AXE 6 - ADAPTER LA RÉGLEMENTATION

Retour de la réunion thématique nationale => Finalisation des actions

- Finaliser la révision réglementaire pour la production biologique (actes secondaires) et informer sur les nouvelles dispositions
- Mettre à jour le guide de lecture INAO
- Mettre en œuvre la nouvelle réglementation et veiller à une harmonisation des conditions de contrôles des opérateurs, au niveau national et européen
- Faciliter l'accès pour les agriculteurs aux médicaments vétérinaires à base de plantes



25

AXE 6 – ADAPTER LA RÉGLEMENTATION

Retour de la réunion thématique nationale => Finalisation des actions

- Organiser des réunions annuelles sur les besoins de l'agriculture biologique dans l'élaboration et la mise en œuvre des réglementations sanitaires et phytosanitaires
- Rendre obligatoire la fourniture de données statistiques par les OC
- Expertiser les conditions d'adaptation du logo AB et les complémentarités avec la certification environnementale

AXE 7 – IMPULSER UNE DYNAMIQUE DE CONVERSION A L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE DANS LES OUTRE-MER

Chiffres clés

4 700 ha (surfaces certifiées + conversion)

432 exploitations en 2017 (+22,4% vs 2016)

Objectif

Développer des filières bio dans les Outre-Mer pour proposer une offre alimentaire biologique locale



11

AXE 7 – IMPULSER UNE DYNAMIQUE DE CONVERSION A L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE DANS LES OUTRE-MER

Actions nouvelles et/ou emblématiques :

- Intégrer une représentation ultramarine au sein du Copil national
- Mise en place d'un Copil « bio » dédiée aux caractéristiques ultramarines

AXE 7 - LA BIO DANS LES OUTRE-MER

Parmi les actions à développer ou renforcer :

- Mettre en place des groupes de travail spécifiques sur 4 thématiques pour mettre en œuvre le plan d'actions défini :
 - ► Connaissance et structuration des marchés
 - ► Réglementation (priorité)
 - ► Besoins de recherche et développement
 - ▶ Outils financiers



28

Principaux points du GT Réglementation DOM – Ambition Bio des 10/09 et 19/11 2018

- Notion de même région(pour l'alimentation des animaux d'élevage)
- ➡ En cours d'examen / commission réglementation CNAB
- Produits phytosanitaires
- ⇒ pas de procédure simplifiée RUP (dépend de la réglementation générale)
- traitement d'induction florale ananas ?
- Semences
- ➡ Site semence-biologique.org ouvert aux DOM
- ⇒ Problème de passeport sanitaire?
- Utilisation de substances spécifiques (PT et RUP)
- ⇒ pas de demande d'activer l'article 45-2 du RUE 2018/848?

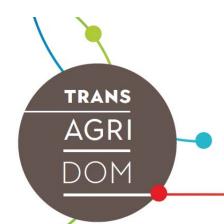
Principaux points du GT Réglementation DOM – Ambition Bio des 10/09 et 19/11 2018

- Mixité Bio / non bio (autorisée pour variétés facilement distinguables)
- canne à sucre : vu avec grille CTCS;
- banane: distinction Cavendish / CIRAD 925
- ⇒ En cours d'examen avec OC
- Attache (animaux au piquet)
- ⇒ rentre dans le dispositif dérogatoire art 39 RCE 889/2008, mais critères d'éligibilité à définir
- Contamination des sols (chlordécone)
- ⇒ Représentants DOM au sein des GT nationaux (CNAB-CAC)
- Fertilisation (sargasses)
- ⇒ pas d'interdiction a priori mais soumis à analyse de risques compte-tenu des risques contamination toxicité
- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'ALIMENTATION

ANIMATION ET SUIVI DU PROGRAMME

Objectif: Poursuivre une gouvernance multi-acteurs

- Mars : synthèse des réunions thématiques nationales et pour les outre-mer, pour établir une feuille de route détaillée
- fin Mars début Avril : COPIL national
 - Retour des réunions thématiques
 - Désigner, en lien avec le Copil, pour chaque action stratégique du programme, un « pilote », chargé de détailler les actions à mettre en place et d'assurer le suivi de leur réalisation.
- Réunion annuelle du Grand Conseil d'Orientation de l'Agence
 Bio pour assurer le suivi de la mise en oeuvre du programme





Besoins en R&D : Etat d'avancement des réflexions au niveau national



Catherine Decaux, ITAB

Directrice



Besoins en R&D au niveau national R





3 missions

coordonner

les acteurs de la recherche en AB

produire

des connaissances

valoriser & diffuser

les savoirs et savoir-faire











3 missions

coordonner les acteurs de la recherche en AB produire

des connaissances

3 objectifs

AGRI

Développer des systèmes agricoles bio diversifiés, résilients et durables

valoriser & diffuser

les savoirs et savoir-faire

ALIM

Développer des systèmes alimentaires bio et durables, pour des produits sains, bons et accessibles **# SOCIETE**

Accompagner les transitions en mobilisant l'intelligence collective







Besoins en R&D au niveau national R



Programme Ambition Bio 2022

Axe 4 Renforcer la recherche

- « Développer des programmes de recherche et développement pour et par l'agriculture biologique »
- Stabiliser les priorités en matière de recherche
- Développer au sein des programmes de recherche des instituts techniques des actions spécifiques dédiées à l'AB
- Poursuivre le travail initié par l'ITAB et l'INRA pour renforcer la connaissance des impacts de la production biologique
- Mettre en place des programmes d'expérimentation au niveau régional
- Assurer une meilleure diffusion des résultats de recherche.
- Mettre en lumière la production biologique à la faveur du Congrès mondial de la bio en 2020.
- Mettre en œuvre le métaprogramme sur l'agriculture biologique de l'INRA.
- Définir le nouveau mandat du Conseil scientifique de l'agriculture biologique.





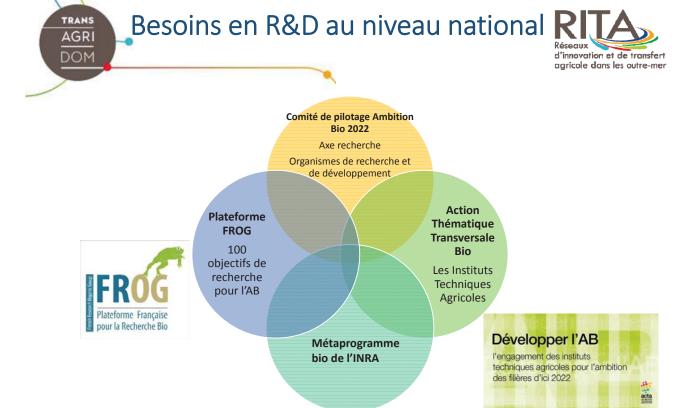
Programme Ambition Bio 2022

Plan de filières : des objectifs variés en matière d'AB

Axe 4 Renforcer la recherche

« Développer des programmes de recherche et développement pour et par l'agriculture biologique »

- Stabiliser les priorités en matière de recherche
- Développer au sein des programmes de recherche des instituts techniques des actions spécifiques dédiées à l'AB
- Poursuivre le travail initié par l'ITAB et l'INRA pour renforcer la connaissance des impacts de la production biologique
- Mettre en place des programmes d'expérimentation au niveau régional
- Assurer une meilleure diffusion des résultats de recherche.
- Mettre en lumière la production biologique à la faveur du Congrès mondial de la bio en 2020.
- Mettre en œuvre le métaprogramme sur l'agriculture biologique de l'INRA.
- Définir le nouveau mandat du Conseil scientifique de l'agriculture biologique.







Huit **priorités de recherche** définies par le Conseil Scientifique de l'Agriculture Biologique (2018)

- Connaissance des systèmes de production en AB et évaluation globale de leurs performances
- Conception et développement de systèmes d'agriculture biologique innovants, intégrant les atouts du numérique
- Sélection végétale et animale pour l'agriculture biologique
- Optimisation des qualités des produits bio tout au long de la chaîne de valeur des aliments
- Effet de la consommation de produits biologiques sur la santé des consommateurs
- Conditions et processus de développement de l'AB
- Développement international de l'AB et sécurité alimentaire
- Conseil, formation et transmission des savoirs



Besoins en R&D au niveau national R



Les grands champs investis par la R&D :

- Flux de matières et d'énergies
- Systèmes résilients et adaptés face aux aléas
- Autonomie des systèmes (alimentation animale, fertilisants, ressources génétiques..)
- Développement des semences et sélection biologiques (animales et végétales)
- Gestion de l'écosystème des sols
- Gestion intégrée de la santé animale et végétale
- Gestion des équilibres plantes-ravageurs
- Agroéquipements et nouvelles technologies
- Réduction de la dépendance aux fertilisants externes (P, engrais verts..)
- Nouveaux intrants et traitements biologiques
- Viabilité économique, emplois





Les grands champs investis par la R&D:

- Flux de matières et d'énergies
- Systèmes résilients et adaptés face aux aléas
- Autonomie des systèmes (alimentation animale, fertilisants, ressources génétiques..)
- Développement des semences et sélection biologiques (animales et végétales)
- Gestion de l'écosystème des sols
- Gestion intégrée de la santé animale et végétale
- Gestion des équilibres plantes-ravageurs
- Agroéquipements et nouvelles technologies
- Réduction de la dépendance aux fertilisants externes (P, engrais verts..)
- Nouveaux intrants et traitements biologiques
- Viabilité économique, emplois

Performances agri-alimentaires ⇔ Des produits bios, sains et « durables »

- Méthodes de conservation des aliments bio
- Couple emballages / produits
- Naturalité et vitalité des aliments (formulation, limitation des additifs, careful processing..)



Besoins en R&D au niveau national R



Les grands champs investis par la R&D :

Performances agri-alimentaires ⇔ Des produits bios, sains et « durables »







Congrès Mondial de la Bio Rennes en 2020

Vous êtes invités à participer!

www.OWC.ifoam.bio/2020







Besoins en R&D au niveau national R



Merci pour votre attention!









BACK UP Priorités du CSAB





Connaissance des systèmes de production en AB et évaluation globale de leurs performances

- Besoin de mieux connaître la diversité des systèmes de production AB pour :
 - acquérir une vision globale des points forts et points faibles de l'AB,
 - connaître les trajectoires et les capacités adaptatives des systèmes AB
 - identifier des innovations systémiques issues du terrain.
- → Partager et croiser les bases de données, nationales et régionales, privées et publiques, pour un bénéfice collectif.
- Sur les performances de l'AB, de nombreuses publications depuis 2011, qui apportent des références précieuses sur les niveaux de productivité, et sur certains impacts environnementaux (biodiversité, énergie, GES, qualité de l'eau et des sols).
 - Développer des méthodologies d'évaluation multicritère, au niveau des exploitations, souples, interactives et transparentes pour les utilisateurs
 - substituer aux approches monocritères et centrées sur l'agriculture, des évaluations d'impacts et d'externalités intégrant l'ensemble de la chaine de valeur alimentaire (dépasser les controverses récurrentes, qui se fondent sur un petit nombre de critères, parfois choisis avec partialité).





2. Conception et développement de systèmes d'agriculture biologique innovants, intégrant les atouts du numérique

Depuis 2011, structuration de la communauté « Farming system design »: conception assistée par modèles, prototypage en ateliers, conception pas à pas, traque aux innovations...

- Montée en puissance de la conception de systèmes de culture et d'élevage AB: améliorer la prise en compte de la santé animale et végétale, la gestion de l'azote, la gestion de l'activité biologique des sols, le travail, la qualité de vie.
- Prise en compte de la dimension territoriale dans la conception de systèmes AB:
 - associer à la conception les transformateurs, distributeurs, consommateurs, habitants, associations, structures de conseil, collectivités.
 - travailler sur la coordination d'assolements ou d'aménagements dans les situations où l'AB domine un territoire, ou des situations où AB et AC sont fortement imbriquées.
- Prise en compte des interactions entre AB et changement climatique: impact de l'AB sur l'atténuation du changement climatique, résilience de l'AB face au changement climatique.
- Les nouvelles technologiques issues du numérique sont appelées à contribuer à ces systèmes innovants: elles ne sont incompatibles ni avec le cahier des charges ni avec l'éthique de l'AB, et peuvent être précieuses pour lever certains freins
 - Comment des capteurs numériques, des modèles, des bases de données peuvent aider des agriculteurs dans leur quête d'autonomie ? Dans leur réflexivité?





3. Sélection végétale et animale pour l'agriculture biologique

- Végétal: Faible disponibilité en France de variétés adaptées à l'AB:
 - (i) difficulté de créer des variétés adaptées à la diversité des systèmes AB,
 - (ii) retour sur investissement jugé insuffisant par les sociétés de sélection
 - (iii) faible implication de la recherche publique dans la sélection pour l'AB,
 - (iv) manque de mutualisation des données des essais d'évaluation variétale.
- → Critères: efficience d'utilisation de l'azote organique, compétition vis-à-vis des adventices, tolérance aux stress, capacité de mycorrhization, effets allélopathiques, qualité technologique et nutritionnelle en filières industrielles et artisanales.
- · Animal:
 - priorité à l'analyse, pour toutes les espèces, des pratiques de sélection des éleveurs, afin de préciser la diversité des objectifs et critères de sélection, ainsi que les modes d'organisation, individuels et collectifs.
- → critères: pour les bovins, gestion des troupeaux multi races; pour les volailles, aptitude à valoriser les parcours, production avec des aliments sub-optimaux.
- Les démarches collectives de sélection participative doivent être favorisées, de même que la recherche de nouveaux modes de financement de la sélection.





4. Optimisation des qualités des produits bio tout au long de la chaine de valeur des aliments

La construction des qualités (nutritionnelle, sanitaire, sensorielle, environnementale, éthique, ...) des aliments bio encore insuffisamment connue:

- Evaluation des impacts des modes de production et de transformation sur les qualités des aliments bio :
- Mise au point de procédés de transformation cohérents avec l'éthique de l'AB et les attentes des consommateurs (zéro additifs, technologies douces, absence de nuisances environnementales); optimisation des techniques de conservation et d'emballage des produits bio pour préserver leurs qualités;
- Analyse pluridisciplinaire (SHS, génie des procédés) de l'idée de naturalité, souvent associée aux produits bio par les consommateurs ; élaboration d'un indicateur de naturalité, prenant en compte le degré de transformation des aliments ;
- Connaissance des stratégies des acteurs de la transformation et de la distribution vis à vis des produits bio.
- S'inscrire dans une territorialisation des systèmes alimentaires (demande de nbx consommateurs et citoyens): (i) mise en place de petites unités de transformation, ce qui peut impliquer la reconception de certains procédés alimentaires; (ii) bio-économie circulaire pour valoriser au mieux les ressources et limiter les pertes et gaspillages.





5. Effet de la consommation de produits biologiques sur la santé des consommateurs

- La question des effets sur la santé de la consommation des aliments issus de l'agriculture biologique reste l'objet d'interrogations. Depuis 2011, les connaissances ont beaucoup avancé sur cette question, mais de nombreuses lacunes subsistent.
- Valeur nutritionnelle des aliments bio: Convergence des récentes synthèses scientifiques, concernant l'identification des avantages et déficiences des produits issus de l'AB. Besoin d'études complémentaires sur vitamines, oligo-éléments, fibres, tant sur produits végétaux qu'animaux.
- Dépasser les limites des comparaisons entre produits issus de l'AB et produits issus de l'agriculture conventionnelle, difficiles à interpréter du fait de l'immense hétérogénéité des pratiques au sein de chacun des types d'agriculture → chercher à comprendre l'impact des variétés et des races, des pratiques agricoles, et des procédés de transformation, sur la valeur nutritionnelle des aliments.
- Les études sur la consommation des aliments biologiques (diverses cohortes dont BioNutrinet en France) ont apporté les premières connaissances majeures sur la consommation de produits bio et sur l'impact de cette consommation sur la santé (surpoids et obésité, syndrome métabolique, lymphome). Besoin de compléter ces études, en particulier en se focalisant sur des populations sensibles (âge, génétique, pathologies, mères parturientes et allaitantes), ainsi que sur les interactions avec le microbiote.





6. Conditions et processus de développement de l'AB

- En vue d'identifier les leviers mobilisables par les pouvoirs publics pour favoriser le développement de l'AB en France, engager des études basées sur la comparaison des dynamiques de développement de l'AB dans différents pays européens → Quels instruments de politiques publiques mis en place ? Pour quels résultats ? Comment ces instruments entrent-ils en interaction, selon les pays, avec la fiscalité, la demande des consommateurs, les signes de qualité, la structuration de l'aval, les dispositifs de conseil et de formation ?
- Anticiper les impacts probables de l'augmentation de la surface en AB, pour en tenir compte dans les stratégies de soutien à l'AB, qu'il s'agisse de valoriser les impacts favorables, ou de réduire les impacts négatifs. On peut penser que l'extension des surfaces en AB changera:
 - la disponibilité de fertilisants organiques par hectare de culture bio ;
 - La régulation biologique au niveau des paysages (+ de maladies, ou + d'auxiliaires ?)
 - la place de l'élevage (conversion en grande culture, réduction du cheptel lié à la transition nutritionnelle);
 - les attentes des producteurs en terme de conseil (attentes des nouveaux bios ?);
 - les marchés (baisse des prix de certains produits ? fluctuations ?) et les relations entre les différents acteurs des filières;

_





7. AB et sécurité alimentaire, à l'échelle mondiale

Au cours de la dernière décennie, l'agriculture et l'alimentation biologique ont connu une forte progression à l'échelle mondiale, tant dans la demande en produits qu'en production: doublement de la surface, conversion de plus de 2 millions de producteurs.

- Le développement de l'AB au Sud reste moins bien documenté qu'au Nord. Quelles potentialités, quelles voies de développement de l'AB dans les pays du Sud pour transformer les agricultures vivrières, et améliorer la sécurité alimentaire des paysans concernés ? Comment répondre à une explosion de la demande en bio dans les grandes métropoles, par une agriculture de proximité ou par un accroissement des échanges mondiaux ?
- Travaux de prospective récents, centrés sur l'évolution conjointe de l'agriculture et de l'alimentation (Afterres de Solagro, TYFA de l'IDDRI et Asca, travaux du FIBL et de la FAO...).
 Les scenarii développés montrent à quelles conditions le développement de l'AB est compatible avec la sécurité alimentaire, l'amélioration de la qualité nutritionnelle de l'alimentation et divers impacts écologiques.





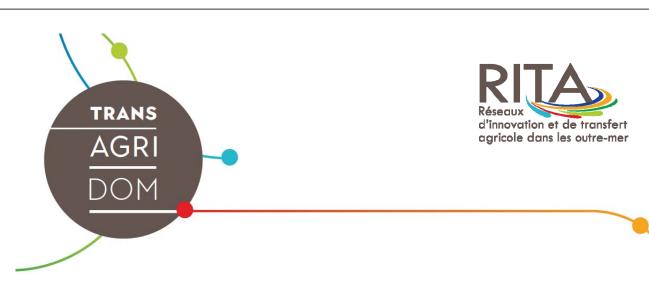
8. Conseil, formation, transmission des savoirs

Le développement de l'agriculture biologique, comme celui des agricultures basées sur l'agroécologie, pose la question de l'accompagnement de la transition:

- Passer de modes de production où chaque problème agronomique a une réponse simple, basée sur l'utilisation d'un intrant, à une agriculture où le problème doit être anticipé, par des stratégies d'évitement ou d'acquisition de résistance, mises en œuvre au niveau des systèmes de production.
- Pour cela, besoin d'un renforcement des capacités collectives de raisonnement systémique: Comment former à l'approche systémique? Comment acquérir les savoirs nécessaires à l'innovation systémique? Comment organiser au niveau des territoires les apprentissages collectifs pour promouvoir des paysages favorables à l'AB?

Les expériences d'enseignement de l'AB font émerger plusieurs questions :

- La question de la capitalisation des expériences: Comment organiser des échanges sur les pratiques pédagogiques concernant l'AB? Rôle des fermes des lycées?
- La question des valeurs : comment aider les apprenants à accepter un débat sur leurs visions de l'AB, à s'interroger sur leurs valeurs, à déconstruire des préjugés ?
- La prise en compte, dans les enseignements, de l'échelle des systèmes alimentaires territoriaux et de leurs transitions (notamment dans le cadre de la suite des EGA).





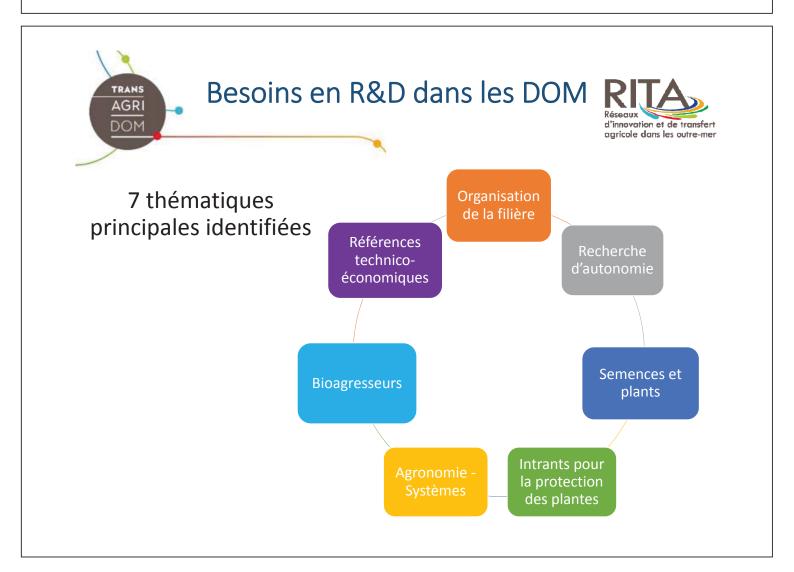
Mathieu Conseil, ITAB

Resp.Pôle Légumes et Maraîchage Référent DOM





- Enquête Nov/Déc 2018 auprès d'acteurs des DROM (GT R&D piloté par l'ITAB, du volet DOM du plan Ambition Bio)
- Une 15^{aine} de réponses argumentées, toutes filières (hors banane et canne), tous secteurs (OP, Recherche, Développement ...) et une 50 aine de besoins identifiés
- Des sujets/propositions qui concernent :
 - parfois la R&D et/ou les autres GT du volet DOM du plan Ambition Bio (Leviers financiers, Réglementation, Filières et Marchés)
 - parfois AB et conventionnel
- Complété par des informations « à dire d'expert » de différents territoires depuis 2017







Organisation de la filière

- Organisation collective
 - Développement de filières AB => lien avec GT Filières
 - Aspect syndical / commercial (valorisation de la production locale vs importation, réglementation, remontée de besoins R&D, ...)
 - Mutualisation (appro divers, agroéquipement, commercialisation, compostage ...)
 - Echanges (ex. composts, fumiers ...)
 - Aspects techniques (Conseil, expérimentation, ...: réseau de fermes, station expé)
- Accompagnement technique (formation, recherche, conseil
 ...) pour aider à l'installation, la conversion, le
 changement d'échelle (sur des volets techniques,
 réglementaires, ...)
- Relations InterDom ou avec pays voisins (Cuba, Brésil, ...)



Besoins en R&D dans les DOM



Recherche d'autonomie Importation coûteuse et parfois compliquée (aspects techniques et réglementaires)

⇒lien avec GT Leviers € et Réglementation

Plus d'autonomie nécessaire pour :

- Intrants:
 - Semences
 - Matière organique / Amendements
 - Substances de bases / Produits phytosanitaires
 - Agroéquipement, matériel divers
 - ..
- Alimentation animale: liée à la problématique de lien au sol et de foncier disponible pour l'AB
 - importation coûteuse
 - besoin de production de fourrage local







Défaut de matériel végétal adapté au contexte tropical / subtropical + Importation compliquée et coûteuse

⇒lien avec GT Leviers € et Réglementation

- Acquisition d'autonomie pour l'auto-production (semences et plants), Maisons de la semence ...
- Réseau d'évaluation variétale
 - Espèces/Variétés locales, variétés du commerce (solanacées, choux, salades ...)
- Greffage solanacées
- Semences de plantes de services



Besoins en R&D dans les DOM





Nombreux usages non couverts pour les cultures tropicales, méconnaissance des produits et de leur efficacité en contexte tropical

⇒ lien avec GT Réglementation

- Evaluation en milieu tropical/subtropical
- Réglementation / Dérogations pour usages particuliers dans les DOM
- Protection physique des cultures
- Biocontrôle
- SB: nombreuses plantes locales utilisées à des fins phytosanitaires (pb réglementaire, défaut de connaissance et références)



Besoins en R&D dans les DOM





- Travail du sol (réduction ou non, agroéquipement, gestion de la fertilité à long terme)
- Plantes de services (besoin d'outils d'aide à la décision)
- Associations de cultures (besoin d'évaluation et d'outils d'aide à la décision)
- Agroforesterie (+/- élevage), Cultures syntropiques
- Fertilité des sols :
 - Défaut de connaissance sur le fonctionnement des sols en milieu tropical
 - Réglementation / Compost
 - Appro difficile en MO / Compost / Fumiers
 - Intrants coûteux
 - Besoin d'outils simples d'évaluation et d'indicateurs de la fertilité des sols



Besoins en R&D dans les DOM





- Production végétale
 - Flétrissement bactérien (greffage, alternatives au greffage)
 - Méconnaissance Biodiversité fonctionnelle, Auxiliaires des cultures
 - Ravageurs du sol
 - Gestion des fourmis (manioc, feu)
- Production animale
 - Gestion de la pression parasitaire forte avec les contraintes AB



Besoins en R&D dans les DOM



Références technicoéconomiques Défaut de références techniques et/ou TE :

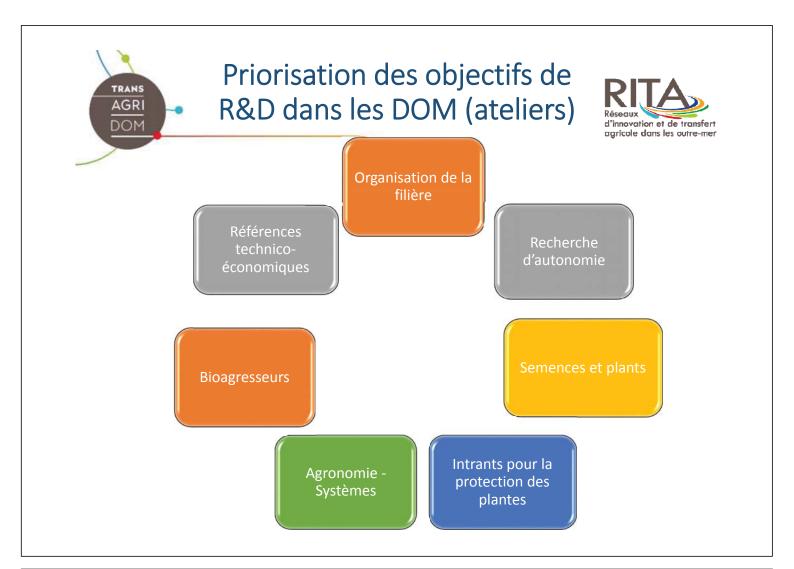
- En élevage (volaille de chair, pondeuses, lait)
 - ITK, intrants, ...
- En Maraîchage
 - ITK, intrants, variétés, ...
- Pour les plantes de services
 - ITK, espèces, variétés, ...
- ⇒ Réseau de fermes
- ⇒ Stations d'expérimentation

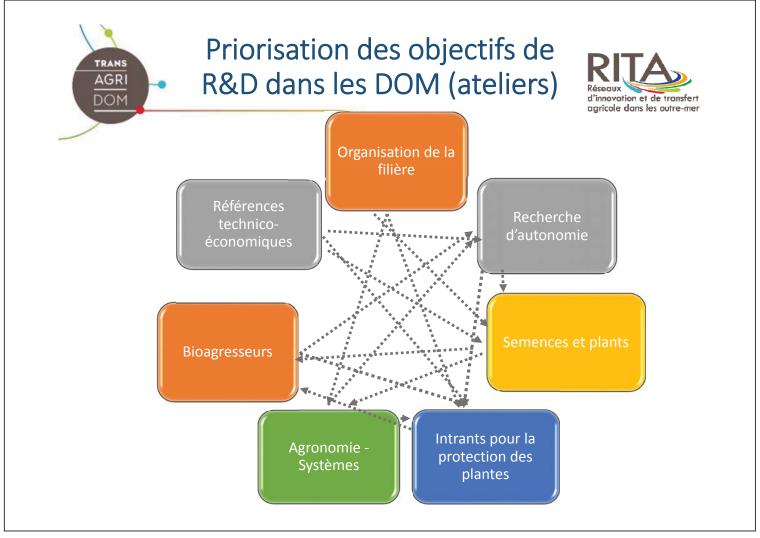




Priorisation des objectifs de R&D dans les DOM







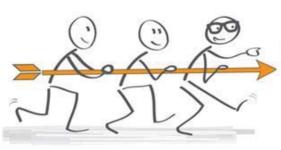


Règles du jeu!



- Un animateur par thématique (papier + marqueurs)
- Salle
- 30 minutes!
- Objectif = Préciser une problématique, définir une question de recherche et les moyens d'y répondre
- Désigner un « secrétaire » / restitution en 3 minutes
- Identifier un animateur qui s'assurera de donner suite









Animation Atelier



Références technicoéconomiques Elevage: Maeva Miralles

SALLE D

Recherche d'autonomie Alimentation Animale : C. Perret Salle F

Semences et plants : I Jean Baptiste

Salle A

Agronomie -Systèmes Fertilité des sols : W. Montaigne

SALLE 1012

Bioagresseurs

Bioagresseurs Biodiversité fonctionnelle

B. Bouvard

Salle 914

Semences et plants

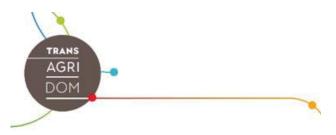
Maraîchage / Evaluation variétale Eric Lucas : Salle A Intrants pour la protection des plantes Substances de base

/PPP/Biocontrôle : P. Marchand

Salle 1301

Organisation de la filière

XXX





- Analyse résultats gommettes
 - Identification de thématiques prioritaires
 - Projets de projets et guichets !!! (ex. AMI Casdar sur Greffage solanacées ...avec IT2, Armeflhor, Ctifl, ITAB ...)







Groupe Thématique : Agroforesterie

Présentation du Groupe Thématique				
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique	Développement des filières de sous-bois dans le cadre de la transition agroécologique			
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	Mettre en commun les connaissances sur les SAF tropicaux, démarrer un travail en inter-dom.			
	Déroulé de l'atelier			
Date de l'atelier	27/02/2019			
Objectifs spécifiques de l'atelier	- Présentation et discussion sur les activités 5.1 du projet TransAgriDom - Ouvertures/ponts avec des réseaux métropolitains			
Animateur(s)/tric e(s) de l'atelier	Stéphane Saj			
Rapporteur(s)/tric e(s) de l'atelier	Stéphane Saj Emma Decayeux Youri Uneau			
Méthode d'animation (brainstorming discussion, métaplan, jeu de rôle, tours de table)	4 Présentations suivies chacune d'un temps de questions/réponses			

Compte rendu - Groupe de Travail – Journées Techniques annuelles 2019 RITA















	ORGANISME	NOM	Inscrit	Présent
	EPLEFPA de Saint-Paul	BAHA Abdallah	x	
	EPN de Mayotte	BRETAGNE Christophe	х	х
	Parc naturel régional de Martinique	CAMILLE Bortoli	х	х
	Filière café, cacao et vanille de Guadeloupe	CASSU Marion	х	х
	SICA MYEL PÉYI GWADLOUP	CESAR-AUGUSTE Olivier	х	
	Cirad	CILAS Christian	х	
	CCIMA	COCQUET Gwendoline	x	х
	Cirad	DECAYEUX Emma	х	х
Participants (Nom / Organisme / Territoire)	Chambre d'Agriculture de Guadeloupe	DESPLAN Michel	х	x
	COOPADEM	DOMMERGUES Laure	х	
	Chambre d'Agriculture de Guadeloupe	ESPRIT Céline	х	х
	Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire	FABRESSE Marc	x	х
	Kanga Maoré (?) 976	FERRIER Valérie		х
	Direction des services de l'agriculture, de la Forêt et de la Pêche	FOTOFILI Amalia	х	х
	APIGUA	FOUCAN PERAFIDE Benoit	x	
	RITA Guadeloupe	GERARD Manuel	х	х
	Kanga Maoré (?) 976	GUICHAOUA		х
	Société Coopérative Agricole BIO SAVANE	JEAN-MARIE Véronique	x	х
	Cirad Délégation Réunion Mayotte Océan Indien	JEUFFRAULT Éric	х	













Collectivité territoriale	LECAILLE Jérémy	х	
ASSOFWI	LEFEBVRE Sophie	х	x
APCA	LEMOINE Léa	х	x
Parc naturel régional de Martinique	LOUIS-SIDNEY Jonathan	х	x
DAAF 973	LYONNAZ-PERROUX Bernard		x
IT2	MARTIAL Jean-José	х	
Lycée agricole de Coconi	M'DERE Adrachi	х	
ASSOFWI	MOGUE Ulysse	х	х
Solicaz	MONTAIGNE William	х	х
EPN de Coconi	MORELLI Cécile		х
MAA/DGPE	PINARD Christophe		х
Collectivité territoriale de Guyane	PINAULT Delphine		x
Département La Réunion	RAMSAMY Jean-Paul	х	x
EPN de Coconi	RAVELOJAONA Stéphane	х	x
ODEADOM	REMOND Patricia		х
EPN de Coconi	RIOUALEC Anne-Laure	х	x
Cirad	SAJ Stéphane	х	x
Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire	TEINA Heia	х	x
Chambre de l'agriculture et de la pêche lagonaire	TEMAURI Yvette	х	
Cirad	THEVENIN Jean-Marc	х	
ASSOFWI	UNEAU Youri	х	х















EPN de Coconi	VANNESSON Laëtitia	х
SICAPAG/IT2 (971)	WACHTER Bruno (?)	х

Discussion – Conclusions

Compte rendu

PROGRAMME

14h Introduction

- Présentation des séquences de l'atelier, S. Saj 5 min.
- Désignation de 2 rapporteurs

14h05 L'agroforesterie en inter-CTOM : intérêts des échanges entre territoires

- Présentation de S. Saj : quels points et besoins communs, une 1ère tentative de mise en réseau appliquée : les stages du projet TAD ; boites à outils 10 min.
- Tour de table et jeux de questions/réponses 30 min
- 14h45 L'agroforesterie dans les CTOM : des systèmes sur des fonciers différents.
- Présentation de S. Lefebvre : missions effectuées pour l'ONF Guadeloupe 10 min
- Tour de table et jeux de questions/réponses 20 min

15h15 Le projet REUNIR-AF : intégration des SAF dans les politiques agricoles et d'aménagement

- Présentation de L. Lemoine 10 min
- Tour de table et jeux de questions/réponses 10 min
- 15h35 Le RMT AgroforesterieS: un réseau cousin des RITA?
- Présentation du Réseau Mixte de Technologie par J. Grimaldi (visio) 10 min
- Tour de table et jeux de questions/réponses 10 min
- 15h55 Divers et conclusion

















SYNTHESE DES ÉCHANGES

1 - Introduction

Présentation générale de l'ordre du jour et de l'organisation de l'atelier par S.Saj Désignation des deux rapporteurs :

- Emma Decayeux (stagiaire ISTOM en 973, action 5.1 projet TAD)
- Youri Uneau (Assofwi, animateur action 5.2, projet TAD)

Connexion en visioconférence (compliquée et qui a malheureusement retardé le début de séance) avec J Grimaldi depuis Montpellier

2 - L'Agroforesterie : Intérêt des échanges en inter-CTOM - S. Saj

Constat général à partir des Journée techniques RITA 2018 : faible prise en compte de l'agroforesterie (AF) dans les DOMs ; manque de références et de personnes ressources. Une synthèse sur les enjeux et contraintes des systèmes agroforestiers a été réalisée à travers un nuage de mots informatique et a fait ressortir certains ensembles : [faible, prise, compte], [maintient, biodiversité], [espaces naturels], [création/maintien, emploi], [zones, agricoles], [érosion].

Trois axes ont été identifiés pour développer les Systèmes en Agro-Foresterie (SAF): (i) socio-économique, (ii) écologique et environnemental, (iii) réglementaire. Les principaux freins sont les marchés, les coûts, le manque de référence sur les ITK, l'aspect informel de l'exploitation de type agroforesterie (eg. Jardin créoles, mahorais, abattis), la déforestation, le statut des terres et les conflits au sein des territoires.

A partir du constat d'un certain nombre de problématiques communes et du souhait affiché des acteurs de l'agroforesterie inscrits dans les réseaux RITA d'y travailler ensemble, l'action 5 du projet TAD a été construite de manière à concrétiser plus avant les collaborations et pour atteindre un quorum de participants visibles dans les CTOM et depuis la métropole.

Pour ce faire, il a été décidé de construire des stages de caractérisation des systèmes agroforestiers (SAF) domiens sur la base d'un socle commun (tâche 5.1.). L'objectif est également d'y évaluer les stratégies des agriculteurs pour faire face aux problématiques présentes sur ce type de système de culture. Il y a différents niveaux d'information et de développement des SAF sur chaque territoire ce qui ajoute à la complexité de partage d'information entre les DOMs.

Même si les stages sont construits sur un socle commun, les spécificités de chaque DOM et les institutions d'accueil ont été prises en compte. Ainsi :

- le stage en Martinique se focalisera plus particulièrement sur le café et la protection des cultures ;
- la Guadeloupe sur le café et cacao (un recensement des producteurs existe déjà) ;
- la Guyane possède peu de données, le recensement se fera sur l'ensemble du territoire ;

















- Mayotte se concentrera sur la vanille et les concessions sur foncier forestier ;
- à la Réunion il n'a pas été possible de construire un projet de stage, faute de disponibilité d'encadrants ou d'identification des encadrants potentiels dans les institutions du consortium du projet TAD. En revanche un contrat de CDD est en cours (association Cacao Péi, hébergé par l'Armeflhor) concernant la filière cacao pour mener une étude de faisabilité économique du montage d'une filière de commercialisation par SCIC.

Présentation de la plateforme COATIS et du GT Agroforesterie, regroupant les travaux RITA réalisés depuis 2010. Invitation à s'inscrire dans l'annuaire de COATIS pour avoir accès au GT Agroforesterie, et notamment aux références rassemblées par la coordination du projet (justifié en partie par le statut « privé/confidentiel » de nombreuses contributions).

Question 1 : C. Pinard (MAA)- Des documents sur les SAF dans les DOM (Y.Roederer, J.Tassin au CIRAD-Réunion, dans les années 90), antérieurs à 2010 existent, pourquoi ne pas les avoir intégrés à la base de données ?

IIII n'y a pas de bases de données spécifiques à l'agroforesterie au Cirad. S. Saj a extrait des documents de la base du Cirad (Agitrop) et les a placés dans COATIS. Il y a également déposé d'autres documents qui concernent spécifiquement l'agroforesterie et les Outremers issus d'une recherche bibliographique sur le web. Seuls les documents disponibles de manière numérique ont été déposés, certains datant même des années 60. Il n'y a pas de doutes sur le fait que d'autres documents pertinents dorment dans les archives du Cirad ou ailleurs. Mais leur accessibilité est faible. Une fois les documents papiers retrouvés ils nécessitent d'être numérisés. Ce travail est du ressort des institutions dont les archives ne sont pas, pour tout ou partie, numérisées. S. Saj

Question 2 : U. Mogue (ASSOFWI)- Y aurait-il certains exemples et enseignements à tirer des pays tropicaux producteurs de cacao (Haiti, Cote d'Ivoire etc) ?

Haiti est un ancien important producteur de cacao et de café. Mais le déclin/niveau aléatoire de la production est devenu critique depuis une 30aine d'années (surtout en café). Les SAF qui s'y trouvent représentent des exemples d'associations créoles typiques des Antilles et dont les productions correspondent à celles qui peuvent être envisagées dans les conditions pédoclimatique antillaises. S. Saj

☐a République Dominicaine est le plus important producteur de cacao BIO au monde (70%), et de cacao dans la Caraïbe. Le BIO y est réalisable à ce jour car l'île ne connait ni la moniliose ni le balai de sorcière. Les agriculteurs y sont cependant vieillissants et il y a peu de valorisation des co-produits issus des SAF cacaoyers. Il y est nécessaire de développer des marchés pour ces co-produits pour La République Dominicaine et pour l'export. C'est un bon exemple. S. Saj

De niveau de développement des territoires français est bien plus élevé que celui de ses voisins. Ainsi, le coût de la main d'œuvre ne permet pas d'être concurrentiel sur un marché mondial « classique ». Il est donc nécessaire de trouver un modèle de développement économique propre à ces territoires pour les cultures du type cacao, café, vanille. Plusieurs initiatives à ce sujet ont actuellement cours dans les DOMs. L'agrotourisme autour des plantations de cultures patrimoniales avec de la vente de produits transformés (bâton de cacao, café en grain) est une solution économique qui intéresse de nombreux producteurs. De même la recherche de marchés de niches dans les DOMs, en

















métropole ou à l'export est également une voie vers laquelle certains souhaitent se tourner afin de valoriser au mieux économiquement leurs productions. Il n'existe donc à priori pas de consensus au sein des territoires sur le modèle économique de développement à l'échelle de la filière. Cela soulève la question du post-récolte et de l'organisation/structuration des producteurs en fonction du marché visé et/ou du niveau de transformation envisagé. S. Saj

Question 3: J.J Martial (IT2) – L'agroforesterie se résume-t-elle uniquement aux cultures de café, cacao, vanille ? Les autres cultures type vivrières, maraichères () anciennement pratiquées en agroforesterie souvent négligées. □ a définition des SAF est large et inclue par exemple les haies. Le choix du projet TAD dans sa tâche 5.1 de travailler plus particulièrement sur les cultures de sous-bois (vanille, café, cacao) se justifie pour plusieurs raisons : (i) ces cultures sont à haute valeur ajoutée, (ii) clairement identifiées comme patrimoniales, (iii) perçues comme utiles pour certains gestionnaires de foncier forestier, (iv) de nombreuses initiatives existent à leur sujet sur les 5 DOMs et (v) cultures clairement adaptées à l'ombrage. S. Saj □ e GT AF est preneur de tout document, contact, exemple de systèmes agroforestiers incluant d'autres cultures pérennes que le café, le cacao ou la vanille. En effet, même s'ils existent ou ont existé, il semble difficile d'obtenir des informations sur le sujet. Ainsi, si les participants ont connaissance de ce type de systèmes, d'exploitants, de travaux à ce sujet, ils sont invités à se manifester. En effet, la tâche 5.2 du projet souhaite promouvoir la place de l'arbre en parcelle agricole, et ces exemples y sont les bienvenus. Nous avons besoin de références, avec un objectif de caractérisation de ces systèmes pour avoir plus de visibilité sur l'AF tropicale. S. Saj □ existe des travaux sur la diversification par l'arbre et sur d'autres types de SAF dans le cadre du projet FEADER « Guyagroforesterie » mené dans le 973, qui est en cours. Des renseignements peuvent être pris à ce sujet auprès d'E Oberlis du bureau d'étude « Forest Initiative » (oberlis elsaegmail.com). S. Saj □ Notez bien qu'il y a une demande plus large, en Guadeloupe et Martinique notamment, autour des productions fruitières. Ainsi des travaux sont en cours dans certains DOM et soutenus par différentes structures, comme par exemple en Guadeloupe (ex : ONF, ASSOFWI, SAPCAV). Ils ont pour objectif	de transformation envisagé. S. Saj
dans sa tâche 5.1 de travailler plus particulièrement sur les cultures de sous-bois (vanille, café, cacao) se justifie pour plusieurs raisons : (i) ces cultures sont à haute valeur ajoutée, (ii) clairement identifiées comme patrimoniales, (iii) perçues comme utiles pour certains gestionnaires de foncier forestier, (iv) de nombreuses initiatives existent à leur sujet sur les 5 DOMs et (v) cultures clairement adaptées à l'ombrage. S. Saj Ge GT AF est preneur de tout document, contact, exemple de systèmes agroforestiers incluant d'autres cultures pérennes que le café, le cacao ou la vanille. En effet, même s'ils existent ou ont existé, il semble difficile d'obtenir des informations sur le sujet. Ainsi, si les participants ont connaissance de ce type de systèmes, d'exploitants, de travaux à ce sujet, ils sont invités à se manifester. En effet, la tâche 5.2 du projet souhaite promouvoir la place de l'arbre en parcelle agricole, et ces exemples y sont les bienvenus. Nous avons besoin de références, avec un objectif de caractérisation de ces systèmes pour avoir plus de visibilité sur l'AF tropicale. S. Saj El existe des travaux sur la diversification par l'arbre et sur d'autres types de SAF dans le cadre du projet FEADER « Guyagroforesterie » mené dans le 973, qui est en cours. Des renseignements peuvent être pris à ce sujet auprès d'E Oberlis du bureau d'étude « Forest Initiative » (oberlis elsa@gmail.com). S. Saj Notez bien qu'il y a une demande plus large, en Guadeloupe et Martinique notamment, autour des productions fruitières. Ainsi des travaux sont en cours dans certains DOM et soutenus par différentes structures, comme par exemple en Guadeloupe (ex : ONF, ASSOFWI, SAPCAV). Ils ont pour objectifs d'adapter au mieux couverts et productions. Ces travaux incluent des cultures autres que le café, le cacao ou la vanille ainsi que des essences forestières. M. Cassu Enfin, certaines problématiques sur le foncier forestier, telles que les concessions forestières, imposent des systèmes de culture avec des pla	cultures de café, cacao, vanille ? Les autres cultures type vivrières, maraichères ()
les 5 DOMs et (v) cultures clairement adaptées à l'ombrage. S. Saj Ger AF est preneur de tout document, contact, exemple de systèmes agroforestiers incluant d'autres cultures pérennes que le café, le cacao ou la vanille. En effet, même s'ils existent ou ont existé, il semble difficile d'obtenir des informations sur le sujet. Ainsi, si les participants ont connaissance de ce type de systèmes, d'exploitants, de travaux à ce sujet, ils sont invités à se manifester. En effet, la tâche 5.2 du projet souhaite promouvoir la place de l'arbre en parcelle agricole, et ces exemples y sont les bienvenus. Nous avons besoin de références, avec un objectif de caractérisation de ces systèmes pour avoir plus de visibilité sur l'AF tropicale. S. Saj Rexiste des travaux sur la diversification par l'arbre et sur d'autres types de SAF dans le cadre du projet FEADER « Guyagroforesterie » mené dans le 973, qui est en cours. Des renseignements peuvent être pris à ce sujet auprès d'E Oberlis du bureau d'étude « Forest Initiative » (oberlis elsa@gmail.com). S. Saj Notez bien qu'il y a une demande plus large, en Guadeloupe et Martinique notamment, autour des productions fruitières. Ainsi des travaux sont en cours dans certains DOM et soutenus par différentes structures, comme par exemple en Guadeloupe (ex : ONF, ASSOFWI, SAPCAV). Ils ont pour objectifs d'adapter au mieux couverts et productions. Ces travaux incluent des cultures autres que le café, le cacao ou la vanille ainsi que des essences forestières. M. Cassu Infin, certaines problématiques sur le foncier forestier, telles que les concessions forestières, imposent des systèmes de culture avec des plantes de sous-bois. Dans ce modèle, la vanille, le café et cacao sont adaptés. S. Saj a construction et le design des SAF se fait toujours en discussion avec les producteurs. M Cassu Question 4 et 5 : Mme Fotofili (Wallis et Futuna). Existe-t-il des travaux sur des plantations agroforestières incluant noix de coco ou santal ? Existe-t-il des études sur les différentes variétés de n	dans sa tâche 5.1 de travailler plus particulièrement sur les cultures de sous-bois (vanille, café, cacao) se justifie pour plusieurs raisons : (i) ces cultures sont à haute valeur ajoutée,
incluant d'autres cultures pérennes que le café, le cacao ou la vanille. En effet, même s'ils existent ou ont existé, il semble difficile d'obtenir des informations sur le sujet. Ainsi, si les participants ont connaissance de ce type de systèmes, d'exploitants, de travaux à ce sujet, ils sont invités à se manifester. En effet, la tâche 5.2 du projet souhaite promouvoir la place de l'arbre en parcelle agricole, et ces exemples y sont les bienvenus. Nous avons besoin de références, avec un objectif de caractérisation de ces systèmes pour avoir plus de visibilité sur l'AF tropicale. S. Saj	
ils sont invités à se manifester. En effet, la tâche 5.2 du projet souhaite promouvoir la place de l'arbre en parcelle agricole, et ces exemples y sont les bienvenus. Nous avons besoin de références, avec un objectif de caractérisation de ces systèmes pour avoir plus de visibilité sur l'AF tropicale. S. Saj	incluant d'autres cultures pérennes que le café, le cacao ou la vanille. En effet, même s'ils existent ou ont existé, il semble difficile d'obtenir des informations sur le sujet. Ainsi, si les
besoin de références, avec un objectif de caractérisation de ces systèmes pour avoir plus de visibilité sur l'AF tropicale. S. Saj lexiste des travaux sur la diversification par l'arbre et sur d'autres types de SAF dans le cadre du projet FEADER « Guyagroforesterie » mené dans le 973, qui est en cours. Des renseignements peuvent être pris à ce sujet auprès d'E Oberlis du bureau d'étude « Forest Initiative » (oberlis elsa@gmail.com). S. Saj Notez bien qu'il y a une demande plus large, en Guadeloupe et Martinique notamment, autour des productions fruitières. Ainsi des travaux sont en cours dans certains DOM et soutenus par différentes structures, comme par exemple en Guadeloupe (ex : ONF, ASSOFWI, SAPCAV). Ils ont pour objectifs d'adapter au mieux couverts et productions. Ces travaux incluent des cultures autres que le café, le cacao ou la vanille ainsi que des essences forestières. M. Cassu Enfin, certaines problématiques sur le foncier forestier, telles que les concessions forestières, imposent des systèmes de culture avec des plantes de sous-bois. Dans ce modèle, la vanille, le café et cacao sont adaptés. S. Saj la construction et le design des SAF se fait toujours en discussion avec les producteurs. M Cassu Question 4 et 5 : Mme Fotofili (Wallis et Futuna). Existe-t-il des travaux sur des plantations agroforestières incluant noix de coco ou santal ? Existe-t-il des études sur les différentes variétés de noix de coco et différents ITK en association? I existe des essais cacao/coco au Vanuatu – avec apparemment peu de compétition au niveau racinaire. Des effets d'allélopathie pourraient expliquer les constats de non-	ils sont invités à se manifester. En effet, la tâche 5.2 du projet souhaite promouvoir la
cadre du projet FEADER « Guyagroforesterie » mené dans le 973, qui est en cours. Des renseignements peuvent être pris à ce sujet auprès d'E Oberlis du bureau d'étude « Forest Initiative » (oberlis.elsa@gmail.com). S. Saj Notez bien qu'il y a une demande plus large, en Guadeloupe et Martinique notamment, autour des productions fruitières. Ainsi des travaux sont en cours dans certains DOM et soutenus par différentes structures, comme par exemple en Guadeloupe (ex : ONF, ASSOFWI, SAPCAV). Ils ont pour objectifs d'adapter au mieux couverts et productions. Ces travaux incluent des cultures autres que le café, le cacao ou la vanille ainsi que des essences forestières. M. Cassu Infin, certaines problématiques sur le foncier forestier, telles que les concessions forestières, imposent des systèmes de culture avec des plantes de sous-bois. Dans ce modèle, la vanille, le café et cacao sont adaptés. S. Saj a construction et le design des SAF se fait toujours en discussion avec les producteurs. M Cassu Question 4 et 5 : Mme Fotofili (Wallis et Futuna). Existe-t-il des travaux sur des plantations agroforestières incluant noix de coco ou santal ? Existe-t-il des études sur les différentes variétés de noix de coco et différents ITK en association?	besoin de références, avec un objectif de caractérisation de ces systèmes pour avoir plus
Notez bien qu'il y a une demande plus large, en Guadeloupe et Martinique notamment, autour des productions fruitières. Ainsi des travaux sont en cours dans certains DOM et soutenus par différentes structures, comme par exemple en Guadeloupe (ex : ONF, ASSOFWI, SAPCAV). Ils ont pour objectifs d'adapter au mieux couverts et productions. Ces travaux incluent des cultures autres que le café, le cacao ou la vanille ainsi que des essences forestières. M. Cassu ☐ Enfin, certaines problématiques sur le foncier forestier, telles que les concessions forestières, imposent des systèmes de culture avec des plantes de sous-bois. Dans ce modèle, la vanille, le café et cacao sont adaptés. S. Saj ☐ La construction et le design des SAF se fait toujours en discussion avec les producteurs. M Cassu Question 4 et 5 : Mme Fotofili (Wallis et Futuna). Existe-t-il des travaux sur des plantations agroforestières incluant noix de coco ou santal ? Existe-t-il des études sur les différentes variétés de noix de coco et différents ITK en association? ☐ Lexiste des essais cacao/coco au Vanuatu − avec apparemment peu de compétition au niveau racinaire. Des effets d'allélopathie pourraient expliquer les constats de non-	cadre du projet FEADER « Guyagroforesterie » mené dans le 973, qui est en cours. Des renseignements peuvent être pris à ce sujet auprès d'E Oberlis du bureau d'étude « Forest
ASSOFWI, SAPCAV). Ils ont pour objectifs d'adapter au mieux couverts et productions. Ces travaux incluent des cultures autres que le café, le cacao ou la vanille ainsi que des essences forestières. M. Cassu Enfin, certaines problématiques sur le foncier forestier, telles que les concessions forestières, imposent des systèmes de culture avec des plantes de sous-bois. Dans ce modèle, la vanille, le café et cacao sont adaptés. S. Saj La construction et le design des SAF se fait toujours en discussion avec les producteurs. M Cassu Question 4 et 5 : Mme Fotofili (Wallis et Futuna). Existe-t-il des travaux sur des plantations agroforestières incluant noix de coco ou santal ? Existe-t-il des études sur les différentes variétés de noix de coco et différents ITK en association? Il existe des essais cacao/coco au Vanuatu – avec apparemment peu de compétition au niveau racinaire. Des effets d'allélopathie pourraient expliquer les constats de non-	Notez bien qu'il y a une demande plus large, en Guadeloupe et Martinique notamment, autour des productions fruitières. Ainsi des travaux sont en cours dans certains DOM et
☐ Enfin, certaines problématiques sur le foncier forestier, telles que les concessions forestières, imposent des systèmes de culture avec des plantes de sous-bois. Dans ce modèle, la vanille, le café et cacao sont adaptés. S. Saj ☐ La construction et le design des SAF se fait toujours en discussion avec les producteurs. M Cassu Question 4 et 5 : Mme Fotofili (Wallis et Futuna). Existe-t-il des travaux sur des plantations agroforestières incluant noix de coco ou santal ? Existe-t-il des études sur les différentes variétés de noix de coco et différents ITK en association? ☐ Il existe des essais cacao/coco au Vanuatu — avec apparemment peu de compétition au niveau racinaire. Des effets d'allélopathie pourraient expliquer les constats de non-	ASSOFWI, SAPCAV). Ils ont pour objectifs d'adapter au mieux couverts et productions. Ces travaux incluent des cultures autres que le café, le cacao ou la vanille ainsi que des
M Cassu Question 4 et 5: Mme Fotofili (Wallis et Futuna). Existe-t-il des travaux sur des plantations agroforestières incluant noix de coco ou santal? Existe-t-il des études sur les différentes variétés de noix de coco et différents ITK en association? Il existe des essais cacao/coco au Vanuatu – avec apparemment peu de compétition au niveau racinaire. Des effets d'allélopathie pourraient expliquer les constats de non-	Enfin, certaines problématiques sur le foncier forestier, telles que les concessions forestières, imposent des systèmes de culture avec des plantes de sous-bois. Dans ce
agroforestières incluant noix de coco ou santal? Existe-t-il des études sur les différentes variétés de noix de coco et différents ITK en association? [Il existe des essais cacao/coco au Vanuatu – avec apparemment peu de compétition au niveau racinaire. Des effets d'allélopathie pourraient expliquer les constats de non-	
niveau racinaire. Des effets d'allélopathie pourraient expliquer les constats de non-	agroforestières incluant noix de coco ou santal ? Existe-t-il des études sur les différentes
	 niveau racinaire. Des effets d'allélopathie pourraient expliquer les constats de non-

















de ces associations. Quelques références sont vraisemblablement disponibles auprès de P. Jagoret du Cirad (patrick.jagoret@cirad.fr). S. Saj A l'EPL de Coconi, des essais d'associations cocotiers (3 variétés : nain rouge, nain jaune + hybrides) et élevage (fourrage) semblent fonctionner. Cependant des problèmes de vols (90 % des noix de coco) empêchent actuellement de prendre du recul sur la production de noix de coco. L. Vannesson Il serait intéressant de créer des référentiels pour des associations types avec des variabilités selon les précédents culturaux et les milieux (auteur non identifié) 3 - L'agroforesterie dans les CTOM - Exemple Concessions ONF 971 - S. Lefebvre S. Lefebvre, future stagiaire du projet TAD dans le 971 a présenté les différentes missions de son stage de césure réalisé en 2018 au sein de l'ONF 971 : (1) prospection de zones propices pour la création de concessions en agroforesterie de sous-bois, (2) rédaction du cahier des charges de l'ONF en agroforesterie de sous-bois (3) autres actions de l'ONF en faveur de la redynamisation de l'agroforesterie en Guadeloupe (cf diaporama). Ainsi à partir de ces travaux, quelques 73-74ha pourraient être proposés à des exploitants, majoritairement pour la culture de la vanille et sur deux communes de Basse-Terre. L'ONF a depuis procédé à un 1er appel à projet pour installation en concession. Les grandes lignes des cahiers des charges pour exploitation en sous-bois et pour être lauréat de l'appel à projet ont été présentées. Question 1- M. Desplan (CA971): Il y a de fortes limites dans la productivité des concessions ONF étant donné les exigences du cahier des charges très stricts et la liste restreinte des cultures pouvant y être développées. Les niveaux de productivité et de rentabilité atteints sont-ils tout de même acceptables ? Les travaux autorisés par l'ONF semblent suffisants pour obtenir des rendements satisfaisants eu égard aux investissements effectués. Cependant, il n'existe pas de référentiel pour les SAF donnant les rendements associés selon les ITK et permettant de comparer la productivité de ces systèmes. Aussi s'ajoute une problématique très présente qui est celle des vols de denrée agricole. Pour y faire face, des regroupements de producteurs pour assurer une surveillance collective ou l'investissement dans des barrières se mettent en place. Enfin, la possession de foncier diffère beaucoup au sein d'un territoire et entre les territoires, ce qui créer des différences entre les systèmes et donc sur leur productivité. S. Lefebvre "L'approche marketing des produits issus de ce type de concessions permet de soutenir/développer des marchés de niche. Sur certains types de cultures, étant donné le cahier des charges, la production est obligatoirement bien plus faible en quantité qu'avec des ITK conventionnels. La mise en place de labels et signes de reconnaissance sur les produits est alors essentielle. C'est le cas par exemple de la marque « Esprit Parc » qui existe pour les produits issus des concessions des Parc Nationaux. Dans le cadre de ses concessions, l'ONF prévoit de mettre en place un logo sur les productions issues de SAF. Ces approches ont pour objectif une meilleure valorisation de ces produits. Aussi, le cahier

















des charges imposé est « zéro intrant », et plus restrictif que le cahier des charges de l'AB. Le label AB est donc accessible aux producteurs qui le souhaitent. S. Saj

Question 2 – Y. UNEAU (ASSOFWI) : Existe-t-il une volonté de valorisation au niveau national des productions agroforestières produites avec certaines exigences fortes via des labels, marques, aides financières? Le ministère y travaille dans le cadre du plan de développement de l'agroforesterie (volet DOM et action 4.2), . Le MAA a notamment édité une plaquette informative sur les différents signes de reconnaissance des pratiques d'agroforesterie. Deux marques existent déjà : « Esprit Parc » et « valeur PNR ». Il est essentiel de veiller à ne pas les démultiplier. C Pinard La création d'un label « bois bocager géré durablement » est est en cours de mise en place par l'AFAC-AgroforesterieS, devrait être effectif courant 2019 et sera applicable pour la production de bois à la Réunion. C Pinard Aide financière du programme POSEI pour la production, la commercialisation et la transformation des produits des SAF. Les aides sont attribuées pour différentes cultures selon les territoires. C Pinard Plan de développement rural : 2éme pilier de la PAC. Aides pour l'installation et l'entretien des SAF. Aides également pour les installations non productives (haies ...). C Pinard Question 3 - C. Pinard (MAA). Du 19 au 22 Mai 2019 se déroule Congrès National de L'AF à Montpellier. Le poster de M Rivière y sera exposé. Une participation du projet TAD a-telle été envisagée? Le congrès se déroule trop tôt pour pouvoir présenter des résultats concrets de l'action 5 du projet TAD. Il existe une perspective de présentation des 1ers résultats au niveau national, et hors RITA, lors des journées « Croisons les regards » organisées par le RMT Agroforesterie (2020). S. Saj Troposition de C.Pinard de solliciter les porteurs du projet TAD, s'ils souhaitent participer à la présentation des travaux de M.Rivière sur l'agroforesterie dans les DOM (car son poster a été retenu par le comité scientifique du congrès). C. Pinard

4 - Le Réseau National REUNIR-AF - L. Lemoine

REUNIR-AF est un projet à l'horizon 2018-2021 piloté par l'APCA et l'AFAC-Agroforesterie visant à favoriser l'intégration des SAF dans les politiques publiques et accompagner/promouvoir les bonnes pratiques en agroforesterie. Ce projet est le prolongement du projet Réseau Rural Agroforestier (RRAF), lauréat du précédent appel RRN MCDR (2015-2017) et coordonné à l'époque par l'APCA et l'AFAF. Deux documents de synthèse issus du RRAF sont disponibles en lignes :

- 1) « L'agroforesterie et les arbres ruraux dans les réglementations agricoles, foire aux questions »
- 2) « L'agroforesterie et le statut du fermage »

L'objectif général de REUNIR-AF est de travailler à la meilleure prise en compte des SAF dans la PAC 2020 (piliers 1 et 2), aspects juridiques, réglementaires et financiers, ainsi que















l'accompagnement dans la mise en œuvre des PDR. Les travaux du projet REUNIR-AF est basé sur des interactions et échanges inter-régionaux et des groupes de travail. Les référents régionaux métropolitains en AF sont actuellement au nombre de 11 (sur 13, manquent la Bretagne et l'Ile de France). Il n'y a pas encore d'intégration des DOMs. Un appel à candidature est en cours pour le renouvellement et/ou la sélection de nouveaux référents régionaux. Se pose dès lors la question de l'intégration des DOMs, mais sous quelle forme ? Un référent par territoire ou un seul pour l'ensemble de l'Outre-Mer ? Question 1 : Y. UNEAU (ASSOFWI) : Pourquoi les DOMs n'ont pas été associés à ce projet national ?

Le projet REUNIR-AF est une prolongation du projet RRAF avec des partenaires uniquement en métropole. La construction de ce projet a simplement repris la structuration de ce dernier. Mais à cette occasion des contacts ont été pris avec certains porteurs de projet dont ceux du projet TransAgriDom. Même si ces contacts n'ont pas permis l'intégration des DOMs, ils ont permis de poser les bases d'un échange, comme c'est le cas aujourd'hui L. Lemoine

se pose également le choix des interlocuteurs et de leurs natures dans les DOMs. Les échanges d'aujourd'hui soulignent la diversité des intervenants en agroforesterie sur les territoires ultra-marins (gestionnaires des forêts publiques, organisation de producteurs, chambres, collectivités...) pour que tout le monde soit au courant du projet et commence un travail commun. L. Lemoine

Ces questions sont également valables en métropole avec pour l'instant 1 participant par région (?) chose qui pourrait évoluer. L. Lemoine

☐Après cette 1ère rencontre, les différentes parties prenantes semblent être intéressées pour travailler ensemble sur le projet REUNIR-AF. Les deux livrables du projet RRAF présentés ce jour ont été envoyés par S. Saj à l'ensemble des participants de l'atelier. (note des rapporteurs).

Plus d'informations en ligne : https://rmt-agroforesteries.fr/fr/reunir-af/

5 - Le réseau RMT AgroforesterieS - J. Grimaldi

Plus d'informations en ligne: https://www.rmt-agroforesteries.fr/fr/
Présentation des activités du Réseau Mixte Technologique AgroforesterieS (2014-2018) et prospectives pour un RMT2 (cf. diaporama). Le RMT-AgroforesterieS réuni 90 membres issus de 48 structures de la recherche, du développement et de la formation. Il est coordonné par l'INRA (11 unités de recherche) et l'APCA, financé en partie par le MAA (60 000 €/an). Le « S » final du « RMT AgroforesterieS » souligne la diversité des associations réelles ou encore imaginables. Est évoqué à ce titre le travail de M Rivière (2017) qui met l'accent sur 3 grands types de SAF spécifiques aux DOM-TOM: culture de rente sous forêt, abattis brulis, jardin créole. Le RMT est constitués de 7 groupes de travail dont les objectifs sont opérationnels pour aboutir à des livrables utilisables par tous:

GT 1 : organisation de Rencontres. 2 dates importantes sont à marquer dans les agendas : 24 et 25/04 (Blois), assemblée générale du RMT 10/09 (Paris), journée « Croisons les Regards # 4»

GT2 : Diffusion des connaissances et des informations, notamment via le nouveau site web dont la construction est en cours de finalisation.

















GT3: Création de base de données (littérature scientifique & grise, liste de contacts, pages web de projets de R&D).

GT4 : autour de l'expérimentation, assure un accompagnement des établissements de formation dans la mise en place et le suivi de parcelles expérimentales.

GT 5 : Vise l'identification des beoins de R&D en AF qui émanent des acteurs de terrain et la co-construction de nouvelles démarches de R&D pour y répondre.

GT6 : centré sur la formation, ce GT recense les formations initiales et continues existantes et inventorie les besoins en formation exprimés par les lycées agricoles. GT7 – intitulé « Outils », ce GT recense les outils d'aide à la décision utilisés pour la conception et la gestion des SAF.

Les membres du RMT travaillent à ce jour à une version 2 (2020-2025) en rédigeant une proposition de structuration qui doit être déposée d'ici au 10 mai 2019. La possibilité à cette occasion d'inclure des acteurs domiens est tout à fait possible et largement encouragée. La conception de ce nouveau projet s'effectue par participation à deux réunions (par visio) de co-construction prévues les 13/03 et 04/04 prochains. L'appel à manifestation d'intérêt est donc lancé.

Question 1 : J Grimaldi (INRA) pose 3 questions directement en lien avec ce qui a été présenté:

- Quels liens faire entre RITA et RMT? 0
- Quelle place accorder aux systèmes ultra-marins? Création d'un groupe DOM spécifique ou bien répartition/dilution de la thématique « SAF ultra-marins » dans les différents GT du RMT.
- Qui souhaiterait s'impliquer dans la l'animation d'une action? O

☐ l est tout à fait possible et bienvenu d'échanger et de mutualiser documents
méthodologiques, informations, etc. C'est l'objet de l'invitation du RMT à cet atelier. La
présentation de la répartition en France des SAF intéresse les participants et les résultats
des stages du projet TAD permettront vraisemblablement de commencer à proposer des
données DOM pour la carte du RMT. Un certain nombre de documents sont déjà
disponibles sur la plateforme des RITA COATIS. Il serait également bienvenu de poursuivre
les échanges lors des rencontres « Croisons les regards » organisées annuellement par le
RMT. S. Saj
☐A l'écoute de la présentation, il semble que le nombre d'intervenants est bien plus
important en métropole qu'actuellement dans les DOM. Se pose également la question de
la création d'un groupe DOM spécifique ou bien de la répartition/dilution de la
thématique « SAF ultra-marins » dans les GT existants du RMT. Cette dernière solution
apparait peut-être plus inclusive que la 1ère qui semblerait assez redondante au GT
Agroforesterie des RITA. S. Saj
Le timing proposé pour les réunions de co-construction risque d'être court car nous
sommes nous-même en cours d'organisation. Il semble par ailleurs que les membres du
GT Agroforesterie des RITA ne pourront s'impliquer dans l'ensemble des GT, surtout si l'or
décline la participation à chacun des DOM ou PTOM. Mais les participants sont invités à se
manifester auprès de J Grimaldi et des coordinateurs du RMT (Delphine MEZIERE :
delphine.meziere@inra.fr). Par ailleurs, les coûts de soutien aux frais de transport est une















est un pis-a Le RMT2 s méthodes of formation. O occasion. N avons déjà o nous ce sers sommes bie métropolita l'échange q l'échange q cependant SAF des rég Question 2 recenser les pour les DO lore Malheure pas évoqué lesquelles o qui émaner Grrimaldi Enfin, J Grin en place sur loquestion COATIS son documents projet, rapp et guidera le	Iler qui ne peut être pérenne. S. Saj se présente comme une bonne opportunité par ui ont tout leur intérêt pour certaines thémat Quelles formations créées en DOM ? Il est impous pouvons proposer notre participation sur créé des modules en agroforesterie (MAP du la sit l'occasion de confronter nos points de vue en sûr partants pour les mettre à disposition du ins). D'où l'intérêt de regard croisé sur le con ui nous intéresse pour progresser plus rapider aines thématiques une implication des DOM de difficulté qui se pose est qu'il y a de fortes de la difficulté qui se pose est qu'il y a de fortes de la difficulté qui se pose est qu'il y a de fortes de la difficulté qui se pose est qu'il y a de fortes de la présentation de J Grimaldi évoque ensuite de besoins en R&D. Pour cela, elle pose la quest Ms. Peusement le temps a manqué pour y répondre le . Il s'agit d'enquêtes écrites ou entretiens ou naurait fait remonter les questions de recher t des praticiens de l'AF ou des conseillers qui naldi présente un projet de base documentair le site internet du RMT. La structuration de l'anon-abordée, faute de temps : les document t-ils à mutualiser avec cette future BDD ? La binformatifs de type littérature scientifique et orts de stages). Un message vous sera transmes utilisateurs pour venir y déposer les document en accès libre ou contact des personnes ress	cour mutualiser des outils et des ciques, notamment celle de la cortant de ne pas manquer cette la partie formation car nous Bac Professionnel CGEA). Pour et d'améliorer le contenu. Nous es partenaires (CTOMs et tenu dans l'intérêt de tous. C'est ment. C Bretagne dans le RMT est intéressante. différences et spécificités entre et les activités du GT 5, qui vise à cion des enquêtes disponibles et la nature des enquêtes n'est synthèses de réunions dans che et manques de connaissance les accompagnent — note de J et collaborative en cours de mise a base est rapidement évoquée. In des du GT Agroforesterie, basés sur ase vise à collecter des littérature grise (rapports de nis lors du lancement de la base cents qu'ils le souhaitent		
Principales questions soulevées au cours de l'atelier	uestions oulevées au			
	Perspectives et suites à donne	er _		
Livrable 1	Objet	Mémoires de stages de l'activité 5.1		
	Pilote	S. Saj et J. Louis-Sidney		

Echéance









Fin 2019







	Etapes/Méthode/Acteurs	Présentation ppt + discussions
Calendrier des prochaines réunions du Groupe Thématique	Les différents encadrants et stagiaires du pr poursuivre les échanges et de faire des poin prochains mois. Une première réunion de « réalisée le 18/03/2019. Il est prévu de renou semaines et d'y inclure Mayotte dès que po	ts réguliers au cours des 6 groupe » (971, 972, 973) a été uveler ces réunions toutes les 2-3
Commentaires		
	Perspectives Pour « Les Rencontres Guy	yane 2019 »
	Objet	Restitution de résultats bruts des stages de l'activité 5.1
Livrable 1	Pilote	S. Saj et J. Louis-Sidney
LIVIANIC 1	Echéance	A réaliser lors des rencontres 2019
	Etapes/Méthode/Acteurs	
	Objet	Préparation des scénarios et sélection des cas à filmer dans la phase 2 du projet TAD pour l'activité 5.2.
Livrable 2	Pilote	S. Saj et Y. Uneau
	Echéance	A réaliser lors des rencontres 2019
	Etapes/Méthode/Acteurs	Table-ronde
Propositions	Visite de parcelles en SAF	





















http://coatis.rita-dom.fr/

JOURNEES TECHNIQUES DES RITA

Atelier agroforesterie

27 février 2019, MNE, Paris 12ème







Atelier agroforesterie | Introduction





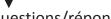
Introduction

Présentation des séguences de l'atelier, S. Saj - 5 min. Désignation de 2 rapporteurs

Temps 1: Entre et au sein des territoires ultra-marins

14h05 L'agroforesterie en inter-CTOM : intérêts des échanges entre territoires

Présentation de S. Saj : quels besoins communs, une 1ère tentative de mise en réseau appliquée : les stages du projet TAD, une boites à outils - 10 min.



Tour de table et jeux de questions/réponses – 30 min

L'agroforesterie dans les CTOM : des systèmes sur des fonciers différents 14h45

Présentation de S. Lefebvre : missions effectuées pour l'ONF Guadeloupe - 10 min



Tour de table et jeux de questions/réponses – 20 min



Atelier agroforesterie | Introduction





Temps 2 : Ponts avec la métropole

15h15 Le projet REUNIR-AF : intégration des SAF dans les politiques agricoles et d'aménagement

Présentation de L. Lemoine - 10 min



Tour de table et jeux de questions/réponses – 10 min

15h35 Le RMT AgroforesterieS : un réseau cousin des RITA ?

Présentation du Réseau Mixte de Technologie par J. Grimaldi (visio) - 10 min



Tour de table et jeux de questions/réponses – 10 min

15h55 Divers et conclusion



http://coatis.rita-dom.fr/









JOURNEES TECHNIQUES DES RITA

Atelier agroforesterie

27 février 2019, MNE, Paris 12ème

L'agroforesterie en inter-CTOM : intérêts des échanges entre territoires

Stéphane Saj, CIRAD



Atelier agroforesterie | Inter-DOM









Atelier agroforesterie | Inter-DOM





Critères	Enjeux	Freins
Economique et social	 Maintien d'activité, diversification, dvpt filière Création d'emploi Sédentarisation Reconnaissance agriculture familiale 	 Etroitesse des marchés Coût d'exploitation ITK Agric. informelle
Ecologique	Frein espèces envahissantesMaintien biodiversité cultivées ou non	 Changement de mentalité
Environnemental	 Lutte contre l'érosion des sols / fertilité Aménagement paysage agricole Protection de l'eau 	ITK de déforestation et ITK des SAF
Réglementation	Mesures 8.1 et 8.2 du PDRCahiers de charges	Statut des terresConflits sur zones classées



Atelier agroforesterie | Inter-DOM

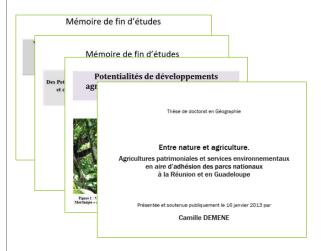




Un intérêt particulier pour les cultures de sous-bois : cacao, café, vanille



Des initiatives/projets à plusieurs échelles : du privé au public, du mono-institutionnel au pluriinstitutionnel



Depuis 2010 : plusieurs rapports de stage et mémoires (entreprises privées, DAAF, ONF, Parcs, Conservatoire, Associations/Coopératives)

- A l'échelle des territoires
 - * FEADER/FEDER : Valab 971, CaféCacao 971, Guiana 973, Agroforesterie 973...
 - * Ecotone 974...
 - * Casdar 976...
 - * VIVEA/FAFSEA: Formations annuelles en Agroforesterie Tropicale 971
- En interaction avec des territoires de la région :
 - * Interreg RECAVACA (971 + Haïti),
 - * Voyages d'études de producteurs chez leurs voisins (ex: 974 > Madagascar et 973 > Brésil)
- Entre territoires ultra-marins et/ou avec la métropole?
 - * Voyage 973 > 971, atelier JTR et AgroEcoDom



Atelier agroforesterie | Inter-DOM





Construction des offres de stages sur la base d'un texte commun

Les systèmes agroforestiers de sous-bois dans les Antilles – Guyane : recensement, typologies techniques, agroécologiques et socioéconomiques de systèmes aux intérêts multiples

Propositions de stages ou de césures / 5-6 mois - niveau bac+4/5

Large assiette d'objectifs:

- déterminer le profil et les motivations des exploitant(e)s
- déterminer structures et compositions des SdC
- ITK / répertorier CdC et certifications
- pbs vs stratégies pour y faire face



MAIS

- Différents niveaux d'informations / territoire
- Différents niveaux d'avancement du développement des cultures de sous-bois
- Différents « barycentres » des institutions d'acccueil

Assurer un socle commun







Atelier agroforesterie | Inter-DOM





Territoire	Institution d'accueil	Collaboration	Spécificité stage
•	AssoFWI	SAPCAV ISTOM Cirad	Orienté cacao, café Recensement existant (2016?)
*	Parc Naturel Régional	AgroCampus Ouest Cirad	Orienté café + une partie protection des cultures
	Cirad	ISTOM ARAG Autres Asso./coop.	Peu de données existantes, pas d'interactions avec foncier forestier
3	EPL Coconi	DARTM	Orienté filière/vanille + Concessions sur foncier forestier (recensement partiel existant)
	-		



Atelier agroforesterie | Inter-DOM





LE GT Agroforesterie, un outil de base permettant le partage :

Ressources <u>publiques</u>: diffusables et consultables auprès/par tous

Ressources privées : diffusables et consultables auprès de la communauté

Appropriables par tous les membres du GT

Espace de travail de documents partagés (type google doc)





Site qui accueille les résultats des travaux RITA











http://coatis.rita-dom.fr/

JOURNEES TECHNIQUES DES RITA

Atelier agroforesterie

27 février 2019, MNE, Paris 12ème









Groupe Thématique : Systèmes Fourragers

Présentation du Groupe Thématique				
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique	Systèmes fourragers Tropicaux			
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	Réaliser un guide sur le fourrage Tropical. Livrable 1 : octobre 2019 établir le plan et contenu du guide Livrable 2 : possibilités de fiches technique /spécificités de chaque territoire.			
	Déroulé de l'atelier			
Date de l'atelier	27 février 2019			
Objectifs spécifiques de l'atelier	Définir la trame d'un guide tropical des fourrages			
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier	Cédric Peret			
Rapporteur(s)/trice(s) de l'atelier	Cédric Peret			
Méthode d'animation (brainstorming discussion, métaplan, jeu de rôle, tours de table)	Brainstorming proposé par 3 groupe de W, mise en commun du travail de groupe, discussion et synthèse du travail pour faire émerger les parties traiter dans le guide			
Participants (Nom / Organisme / Territoire)	Guyane, Guadeloupe, Mayotte, Réunion. Instituts Technique, Cirad. Cf. fiche de présence			















Discussion – Conclusions

Compte rendu

Appréhender le Système « Sols-Plantes-Animaux-Eleveurs » au travers des Territoires d'OutreMer pour mieux répondre aux futurs enjeux du Système Fourrager et accompagner les éleveurs et ainsi optimiser leurs productions.

Retour sur le dernier point atelier système fourrager : réunion téléphonique du 4 février 2019.

Thématique commune à la Guyane-Réunion-Nouvelle-Calédonie :

- ▶ Observatoire de pousse de l'herbe
- ▶ Spir

<u>Objectifs: mutualiser les données de nos territoires avec pour finalités un guide tropical du Fourrage</u> :

- Ne pas se rajouter une charge de travail supplémentaire / projets en cours.

Un guide sur les Fourrages tropicaux : oui !!! mais ???

- Valider une trame commune / aux différents projets.
- Quelles données à utiliser ???
- Un guide qui s'adresse à qui ???
- BUT donner une visibilité à nos travaux techniques et scientifiques.
- Travail commun des structures (CA, ARP) instituts de recherches et techniques (Idele, Cirad. INRA).
- Utilisation des données antérieures mobilisables

Trame du guide

Une première ébauche de la trame du guide est la résultante du travail de groupe des participants de l'atelier en voici la synthèse :

1-classification des systèmes fourragers.

- Systèmes utilisés sur les territoires : au piquet, ranching extensif, intensif etc.
- Autres choix : pâturage tournant dynamique(PTD) pâturage au fil.
- Principaux avantages et contraintes des systèmes.
-

















2- Comment agencer le pâturage.

- Principes de base
- Les erreurs à éviter
-

3-Conduire son pâturage de manière efficiente

- Observatoire de la pousse de l'herbe (courbe de croissance par dom)
- Indicateurs et leviers de conduite : stade de végétation, niveau de fertilisations et amendements, taux d'adventices, inventaires floristique des parcelles, kg de viande /ha, typologie des animaux, climat, nature des sols etc.
- Notion d'aléas ajustement.

4- Valeurs alimentaire des fourrages

- Compilation des données d'analyses chimiques des fourrages et données SPIR de chaque territoire.

5 outils d'aide à la décision.

- Outils de mesures : Herbomètre, SPIR
- Outils de simulation : Herb'avenir, Fast, GrassMan
- Outils de gestion : Wikitrop(adventices)
- Outils de suivi : planning de patûrage, plan de fumure

Principales		questi	ions	Pour qui est le guide ???
soulevées	au	cours	de	L'approche du Guide doit-elle être générique ou par systèmes et
l'atelier				territoires.

Perspectives et suites à donner		
	Objet	Structure du Guide finalisée
Livrable 1	Pilote	CA 973,972, ITEL, ARP 974, Idele,Cirad,IAC ,CANC.
	Echéance	Rencontre TransAgriDom 2019
	Etapes/Méthode/Acteurs	Travail de groupe via atelier Réunion de travail en amont via skype ou tél.
Livrable 2	Objet	Guide du fourrage tropical
	Pilote	CA 973,CA 972, ITEL ARP 974, Idele, Cirad, IAC ,CANC.
	Echéance	Fin 2021
	Etapes/Méthode/Acteurs	 Compilations des données de chaque territoire.















		 Appui des instituts techniques et partenaires scientifiques Appui de l'Idele service stats.
Liverble 2	Objet	
Livrable 3	Pilote	
	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	
	Objet	
Livrable 4	Pilote	
LIVIUDIC 4	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	
Calendrier des prochaines réunions du Groupe Thématique		
Commentaires		
Perspe	ctives Pour « Les Rencontres (Guyane 2019 »
Livrable 1	Objet	Visite d'exploitations en pâturage tournant pilote sur le projet GuyaPatur'
	Pilote	Ca 973
	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	Echanges avec les éleveurs et techniciens,

Objet Pilote

Echéance

Etapes/Méthode/Acteurs

Livrable 2

Propositions









Groupe Thématique : Matériel Végétal de Qualité

Présentation du Groupe Thématique		
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique	Les enjeux du groupe thématique sont de développer des solutions innovantes et lever les contraintes règlementaires pour la production de matériel végétal de qualité (semences, vitro plants, greffons, boutures,) dans les contextes tropicaux.	
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	 Accompagner les professionnels vis-à-vis de l'évolution de la réglementation sur les semences maraichères. Echanger sur la mise en place (technique, réglementaire, financière, organisationnelle) de dispositifs de production de plants de qualité pour les espèces végétales à multiplication végétative (hors agrumes). Partager les expériences et documents techniques dans le cadre de la mise en place des dispositifs de production de plants d'agrumes de qualité. Rappel des livrables : Etat des lieux des dispositifs de production de plants d'agrumes de qualité dans les DOMs Elaboration et mutualisation de documents techniques Identification des variétés d'agrumes à intégrer au catalogue cf à la réglementation CAC Inventaire des variétés impliquées par la réglementation sur les semences maraichères DOMs 	
Déroulé de l'atelier		
Date de l'atelier	27/02/2019 (14-16h)	
Objectifs spécifiques de l'atelier	 Faire un bilan de l'état d'avancement des livrables du projet. Echanges/discussions sur les principales problématiques rencontrées par les participants en lien avec les thématiques du groupe de travail Identification de problématiques nouvelles/émergentes. 	
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier	Patrice CHAMPOISEAU (IT2 Guadeloupe, Martinique)	
	Benoit HEUGUET (IT2 Guadeloupe, Martinique)	

















Méthode d'animation (brainstorming discussion, métaplan, jeu de rôle, tours de table) Préparation de l'atelier : 15 jours avant l'atelier, un message de sollicitation a été envoyé à l'ensemble des inscrits pour collecter les besoins en terme de problématiques/sujets à aborder. Méthode d'animation : présentation d'un ordre du jour basé sur les livrables du projet et prises de paroles libres et spontanés.	Rapporteur(s)/trice(s) de l'atelier	
Participants (Nom /	(brainstorming discussion, métaplan, jeu	sollicitation a été envoyé à l'ensemble des inscrits pour collecter les besoins en terme de problématiques/sujets à aborder. Méthode d'animation: présentation d'un ordre du jour basé sur les
Organisme / Territoire) Cf. Fiche de présence en Annexe	Participants (Nom / Organisme / Territoire)	Cf. Fiche de présence en Annexe

Discussion – Conclusions

Compte rendu

En préambule, un rappel des enjeux et objectifs du groupe technique a été réalisé, ainsi qu'un historique des travaux réalisés, notamment dans le cadre de la filière agrumes. Il a également été rappelé l'intérêt du groupe thématique pour identifier des problématiques émergentes. A ce titre, P. Champoiseau a souligné qu'il n'avait reçu aucun retour à son message de préparation de l'atelier technique.

Ensuite les Principaux Livrables du projet ont été rappelé et des discussions ont été engagées autour de chacune des thématiques abordées :

- Etat des lieux de la réglementation relative aux semences maraichères.

Mise en application de la réglementation à fin décembre 2019 : Les semences maraichères utilisées en Europe doivent être inscrites au catalogue officiel national ou européen. L'import de semences en dehors d'Europe reste toujours compliqué. Bien que certaines variétés présentent un réel intérêt (qualité gustative, résistance aux maladies...), le dépôt des dossiers reste une étape chronophage et onéreuse car les territoires et les débouchés ultra-marins sont limités, il n'y a aucun réel l'intérêt pour les semenciers de procéder à l'enregistrement sur le catalogue européen pour des espèces adaptées en milieu tropical.

La liste des semences maraichères présentes dans les territoires ultra marin doit être réalisé et remonté au principal concerné. (Pierre ERHET).

Dans chaque DOM, un référent pour l'état des lieux/inventaire des variétés maraîchères utilisées a été identifié (feuille d'émargement cf Patrice)

Réunion : Eric Lucas

<u>Guadeloupe :</u> Benoit Heuguet <u>Martinique :</u> Isabelle Jean-Baptiste

<u>Guyane</u>: Géraldine Paul <u>Mayotte</u>: Bryce Bouvard

















(pas d'état des lieux mais peut être fait rapidement. Projet de structuration (AB) 🔿 référencement)

→ Fin avril: Etat des lieux des cultures et besoins

Bilan de la mise en place des dispositifs de production de plants d'Agrumes :

Guadeloupe: OK

Martinique : Quasiment fini

Mayotte: Mise en place serre et matériel végétal. (Mais pas de livrable). Finalisation de la liste des

<u>Réunion</u>: Attente de certification (pas de correspondant clair)

Guyane : introduction des variétés par le CIRAD, cahier des charges validé, appel à projet lancé auprès des pépiniéristes, au niveau certification : sensibilisation mais le projet GuyaFwui ne prends pas.

→ P. Champoiseau doit recontacter Hugues de Boisgrollier (correspondant SOC) par rapport au suivi de la certification CAC Agrumes

Nouveauté règlement européen :

- Passer à un système d'équivalent passeport.

→ Attente CTIFL

- Quelle filière serait concernée ?
 - Dispositifs de production de plants de qualité pour les autres filières :
- P. Champoiseau a évoqué les travaux en cours menés par l'IT2 et ses partenaires dans le cadre du RITA pour les filières Igname, patate douce, ananas et banane plantain. Les travaux concernent la contribution à l'élaboration des dossiers pour la demande d'introduction de vitro-plants et le développement d'innovations pour la multiplication de dispositifs de production de plants économiquement viables pour les espèces à multiplication végétative.

La filière ananas a été choisie come modèle pour cette action et il est prévu la diffusion des travaux sur la multiplication précoce de plants issus de vitro plants.

1) Livrable & Perspective:

semences maraichères.

Catalogue : Lister et ajouter certaines variétés de l'ARMEFHLOR.

Dossier : Inventaire des variétés intéressantes

Etude: Besoin réel, alternative envisageable, complication s

Coatis: Créer et agrémenter l'espace collaboratif → Faire une remonté à la DGAL de tout cela.

Agrumes:

Remettre à niveau les différents dispositifs (mettre à jour film)















Coatis: Créer et agrémenter l'espace collaboratif

- Ananas:

Fiche technique & I.T.K

Organisation et compréhension de la filière,

Compréhension virus/cochenille/fourmis

Thèse ANSES : sur le WILT (compréhension diversité virus et cochenille), acclimatation, plein

champs.

CASDAR Anabio (réunion)

Coatis: Créer et agrémenter l'espace collaboratif

Principales questions soulevées au cours de l'atelier

	Perspectives 6	et suites à donner	
	Objet	Etat des lieux des dispositifs de production de	
		plants d'agrumes de qualité dans les DOMs	
Livrable 1	Pilote	P. Champoiseau / B. Heuguet	
	Echéance	31/12/2019	
	Etapes/Méthode/Acteurs	Responsables des dispositifs dans chaque DOM – Tableau partagé à compléter	
	Objet	Identification des variétés d'agrumes à intégrer au catalogue cf à la réglementation CAC	
Livendala 2	Pilote	B. Heuguet	
Livrable 2	Echéance	30/06/2021	
	Etapes/Méthode/Acteurs	Responsables des dispositifs dans chaque DOM – Tableau partagé à compléter	
	Objet	Inventaire des variétés impliquées par la réglementation sur semences maraichères DOMs	
Livrable 3	Pilote	P. Champoiseau	
	Echéance	31/12/2019	
	Etapes/Méthode/Acteurs	Identification de référents par DOM – tableau partagé dans Coatis	
	Objet	Elaboration et mutualisation de documents techniques : multiplication ananas	
Livrable 4	Pilote	B. Heuguet	
	Echéance	30/06/20121	
	Etapes/Méthode/Acteurs		
Calendrier des prochaines réunions du Groupe Thématique	A définir		
Commentaires	Suggestion de renouvellem aucun volontaire identifié	ent de l'animation du groupe thématique mais	













Perspectives Pour « Les Rencontres Guyane 2019 »	
Objet	A définir
Pilote	
Etapes/Méthode/Acteurs	
Objet	A définir
Pilote Echéance	
	Objet Pilote Echéance Etapes/Méthode/Acteurs Objet

















ANNEXE

Feuille d'émargement



Atelier 3 : Matériel végétal de qualité Animé par Patrice Champoiseau

27/02/2019 14H00 - 16H00

ORGANISME	NOM	SIGNATURE
EPN de Coconi	BOUVARD Bryce	338
Institut Technique Tropical	CHAMPOISEAU Patrice	TAS.
TAB	CONSEIL Mathieu	35
Institut Technique Tropical	DAGUIER Marie	a de la composition della comp
Cirad	DUVAL Marie-France	
Ministère de l'Agriculture / DGAL /	EHRET Pierre	
NovAmazone	EPAILLY Brice	Gaille
UHPR	FAGES Patrice	
ITAB	FLEURY Camille	
CTCS Guadeloupe	GROSSARD Frédy	-60.
Institut Technique Tropical	HEUGUET Benoit	3
Chambre d'Agriculture de Guadeloupe	JEAN-CHARLES Pascal	
Chambre d'Agriculture de La Réunion	LUCAS Éric	donnas
Chambre d'agriculture de Guyane	PAUL Géraldine	auto
Cirad	POSER Christophe	6m.
Cirad/Université de la Réunion	REYNAUD Bernard	
GRAB MARTINIQUE	RIJO Raymond	
Conseil Départemental de Mayotte	SAID HACHIM Siti Frahati	The
EPN de Coconi	SOULEZELLE Juliette	
Cirad	VERNIER Philippe	Cul
Direction de l'Agriculture PF	WONG Maurice	Allen
L' Alelier Payson	DUIS 17 thibalt	Fridal
TTAR	PARVEAUD Claude -6	i Dond.













Atelier 3 : Matériel végétal de qualité Animé par Patrice Champoiseau

ORGANISME	NOM	SIGNATURE
CA Halingque Consultant.	JEAN-POAPTISTE Jestelle Heanteur SASTIE	Bartis













Groupe Thématique : Santé, bien-être et utilisation raisonnée du médicament vétérinaire

Présentation du Groupe Thématique		
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique		
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	Livrables phase 1 : inventaire des pratiques de santé et bien être animal (BEA), évaluation de la consommation d'antibiotiques Livrables phase 2 : fiches techniques et /ou guide de bonnes pratiques	
Déroulé de l'atelier		
Date de l'atelier	27 février 2019	
Objectifs spécifiques de l'atelier	Recenser les territoires qui participent et des référents par territoire. Se mettre d'accord sur les données à récolter et un calendrier	
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier	Laure Dommergues	
Rapporteur(s)/trice(s) de l'atelier		
Méthode d'animation	Brainstorming, tours de table	
Participants (Nom /	Guadeloupe, Guyane, Mayotte, Réunion	
Organisme / Territoire)	Cf. fiche de présence	
Discussion – Conclusions		

Compte rendu

1. Rappel sur l'historique de l'atelier

Création d'une section animale, intérêt commun de tous les DOM autour de la problématique des tiques, création du réseau inter-DOM TOM Valentine, élargissement des thématiques de l'atelier au BEA et aux volailles.

2. Plan Eco Antibio

Échanges sur les pratiques dans les DOM:

- En Guadeloupe on achète du Cyclosol (tétracycline) comme des bananes
- En Guyane, les veaux ont droit à un cocktail à la naissance à base de vitamines, Fer, antibiotiques et larvicides. Ce n'est pas idéal mais cela a fait diminuer drastiquement le taux de mortalité des veaux, les éleveurs en sont donc très contents.

















- A Mayotte, les éleveurs achètent des « vitamines » à Madagascar, mais le flacon indique qu'il s'agit d'antibiotiques (tétracyclines principalement).
- Dans plusieurs DOM, les éleveurs ne savent pas très bien quel médicament est un antibiotique et lequel n'en est pas.

Préparation d'une enquête sur la consommation d'antibiotiques :

- Discussion sur la cible : éleveurs ? vétérinaires ? La Guyane pense que c'est plus simple d'interroger les vétos. En Guadeloupe il sera facile d'interroger les éleveurs. La Réunion pense qu'on peut se rapprocher de la DAAF pour avoir les données concernant les vétos.
- Questions à poser : elles doivent être simples et peu nombreuses
 - Quel est le fournisseur de médicament (ex : véto, pharmacien, internet, autre)
 - Quel est le référent en termes de médicament vétérinaire (ex : véto, pharmacien, internet, autre)
 - Pour quelle(s) maladies utilisez-vous des antibiotiques ?
 - o A quelle dose?
 - A quelle fréquence (X fois / jour-mois-an)
 - Enregistrez-vous par écrit ou informatique vos utilisations d'antibiotiques ?
- Quels peuvent être les référents ?
 - Mayotte: Coopadem, Laure Dommergues ou remplaçant
 - Réunion: GDS, Olivier Esnault
 - Guadeloupe: ITEL, Xavier Xande mais cap Viande réalisera l'enquête
 - Guyane : Nathalie (0694401008). Cédric Perret pourra donner le protocole de démarrage des veaux.
- Proposition de voir avec les DAAF pour faire un questionnaire spécifique lors de la VSB (visite sanitaire bovine) obligatoire réalisée par les vétérinaires sanitaires.
- 3. BEA

Échanges sur les nouveautés

- La Réunion a été formée à l'utilisation de BoviWell par Vincent Manneville (IDELE). C'est un outil excel basé sur les 5 libertés mis en place en métropole à l'initiative d'industriels type Mc Do pour certifier leurs productions.
- Geoffrey Chiron indique que l'ITAVI a développé un outil pour l'évaluation en 1h du BEA en élevage de volaille : l'application EBENE

https://www.itavi.asso.fr/content/protocole-ebene-guide-pour-les-utilisateurs

- En Guadeloupe, comme à Mayotte, le BEA n'est que rarement pris en compte. L Vannesson (Lycée agricole Mayotte) explique qu'elle fait une réduction sur le prix de vente des bovins s'ils sont transportés dans des conditions décentes (bétaillère homologuée) et pas dans le coffre d'un pick-up. La question du piquet se pose pour ces 2 départements. En effet, la réglementation a voulu interdire l'attache.
- C Perret note que le BEA est aussi un problème de conditions de travail des éleveurs. Par exemple, il est plus facile de distribuer du concentré que de faire du foin pour le bétail.
- A Mayotte la saisonnalité influe beaucoup sur le bien-être et les pratiques à mettre en œuvre pour le préserver : en saison des pluies, la boue complique le maintien du BEA sur de petites surfaces.
- 4. Divers
- En Guadeloupe, le problème des mouches (Stomoxes) est une dominante. Ils se posent la question de la résistance des mouches à la deltamétrine. La Réunion indique que les mouches se développent principalement en présence de fumier. Il faudrait l'éloigner ou le















composter pour éviter que les mouches ne se reproduisent. De plus ils ont mené des études de lutte avec une association insecticide et écran blanc. Ça semble bien marcher.

- La DAAF a mandaté le Cirad Guadeloupe pour faire une étude sur la dermatophilose, le risque de résistances aux antibiotiques et le risque de trouver des résidus dans la viande.

Principales	questio	ns
soulevées au	cours	de
l'atelier		

Perspectives et suites à donner Utilisation du médicament vétérinaire (en Objet particulier les antibiotiques) Pilote Mayotte Coopadem Echéance Avant la Guyane pour présenter les résultats en Guyane Livrable 1 Etapes/Méthode/Acteurs Proposer le questionnaire aux référents Les référents mènent l'enquête et rendent les résultats au pilote Le pilote prépare un rendu pour le séminaire en Guyane Objet Pilote Livrable 2 Echéance Etapes/Méthode/Acteurs Calendrier des prochaines réunions du Groupe Thématique Commentaires

Perspectives Pour « Les Rencontres Guyane 2019 » Objet Pilote Echéance Etapes/Méthode/Acteurs Objet Pilote Pilote

















	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	
Propositions	Visite d'élevage	Thématique : BEA Démonstration de l'utilisation de l'outil Boviwell (cf. Idele ou GDS Réunion)













Groupe Thématique : Société Agriculture Ruralité

Présentation du Groupe Thématique		
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique	En lien avec des thématiques transversales fortes du développement agricole et rural en Europe, créer du lien, des échanges, des questionnements avec d'autres acteurs du territoire afin de proposer un accompagnement sur des activités synonymes de plus value des activités de production et mettre en lumière les parcours, succès et difficultés de parties spécifiques de la population agricole et rurale	
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	Identifier et formaliser des bonnes pratiques pour d'une part les valoriser et d'autre part diffuser les leviers qui ont permis d'éviter certains freins Dresser des portraits dans des univers différents Engendrer des liaisons avec d'autres projets MCDR	
	Déroulé de l'atelier	
Date de l'atelier	Mercredi 27 février 2019, 16H	
Objectifs spécifiques de l'atelier	Etablir une feuille de route pour le groupe d'ici les rencontres de Guyane Valider les premiers outils : questionnaire auprès des porteurs de projets, réseau d'acteurs à mobiliser sur les territoires, livrables envisagés	
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier	Cécile Morelli – EPN de Coconi, animatrice du Réseau rural 976	
Rapporteur(s)/trice(s) de l'atelier	Stéphane RAVELOJAONA– EPN de Coconi, chargé de mission RITA	
Méthode d'animation (brainstorming discussion, métaplan, jeu de rôle, tours de table)	Discussions ouvertes à partir de données déjà récoltées et partages d'expériences et de ressources	
Participants (Nom / Organisme / Territoire)	Voir annexe émargement des participants	

















Discussion – Conclusions

Compte rendu

Cet atelier fait suite aux travaux réalisés durant les AgroEcoDom qui ont permis une ouverture vers les Réseaux Ruraux Régionaux et les GAL (programme européen LEADER) mais également vers d'autres acteurs du territoire. Un cadrage du thème de l'atelier a été suggéré, en lien avec les actions TRANSAGRIDOM, il est proposé d'aborder des thématiques transversales autour des thèmes suivants :

- L'agrotourisme/ valorisation agroalimentaire
- L'égalité sociale dans les DOM

1ère partie L'Agrotourisme, y compris valorisation agroalimentaire des productions

L'intérêt de développer cette thématique est le fait qu'elle s'ancre sur le territoire. En premier lieu, qu'entend-on par **agrotourisme** ?

Objectifs

A partir de la valorisation des pratiques identifiées des agriculteurs, des pistes d'accompagnement peuvent être lancées.

Propositions de tâches à réaliser :

- Repérage des acteurs par territoire
- Repérage des porteurs de projet
- Repérage des accompagnateurs de ces porteurs de projet
- Quelles sont les bonnes pratiques
- Quelles sont les difficultés
- Quels sont les besoins

Points de vigilance

- Identifier des personnes déjà installées en agriculture et qui veulent faire de l'agrotourisme → condition pré requise d'être agriculteur-trice avant tout

Méthode

1. Elaborer le questionnaire, s'assurer de sa pertinence → Un questionnaire qui s'oriente vers qui ?

Le questionnaire doit présenter tout un déroulé de question qui permet de préciser le projet du porteur de projet ; il devra notamment faire ressurgir :

- Les difficultés réglementaires
- L'accès à la formation
- L'accès aux acteurs de l'accompagnement
- Quels partenariats?
- La question financière : quel coût (de mise en place) pour quelle valorisation de son activité
- Les aspects communication
- Eventuellement un pendant consommateurs/étude de marché → quels sont les clients, le public cible ?

















Est évoquée la possibilité de passer par des stagiaires pour le faire remplir

Dématérialiser le questionnaire → Faire un questionnaire en ligne auprès d'organismes accompagnateurs (Chambres consulaires, Réseau Rural, Leader GAL, CRESS, Intercommunalité, BGE ...)

Est évoquée l'association SOURCES (Massif central) qui aurait fait un questionnaire dans ce sens (mais recherches infructueuses → à préciser)

- 2. Constituer un listing exhaustif par territoire de ces structures relais
- 3. Avoir des retours d'expérience, illustration par différents parcours dans ce domaine de l'agrotourisme qui pourront servir à d'autres porteurs de projet (témoignage de Tonton léon en Martinique)

Témoignage de mise en place d'un schéma de développement d'un projet agrotouristique, projet évolutif, fil conducteur du projet

4. Créer une boite à outil (2ème phase).

Cela peut ouvrir un autre questionnaire auprès des consommateurs, qu'attend le consommateur ?

2^{ème} partie Egalité sociale Homme/Femme/Jeune Objectifs

L'appel à projet MCDR a mis en avant la place des femmes dans le monde agricole et rural. Dresser des portraits de femmes agricultrice et/ou des entrepreneuses, récupérer des données statistiques sur l'évolution des activités des femmes.

Quels sont les freins et les leviers pour faire avancer les femmes ? Comprendre ces freins et leviers Quels sont les organismes qui s'intéressent aux problèmes des femmes ? Mettre ce thème en liaison avec le thème précédent

Méthode

Interroger les personnes qui travaillent sur l'accompagnement

Mobiliser des études disponibles sur les femmes dans les DOM

Ressources à explorer : Les Pionnières de Guyane, fonds de garantie d'initiatives des femmes... Lien avec les groupes parlementaires (Colloque, délégation sénatoriale aux outre-mer et délégation sénatoriale aux droits des femmes)

Invitation à un autre projet MCDR :

USAGER-E-S, piloté par l'Atelier Paysan ; objectif : capitaliser sur les méthodes de formation et de recensement des autoconstructions, accompagner le processus de l'auto construction ou de l'auto réhabilitation en lien avec les projets d'installation.

Doit-il y avoir des outils spécifiques pour les femmes (ou problème d'ergonomie en général) ? un accompagnement spécifique ?

Dans ce cadre là, ouverture vers d'autres champs du monde rural pour construire des communs : la recherche, l'agritourisme, les espaces tests, les CIVAM (en existe des féminins), FNAB (enquête sur la place des femmes et la répartition des tâches)...

















Principales questions soulevées au cours de l'atelier	Comment mobiliser les acteurs par rapport à nos actions ? Quel lien entre agrotourisme et agroécologie ? Quels sont les objectifs/ motivations des porteurs de projet sur le volet agrotouristique et agro écologique ? Quels effets sur le territoire en mettant en place ce type de projets d'agrotourisme/agroécologie ? Quelles ressources peuvent mobiliser les femmes dans les DOM ? Est-ce que les projets/financeurs peuvent écarter les femmes ? Qui fait quoi quand au sein de l'exploitation ? Lien entre les deux thématiques : est-ce que les projets agrotouristiques/ transformation agroalimentaire/agroécologie ne sont-ils pas le plus souvent portés par des femmes, des jeunes ?	
Perspectives et suites à donner		
	Objet	Listing par département des structures relais à solliciter sur la connaissance des porteurs de projets en agritourisme ou l'accompagnement spécifiques des femmes
Livrable 1	Pilote	Cécile Morelli RR976
	Echéance	AVRIL 2019
	Etapes/Méthode/Acteurs	Identification d'une personne ressource par département qui récolte les informations et les partage sur COATIS
	Objet	Questionnaire partagé - en ligne - version papier
Livrable 2	Pilote	Cécile Morelli RR976
	Echéance	JUIN 2019
	Etapes/Méthode/Acteurs	Remarques/corrections/validation par les membres du group e de travail
Calendrier des prochaines réunions du Groupe Thématique	Point téléphonique entre les différentes personnes ressources sur chaque territoire Avancement des questionnaires	
Commentaires		















Perspectives Pour « Les Rencontres Guyane 2019 »		
	Objet	Visites/enquêtes filmées pour alimenter
		les portraits de porteurs de projets
Livrable 1	Pilote	Cécile Morelli/Florence Caniparoli
	Echéance	Octobre 2019
	Etapes/Méthode/Acteurs	
	Objet	Fiche technique sur une première
		synthèse des enquêtes
Livrable 2	Pilote	Cécile Morelli/Florence Caniparoli
	Echéance	Octobre 2019
	Etapes/Méthode/Acteurs	
Propositions		

















Groupe Thématique : Fertilisation et fertilité des sols

Présentation du Groupe Thématique		
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique	Les sols sont au cœur des grands enjeux planétaires pour la sécurité alimentaire. La qualité des sols garantit le maintien de la productivité et est une clé de réussite pour la transition agro-écologique, et notamment la substitution au moins en partie d'engrais chimiques par des amendements organiques.	
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	L'objectif est de mutualiser les connaissances inter-DOM et de créer des supports communs de transferts qui semblent adaptés. Cette tâche ciblera 2 thématiques spécifiques : l'Inventaire des matières fertilisantes d'origine organique et le développement d'indicateurs de la vie biologique des sols. Livrables : 1 film inter- DOM sur l'activité biologique des sols 1 film inter-DOM sur l'utilisation des matières organiques 1 note technique sur les indicateurs de l'activité biologique des sols	
Déroulé de l'atelier		
Date de l'atelier	Mercredi 27 février 2019	
Objectifs spécifiques de l'atelier	 Partage d'informations sur la disponibilité des MO dans les DOM Critères analytiques pertinents des MO : base de données (quels types d'analyses sont importantes voire indispensables) Exemple d'application issue d'un travail d'analyse des bases de données → Création d'un outil d'aide à la décision (AOD) 	
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier	Virginie Van de Kerchove (Chambre Agriculture, La Réunion) William Montaigne (Solicaz, Guyane)	
Rapporteur(s)/trice(s) de l'atelier	Maëva Miralles (ARP, La Réunion) Mathilde Heurtaux (ACTA, Paris)	













	Présentation power-point – échange et récolte d'informations avec	
	les participants	
	Programme de l'atelier (durée 2 heures)	
	• Introduction (objectifs/programme): W. Montaigne (5 mn)	
	• Intérêts de l'utilisation des MO en agriculture : W. Montaigne (5 mn) & V. Van de Kerchove (5 mn)	
	 Présentation de travaux sur le recensement de gisements de différents types de MO – projet GABIR: V. Van de Kerchove (10 mn) 	
	 Echanges avec les participants sur le recensement dans les autres territoires (20 mn) 	
Méthode d'animation (brainstorming discussion, métaplan, jeu de rôle, tours de table)	 Présentation de résultats sur les qualités agronomiques des différentes MO. Projet GUYAFER-RITA Guyane : W. Montaigne (5 mn), bases de données à La Réunion via différents projets : V. Van de Kerchove (5 mn) 	
	 Echanges avec les participants : discussion de la pertinence de la mise en place d'une base de données sous un même format afin de faciliter le transfert + discussion du format à adopter (20 mn). 	
	 Exemple d'utilisation de base de données → élaboration d'outils d'aide à la décision. Présentation de <u>l</u>'outil d'aide à la fertilisation Ferti-Run : V. Van de Kerchove (10 mn) 	
	 Echanges avec les participants: liste des outils existants dans les différents territoires avec leurs caractéristiques - adaptation des outils aux autres territoires (30 mn). 	
	Conclusion – synthèse rapide des échanges lors de l'atelier : W. Montaigne & V. Van de Kerchove (5 mn)	
	Liste des participants déposée à l'organisation des rencontres inter- DOM 2019 Paris	
Participants (Nom / Organisme / Territoire)		

















Discussion – Conclusions

Compte rendu

1. <u>Importance de l'utilisation des MO</u>

Maintien d'un sol vivant et productif.

Economie circulaire – valorisation de matières organiques produites localement, ayant un statut réglementaire de « déchet » ou de « produit ».

En *Guyane* : étude du projet RITA « Guyafer » porté par Solicaz.

Intérêt des agriculteurs: Beaucoup d'agriculteurs ont entendu parler de l'utilisation de MO. Dans le panel étudié (enquête réalisée sur une soixante d'agriculteurs), la moitié d'entre eux a suivi une formation. La moitié des agriculteurs produisent la MO qu'ils utilisent mais l'autosuffisance est rare.

35% utilisent de la MO seule, 10% engrais chimiques seuls, 45% mixte, 10 % rien du tout (abattis).

⇒ Fort intérêt des agriculteurs pour l'utilisation des MO, en Guyane.

Projet CASDAR GABIR à La Réunion, porté par le Cirad

Objectif : favoriser l'autonomie du secteur agri : remplacement des engrais minéraux importés par des biomasses locales (au-delà des matières fertilisantes et amendantes : alimentation animale, litière, paillage, support de culture)

- Etudier l'offre
- Favoriser leur utilisation : 4 cas d'étude

2. Gisements de MO

Les gisements des différents types de matières organiques (effluents brut, traités, normés...) produites à La Réunion ont été mis à jour (tonnes produites par commune) et la base a été élargie à d'autres biomasses.

Les gisements ont augmenté depuis 2006, de nouvelles biomasses sont apparues (ex. fientes de poules séchées et granulées qui sont normalisées et vendues) ; d'autres types ont disparu (ex. compost de géranium). Dans certains cas, les caractéristiques ont évolué ...

GABIR étudie 4 cas d'étude de retour au sol ou d'utilisation en élevage de biomasses.

Echanges sur le recensement des MO (types, gisements) dans les différents territoires :

<u>Martinique et Guadeloupe</u>: l'IT2 avait fait un travail dessus (Jérôme Tirolien) mais pas pérennisé, on attend son remplacement. IT2 a publié un guide de la fertilité organique.

En Guadeloupe il y a 3 SITA (stations de compostage filiales de SUEZ).

En <u>Martinique</u>, 2 unités de transformation : 1 ? en sac certifié, et l'autre un compost de déchets ménagers urbains en vrac. Les producteurs de bananes, d'ananas et les canniers utilisent beaucoup de MO de ces unités ; en maraîchage : de plus en plus, mais les outils pour l'apport (matériel d'épandage, énergivore) sont un frein. Il existe un gisement au niveau de l'aviculture ; un partenariat a été récemment mis en place en Martinique entre les volaillers et les agriculteurs















(ne permet pas de quantifier les quantités). Cela commence à entrer dans les pratiques culturales des agriculteurs.

Deux unités de STEP : les boues sont épandues directement en banane et en canne chez un agriculteur.

Elevage porcins : les agriculteurs mettent leurs parcelles gratuitement à disposition pour l'épandage.

Le frein reste l'épandage lorsque l'on est sur de petites surfaces (matériel de 3 à 4 t possible seulement sur grandes surface de banane et canne).

Broyage de hampes de banane pour épandage au champ sur les jachères avant d'installer une nouvelle bananeraie

Il y a des formations d'agriculteurs à la fabrication et l'utilisation du compost (EPL)

+Broyage et enfouissement de plantes de service (engrais vert), BRF, paillage, ...

Autre gisement potentiel aux Antilles : les sargasses, mais n'ont aucun intérêt en agriculture ; au contraire, elles sont nuisibles aux cultures.

ALBIOMA présent aux Antilles : la bagasse est compostée.

Plants d'ananas : 50% de MS

Mayotte et Guyane : Absence de données de recensement

Seulement 1 station de compostage en Guyane.

Frein en Guyane : le territoire est très grand, les exploitations se situent à plusieurs dizaines voire centaines de kilomètres de la source de production.

A <u>La Réunion</u>, on est parti des cheptels pour estimer les gisements issus des élevages. La bagasse issue du broyage de la canne à l'usine est utilisée pour produire de l'électricité. Il est difficile d'estimer la quantité de paille qui est restituée aux sols de celle qui est exportée des parcelles puis donnée au bétail.

<u>Polynésie</u>: une entreprise fait du compostage urbain et revend des sacs de terreau (contractualisation avec des communes). Compostage de fiente de poule: pas encore mais en cours de démarrage; les fientes de poule sont directement épandues en maraîchage, ce qui pose un problème d'odeur.

Centrales biomasses → utilisation des cendres :

A <u>La Réunion</u>, Albioma a fait homologuer les cendres de bagasse de ses deux centrales thermiques en 2016. Celles-ci sont donc devenues des « produits » au sens réglementaire du terme. En <u>Guyane</u> il y a une centrale biomasse et il y en aura bientôt d'autres, on s'interroge sur la valorisation des cendres ; le carburant est du bois mais la multiplicité des essences rend nécessaires des analyses chimiques (toxicité potentielle ?).

3. Caractéristiques des MO

Guides de fertilisation organiques disponibles :

- La Réunion : 2006 et va être en partie mis à jour cette année

- Antilles : 2013

- Guyane : 2015 et va être mis à jour cette année















Harmonisation entre les contenus et présentations du fait que les autres se sont inspirés du guide de La Réunion; Les coefficients d'équivalence engrais NPK sont les mêmes, car issus de données de métropole, en l'absence de références locales.

<u>Guyane</u>: Projet Guyafer => résultats d'analyse agronomique sur 17 types de MO (différents fumiers, composts, BRF, etc...): NPK, C/N, ISMO, etc.. Le guide de la fertilisation organique en Guyane version 2 qui sera édité en 2019 partagera toutes les données disponibles.

<u>La Réunion</u>: fiches individuelles par MO, caractéristiques agronomiques et utilisation ; base de données élaborée en 2005. 26 MO valorisées en agriculture, 800 résultats d'analyses agro. Dans le cadre de GABIR, BDD élargie à 35 biomasses avec plus de 1 400 résultats d'analyses agronomiques.

Construction des BDD:

- S'assurer que les producteurs acceptent qu'on diffuse leurs données moyennées (RGPD) : phase très importante
- BDD brute des résultats d'analyses agronomiques des biomasses du labo du Cirad à La Réunion
- Nettoyage de la BDD
- Ajout d'autres biomasses
- Par caractéristique, suppression des données aberrantes
- Calcul des moyennes, min et max

Analyses : MS, MO, pH, C/N, N (total, sous différentes formes ?) P_2O_5 , K_2O , CaO, MgO, ISMO, coefficient d'équivalence engrais... : échanges sur les données disponibles et le choix des caractéristiques agronomiques

NB: Noter les ETM – analyses chères.

Autres sources d'information:

- Une BDD du CTIFL référence 43 types de MO présentée il y a 4 ans : AzoPRO (avec vitesse de minéralisation dans 2 conditions)
- La méthode merci de la CRA Poitou-Charentes propose des valeurs indicatives, cultures intercalaires, grandes cultures
- SOERE PRO
- SI PRO avec BDD Excel contenant une cinquantaine de fiches
- Guide méthodo expé du Réseau PRO

MO typiques

Polynésie

- La boule de coco, matière fertilisante pour la vanille
- Pains de coco comme support de culture sous serre
- Feuilles de bananiers
- Palme de cocotier en paillage, intéressant en culture dle taro

A Réunion

 Digestat de méthanisation de vinasse: sous forme liquide ou pâteuse, excellent fertilisant, gardés par les distilleries en Martinique, fourni aux agriculteurs à La Réunion (besoin de 800 ha en plan d'épandage)













Martinique

- Boue de station d'épuration de brasserie (problème d'odeur)

Résidus d'abattoir : incinérés à La Réunion par la Sica Aucre

4. Optimisation de la fertilisation mixte des cultures dans les DOM-TOM

Un exemple d'outil d'aide à la décision issu d'un travail d'analyse des bases de données: l'outil d'aide à la fertilisation mixte des cultures réunionnaises : Ferti-run (Cirad, CA 2006).

Téléchargeable sur le site mvad-reunion.org.

- Domaine de validité : 30 cultures, 30 MO
- Calcul simple et rapide de dose d'un (seul) engrais organique à apporter + complément minéral

On ne dispose pas de données sur le nombre de téléchargements de l'outil via Internet.

Cet outil va être adapté pour la Guyane via le projet RITA Guyafer.

Remarque de D.Marion (eRcane): Pour raisonner la fertilisation, il faut pouvoir tenir compte des fertilisations précédentes et avoir la possibilité de modifier les besoins de la culture. C'est le cas dans Ferti-Run, en maraîchage.

Echanges sur liste des outils disponibles et leurs caractéristiques

- *Guyane*: projet d'adaptation de Ferti-run avec Morgwanic (*Guadeloupe*, statut organique des sols)
- La Réunion : Ferti-run, SERDAF
- *Polynésie*: prestataire, un marchand de fertilisant propose de faire les analyses de terre et le conseil

PERSPECTIVES

Il y a 2 volets principaux pour la tâche 2.2 de TransAgriDom « Fertilisation des cultures et fertilité des sols »

- MO : liste des MO utilisées dans les DOM et leurs caractéristiques (agronomiques, gisements) ; vidéos sur l'utilisation des MO en agriculture.
- Bioindicateurs de la fertilité des sols : recensement des projets testant des bioindicateurs dans les DOM (GT sur Coatis) ; note technique sur les indicateurs de l'activité biologique des sols. Un atelier sera mené sur cette thématique en Guyane en 2019 lors des journées TransAgriDOM.

Guide du choix de bioindicateurs : APT, PACA, ADEME, Arvalis, RITTMO : tour d'horizon des indicateurs relatifs au fonctionnement des sols. WIKI de l'ITAN. Projet Microbioterre.

A savoir qu'un groupe de travail sur les Biostimulants est prévu dans la tâche 2.5 de l'action 2 « innovations techniques en filière végétale » du projet TransAgriDOM. Quelques pistes préliminaires ont été mentionnées : EM (efficient microorganism), cf. futur RMT Biosimulation qui sera déposé par Arvalis (animateur : Régis Berthelot).

Principales questions M soulevées au cours de l'atelier

Mise en commun des BDD?

















Perspectives et suites à donner		
	Objet	Liste des MO utilisés dans chaque DOM
Livrable 1	Pilote	William Montaigne et Virginie Van de Kerchove
	Echéance	Fin 2019
	Etapes/Méthode/Acteurs	Informations prises lors de cet atelier
	Objet	Film sur les MO : leur utilisation en agriculture
Livrable 2	Pilote	William Montaigne et Virginie Van de Kerchove
	Echéance	Juin 2021
	Etapes/Méthode/Acteurs	Il faut des rushs pris dans chaque DOM, si possible avant la fin de l'année 2019
	Objet	
Livrable 3	Pilote	
	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	
	Objet	
Livrahla 4	Pilote	
Livrable 4	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	
Calendrier des prochaines réunions du Groupe Thématique		
Commentaires		
Perspectives Pour « Les Rencontres Guyane 2019 »		
Livrable 1	Objet	Réalisation d'un atelier sur les indicateurs de l'activité biologique des sols
	Pilote	Virginie Van de Kerchove et William Montaigne
	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	

AGRI DOM













		Liste des indicateurs de l'activité
	Objet	biologiques des sols utilisés dans les DOM
		et film sur la biologie du sol
	Pilote	Virginie Van de Kerchove et William
Livrable 2		Montaigne
	Echéance	Fin 2019 pour la liste, juin 2021 pour le film
	Etapes/Méthode/Acteurs	
Propositions		
1 Topositions		

















Groupe Thématique : Méthodes et outils de transfert

Présentation du Groupe Thématique		
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique		
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	Mettre en place un dispositif opérationnel d'échanges inter-DOM, d'appui méthodologique à distance et de capitalisation sur les méthodes et outils de conseil et de transfert d'innovations.	
	Déroulé de l'atelier	
Date de l'atelier	28 février 2019	
Objectifs spécifiques de l'atelier	 Echanger sur les avancées des participants en termes de méthode/outils de conseil /transfert et de dispositifs d'appui depuis l'atelier de Mayotte de 2017 Préciser les objectifs et les livrables d'un forum internet ou d'autres formes d'échanges sur les méthodes/outils de transfert Définir une méthode de travail afin de valoriser et partager, via l'utilisation d'un forum et de grilles méthodologiques, les expériences de terrain des conseillers et techniciens 	
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier	Guy FAURE et Patrick DUGUE (Cirad) Virginie VAN DE KERCHOVE (CA 974) Tiphaine RIFFAUD (APCA)	
Rapporteur(s)/trice(s) de l'atelier	Maëva MIRALLERS-BRUNEAU (ARP) Guy FAURE (Cirad)	
Méthode d'animation (brainstorming discussion, métaplan, jeu de rôle, tours de table)	 Introduction (objectifs/programme) : JM Thevenin Rappel des résultats de l'atelier de Mayotte sur le conseil/transfert + le fonctionnement du forum: JM Thevenin 	

Compte rendu - Groupe de Travail – Journées Techniques annuelles 2019 RITA











Diamerica Constrains	
Participants (Nom / Organisme / Territoire)	Voir feuille de présence
	Après les exposés introductifs (cf. présentations en annexe), en fonction de leur fonction, les participants à l'atelier se sont repartis en deux groupes. Chaque groupe ayant des termes de référence adaptés aux fonctions des participants.
	Objectifs des groupes de travail : P. Dugué
	 Regard extérieur sur les résultats de l'atelier de Mayotte : G. Faure

Discussion – Conclusions

Compte rendu

Groupe de travail 1 : Conseillers, animateurs et ingénieurs de terrain

Animation: Patrick Dugué et Virginie van de Kerchove

Rapporteur: Maëva Miralles-Bruneau

- Comment capitaliser vos expériences de terrain relatives au conseil/transfert d'innovation? Avec quelles méthodes et pour quels types de produits concrets?
- Comment échanger entre conseillers sur les acquis méthodologiques ainsi obtenus (via le net, en présentiel, de façon régulière, avec quel appui/animation) ?
- Quels sujets, quels outils/méthodes de conseil/transfert pourraient être discutés collectivement en 2019 avec un rendu pour la rencontre RITA Inter-DOM d'octobre 2019 ? Identifier 3 ou 4 thèmes pour cette année
- Qui peut animer cette activité de capitalisation dans les DOM et en inter-Dom?
- Quels autres besoins pour renforcer les capacités des techniciens/animateurs de terrain?

Compte rendu du groupe 1

Les débats ont porté sur 4 formes d'intervention favorisant le transfert ou sur les outils facilitant ces interventions :

- La formation des producteurs,
- L'animation de groupes de producteurs (groupes de progrès, GIEE...),
- L'utilisation de la vidéo pour stimuler l'adoption de l'innovation,
- L'enrôlement des agriculteurs.

















Le collectif de conseillers, techniciens, animateurs et autres personnes qui s'engageront dans un réflexion/capitalisation autour des outils de transferts et de conseil pourront s'emparer de tout ou partie de ces thématiques.

- La formation des producteurs: comment être attractif et répondre aux attentes des producteurs, formation au champ vs formation en salle vs voyages d'étude (quel rapport cout/bénéfice), formation entre pairs et rôle du technicien dans ce cas, pédagogie pour adulte, Comment rendre la formation accessible au plus grand nombre (les pluriactifs, les non francophones, l'organisation d'une formation et son financement, que programmer après la formation (quelles formes de suivi possibles);
- Animation de groupe de producteurs innovants ou groupe de progrès (La Réunion): Que faire avec le groupe: objectifs, activités concrètes (réseaux de références, Comment l'animer, Peut-il être autonomes pour certaines activités (sans présence de conseiller), rôle de l'animateur/conseiller et des producteurs responsabilisés (agriculteurs leaders) (ces derniers peuvent-ils être indemnisés)
- Comment utiliser les outils numériques, la vidéo, les réseaux sociaux pour faciliter le transfert : attractivité de la vidéo, qui fait les vidéos et avec quels objectifs, rôle des réseaux sociaux utilisables par les producteurs ;
- Comment enrôler les producteurs suite à leur taux de participation aux évènements /formation qui leur sont proposés : communication, financement, attractivité, co-construction des activités

En amont de cela les participants ont souligné le besoin de mettre à disposition des documents, guides, retours d'expériences sur les méthodes et outils de transfert. C'est aussi la vocation de la plateforme COATIS mais qui l'alimentent dans ce domaine.

Quand une expérience est intéressante il faut la faire connaitre, comment ?

Groupe de travail 2 : les responsables d'organisations et de dispositifs de conseil/transfert

Animation: Guy Faure et Tiphaine Riffaud

Rapporteur: Guy Faure

- Comment s'assurer de la bonne adéquation entre le choix des outils et démarches de conseil/transfert et les besoins d'une diversité de producteurs (types d'agriculteurs, organisés ou non...)
- Comment capitaliser les acquis méthodologiques de vos projets/programmes de conseil/transfert ? Quels produits concrets pourriez-vous produire et mettre en débat ?
- Comment échanger entre structures sur les acquis méthodologiques, sur les outils de conseil/transfert (dans vos territoires, en inter DOM)?
- Vos structures sont-elles en mesurent d'investir des moyens, d'être leader sur une thématique liée au conseil/transfert en prévision de la réunion Inter-Dom d'Octobre 2019
- Quels autres besoins pour renforcer les capacités des services de conseil/transfert
 ?

Le groupe rassemblant les responsables d'organisations et de dispositifs de conseil/transfert a identifié différents besoins d'animation pour leurs agents en charge des activités de terrain :

















Au niveau des organisations il existe un premier besoin **pour rendre visible, partager, voire mutualiser, ce qui est développé par chaque organisation** en termes de :

- Plateforme de partage de connaissances et expériences
- Base de données mis à disposition des acteurs
- Outils numériques d'aide à la décision
- Offres de formation ou de conseil

Des questions ont aussi porté sur :

- o Comment identifier les besoins des agriculteurs et comment les transformer en programmes d'actions ?
- Comment caractériser/renforcer le système de conseil agricole (cf. les orientations de l'UE sur cette question et la demande faite aux états membres)

Il existe un deuxième besoin relatif au **renforcement des capacités** (connaissances mais aussi pratiques) des techniciens pour mener à bien leurs activités professionnelles. En effet, les formes d'intervention dans les DOM sont variables et demande des renforcements de capacités pour assurer:

- Le transfert de connaissances et de technologies (cas le plus fréquent)
- L'animation de collectifs (conseil en groupe pour des producteurs mais aussi animation de réseau)
- Le portage de projets avec des acteurs divers (agriculteurs, transformateurs, fournisseurs d'intrants, associations de consommateurs, chercheurs, etc.)

Un troisième besoin a été exprimé pour partager des expériences et développer des compétences par rapport au domaine spécifique des méthodes et outils du conseil, comme par exemple,

- L'utilisation et intérêts des nouvelles technologies de l'information et communication (souligné aussi par le Groupe 1)
- Les formations s'appuyant sur des parcelles de démonstration (en intégrant des questions de changement d'échelle des innovations) (idem)

Perspectives et suites à donner

- La recherche co-active de solutions en s'inspirant des méthodes du GERDAL

Des questions ont aussi porté sur :

Comment choisir la meilleure méthode en fonction des objectifs visés ? Comment articuler les méthodes ?

- Constituer un groupe de praticiens en liens avec le RITA souhaitant partager leurs expériences en termes de méthodologie

d'intervention auprès des producteurs et de transfert d'innovations ;

Propositions d'action du groupe 1

- Favoriser des échanges entre techniciens au sein des RITA ou entre RITA (inter-DOM) ; les animateurs des RITA volontaires contribueront à identifier les personnes potentiellement intéressés, constitueront le groupe d'acteurs engagés dans cette réflexion dans leur DOM/TOM et contribueront à l'animation locale ou transversale en liens avec les animateurs de l'activité « transfert » du projet TransAgriDom ; Tester l'opérationnalité du forum électronique inter













	DOM – volet « transfert » et la comparer avec des réunions audio courtes qui peuvent être plus vivantes ; - Proposer une fiche de partage d'expérience (cf. annexe 1 : le format GFRAS) pour les participants qui veulent documenter leur expérience ou à rédiger après une phase d'échange sur le forum - Animer une réflexion en mobilisant les outils de capitalisation (forum, réunion audio, fiches) dans les prochains 6 mois en vue d'avoir des éléments de capitalisation présentables et discutables pour la prochaine réunion inter-DOM en Guyane en octobre 2019 sur les thèmes (i) animer un groupe d'agriculteurs, (ii) utiliser une vidéo pour le conseil, (iii) animer une formation
Propositions d'action du groupe 2	 Animer le forum sur COATIS en le structurant pour le volet « transfert & conseil » en plusieurs rubriques (les ressources des organisations de conseil, le renforcement des capacités des techniciens, les méthodes et outils de conseil). Afin de faire vivre le forum, un animateur peut lancer une question sur le forum, les participants peuvent réagir et déposer des ressources (documents, vidéos, etc.) à partager Favoriser des échanges informels entre techniciens lors de salons (comme le SIA) ou en utilisant des médias comme Facebook, WhatsApp Débattre des adaptations nécessaires aux métiers de conseillers et d'animateurs du fait de la mise en place du Système de Conseil Agricole (SCA) https://agriculture.gouv.fr/le-systeme-de-conseilagricole-sca-pour-accompagner-les-exploitants
Calendrier des prochaines réunions du Groupe Thématique	
	Annexe 1 : Plan de fiche de capitalisation utilisé par le GFRAS (voir http://www.g-fras.org/en/ggp-home.html) Introduction Philosophie et principes Mise en œuvre Gouvernance Capacités requises Coût Forces et défis Quelques considérations appropriées Impact et mise à l'échelle Enjeux critiques Pour aller plus loin
Commentaires	















Perspectives Pour « Les Rencontres Guyane 2019 »		
Livrable 1	Objet :	
	Pilote	
	Echéance	
	Etapes/Méthode/Acteurs	
Commentaires		















Groupe Thématique : Chlordécone

Présentation du Groupe Thématique			
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique	En Martinique et en Guadeloupe, la problématique chlordécone fait l'objet de nombreux travaux, notamment à travers le Plan Chlordécone III actuellement en vigueur. Néanmoins, les professionnels de ces deux DOM ont souhaité pouvoir discuter de cette thématique lors de ces ateliers TransAgriDOM. En effet, c'est l'occasion d'échanger avec des personnes impliquées sur le sujet et travaillant en métropole, notamment au sein des Ministères. Enfin, il apparaît que la baisse de la LMR autorisée dans la viande bovine engendrera des conséquences importantes sur les élevages. Ainsi, une réflexion commune, Martinique – Guadeloupe, sur l'adaptation des itinéraires techniques est importante.		
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	Pour ce premier atelier sur cette thématique, l'objectif principal est d'échanger sur les différentes stratégies possibles à mener par rapport à la baisse de LMR dans la viande bovine.		
Déroulé de l'atelier			
Date de l'atelier	Jeudi 28 février 2019		
Objectifs spécifiques de l'atelier	 Echanges Martinique – Guadeloupe sur une problématique commune Rencontre des Ministères et prise de connaissance de leur réflexion sur le sujet des LMR en viande bovine 		
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier	Manuel GERARD		
Rapporteur(s)/trice(s) de l'atelier	Solenn COINT		
Méthode d'animation (brainstorming	Tour de table Power-point de présentation de la thématique		

Compte rendu - Groupe de Travail – Journées Techniques annuelles 2019 RITA















discussion, métaplan, jeu de rôle, tours de table)	
Participants (Nom / Organisme / Territoire)	Voir feuille de présence

Discussion – Conclusions

Compte rendu

L'animateur de l'atelier commence par un tour de table qui permet à chacun d'exprimer ses attentes par rapport à cet atelier. De nombreuses personnes sont intéressées par le sujet sans objectif précis. La thématique des LMR dans la viande bovine, thématique d'actualité car la baisse de 0,1 à 0,027 mg/kg dans la graisse est effective depuis la sortie d'un nouvel arrêté le 25 janvier 2019, est évoquée.

Manuel GERARD propose ensuite de présenter quelques éléments par rapport à la thématique via le diaporama ci-joint.

Un rapide tour d'horizon de l'actualité est fait. La présentation insiste sur cette problématique LMR et la discussion s'engage.

Tout d'abord, Sonia STIMMER, de la DGAR du MAAF, et Gwladys JEAN-JOSEPH de la DGPE/DMOM du MAAF présentent les différents plans de surveillance et de contrôle qui peuvent concerner les éleveurs. Ceux-ci sont réalisés sur les sols des prairies et les éleveurs sont visés en fonction de la zone d'élevage et du fait, ou non, qu'ils aient déjà rencontré un problème de dépassement de LMR à l'abattoir. Le fait de rentrer dans un plan de contrôle renforcé implique la saisie systématique des foies et la consigne des carcasses jusqu'à la réception des résultats d'analyses, soit environ une semaine. Le plan de contrôle allégé n'implique pas de consigne des carcasses mais procède à la saisie systématique des foies. Le plan de surveillance est quant à lui aléatoire, aucune distinction de zone géographique n'est faite. Les participants connaissant à présent ces règles souhaiteraient pouvoir en informer les éleveurs des deux départements. Ensuite, les représentantes des Ministères indiquent que la Martinique et la Guadeloupe abordent cette problématique avec deux stratégies différentes. En Martinique, l'idée est plutôt d'accompagner individuellement les éleveurs grâce au GDS. En Guadeloupe, il a été évoqué la construction d'un lieu commun de décontamination. Cette option amènerait à modifier le secteur de l'élevage bovin en Guadeloupe avec des éleveurs spécialisés « naisseurs » et un passage par ce centre de décontamination qui permettrait aussi de finaliser l'engraissement en bâtiment. Certains participants signalent que les deux méthodes/outils sont complémentaires et qu'il faut d'ores et déjà penser à l'indemnisation des éleveurs. Les « petits » éleveurs doivent être aussi accompagnés. La problématique de la contamination des animaux par la CLD implique des réflexions à l'échelle de l'exploitation, des SICA, et de la filière dans sa globalité. Ainsi le soutient doit être à la fois individuel et collectif. La problématique du foncier sur ces deux territoires ne facilitera de toute façon pas la décontamination par déplacement des animaux sur des terrains vierges en chlordécone et cette solution peut amener à transférer de la chlordécone, via les



lieu au départ indemne de CLD.





bouses, sur des endroits jusqu'ici indemnes. D'après l'INRA il faudrait engraisser pendant des centaines d'années des animaux contaminés pour contaminer significativement via les bouses un











A la question de savoir quand une solution de centre de contamination pourrait être proposée aux éleveurs, les représentants des Ministères indiquent que cela pourra se faire sous 4 ans ; ce qui est un délai long pour les professionnels. La question de la compensation financière par rapport aux animaux saisis est donc urgente.

Différentes questions sont soulevées et débattues :

- Dévalorisation du prix d'achat de veaux issus d'un terrain contaminé ? prévoir des grilles tarifaires et une compensation financière
- L'indemnisation des éleveurs dont les carcasses sont saisies
- Le risque d'abandon de toutes productions animales sur les terres contaminées au profit de cultures d'exportations
- Le risque d'augmentation de l'abattage clandestin
- L'eau agricole ne présente-t-elle pas un danger également à terme ?
- Il est urgent de développer des outils afin de pouvoir connaître le taux de CLD des animaux vivants, avant abattage, cela semble être une priorité. Les stratégies de décontamination seront alors plus simples à mettre en œuvre par les éleveurs.

Une discussion s'engage également sur la valorisation des terres abandonnées ou en friche, certainement indemnes de chlordécone, et qui permettraient de développer des activités annexes et valorisantes pour les communes rurales de Guadeloupe et Martinique.

Pour terminer cet atelier, Christophe POSER pose la question de faire de la canne fibre sur ces terres contaminées.

Principales questions		Que faire par rapport à cette baisse de LMR ?
soulevées au	cours de	Quelles sont les solutions pour innover et développer l'élevage des
l'atelier		Antilles sous contrainte chlordécone ?

Perspectives et suites à donner		
Livrable 1	Objet	Création d'un espace collaboratif chlordécone sur COATIS afin de regrouper tous les éléments concernant le sujet. Faire un état des lieux régulier des avancées en termes de recherche, de savoirs, etc. Ecriture d'un guide pratique pour les éleveurs
	Pilote Echéance	Manuel GERARD Edition d'un guide pratique 971 : ITEL Edition d'un Guide pratique 972 : existe déjà 2019
	Etapes/Méthode/Acteurs	

















Calendrier des prochaines réunions du Groupe Thématique	A fixer	
Commentaires		
Perspectives Pour « Les Rencontres Guyane 2019 »		
Livrable 1	Objet	La Guyane n'étant pas concernée par le sujet, il est décidé d'aborder cette thématique lors des ateliers TransAgriDOM qui se dérouleront en Guadeloupe en 2020
	Pilote	Manuel GERARD
	Echéance	Fin 2020
	Etapes/Méthode/Acteurs	Prévision d'un atelier et de visites de terrain sur la thématique en Guadeloupe















Groupe Thématique : Apicultures ultramarines

Présentation du Groupe Thématique				
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique	L'apiculture ultramarine est très variée et les contextes apicoles sont très différents selon les territoires. L'abeille mellifère est soumise à un certain nombre de menaces et les enjeux sanitaires sont capitaux dans le maintien d'un cheptel apiaire en bonne santé. La réalisation de ces bilans sanitaires permettra de connaître le contexte épidémiologique de chaque île et d'adapter les mesures d'épidémiovigilance et surveillance. La Guadeloupe et la Martinique sont des territoires pionniers en termes de connaissance et de caractérisation des miels produits. En se basant sur leur expérience, chaque territoire pourra se doter d'outils pour mieux caractériser ses miels et anticiper au mieux les différentes miellées. L'objectif final d'un tel travail est d'acquérir les bases de signes de qualité afin de pouvoir valoriser les miels locaux. Enfin, chaque territoire se doit d'être valorisé au sein d'une newsletter thématique qui présentera les problématiques locales et les solutions locales.			
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	 Réalisation d'une newsletter Réalisation des bilans sanitaires des différents territoires Qualité des miels ultra-marins 			
	Déroulé de l'atelier			
Date de l'atelier	28 février 2019			
Objectifs spécifiques de l'atelier	 Présentation des filières apicoles Réalisation d'une newsletter Réalisation des bilans sanitaires des différents territoires Qualité des miels ultra-marins 			
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier	Benoît FOUCAN-PERAFIDE et Olivier ESNAULT			
Rapporteur(s)/trice(s) de l'atelier	Benoît FOUCAN-PERAFIDE et Olivier ESNAULT			















Méthode d'animation	Tour de table		
(brainstorming discussion, métaplan, jeu de rôle, tours de table)			
Participants (Nom / Organisme / Territoire)	cf. feuille de présence		
	Discussion – Con	clusions	
Compte rendu			
Principales questions soulevées au cours de l'atelier	Au-delà des questions techniques inhérentes à chaque thématique spécifique, une question est revenue quant à l'utilité et au maintien de réunions téléphoniques régulières entre les différents interlocuteurs de la filière. L'adjonction des territoires du Pacifique dans le projet ajoute de la complexité sur la gestion des horaires.		
Perspectives et suites à donner			
	Objet	Réalisation d'une newsletter	
	Pilote	Olivier Esnault	
	Echéance	Juin 2019	
Livrable 1		Thématique nouvelettes nº1.	
Livrable 1	Etapes/Méthode/Acteurs	Thématique newsletter n°1: présentation des filières apicoles locales Thématique newsletter n°2: gestion et impact de Varroa destructor Thématique newsletter n°3: miels de chaque département et principales plantes mellifères Méthodes: définir le contenu des newsletter pour décider de la forme Acteurs: le référent identifié (cf.ANNEXE)	
Livrable 1	Etapes/Méthode/Acteurs	présentation des filières apicoles locales Thématique newsletter n°2 : gestion et impact de Varroa destructor Thématique newsletter n°3 : miels de chaque département et principales plantes mellifères Méthodes : définir le contenu des newsletter pour décider de la forme Acteurs : le référent identifié (cf.ANNEXE) pour chaque territoire	
Livrable 1	Etapes/Méthode/Acteurs Objet	présentation des filières apicoles locales Thématique newsletter n°2 : gestion et impact de Varroa destructor Thématique newsletter n°3 : miels de chaque département et principales plantes mellifères Méthodes : définir le contenu des newsletter pour décider de la forme Acteurs : le référent identifié (cf.ANNEXE) pour chaque territoire Réalisation de bilans sanitaires pour dresser l'état des lieux permettant ainsi d'adapter les mesures	
		présentation des filières apicoles locales Thématique newsletter n°2 : gestion et impact de Varroa destructor Thématique newsletter n°3 : miels de chaque département et principales plantes mellifères Méthodes : définir le contenu des newsletter pour décider de la forme Acteurs : le référent identifié (cf.ANNEXE) pour chaque territoire Réalisation de bilans sanitaires pour dresser l'état des lieux permettant ainsi	

















	Etapes/Méthode/Acteurs	 Mayotte (premier semestre 2019) Guyane (juillet/août 2019) Guadeloupe (juillet/août 2019) Martinique (2020) Wallis et Futuna (à construire) Tahiti (à construire) Les bilans sanitaires seront réalisés par le GDS Réunion. Les prélèvements sont réalisés par les techniciens locaux et ensuite envoyés sur la plateforme du pôle de protection des plantes pour diagnostics moléculaires. S'ensuit une mission de restitution. Le financement de telles études (entre 10 et 20 k€) est à chercher localement pour chaque territoire.
	Objet Pilote	Mise en place d'un calendrier de miellées et présentation des plantes mellifères Benoît Foucan Pérafide
Livrable 3	Echéance	fin 2020
	Etapes/Méthode/Acteurs	Sur la base d'observations et d'échanges avec les apiculteurs il s'agira de constituer un calendrier des différentes miellées par territoire ainsi que de créer un petit livret de présentation des principales plantes mellifères. Mayotte est particulièrement intéressée par cette action grâce au développement de la filière locale.
	Objet	
Livrable 4	Pilote	
	Echéance	
Calamatria	Etapes/Méthode/Acteurs	
Calendrier des prochaines réunions du Groupe Thématique	A définir sur le groupe COATIS	
Commentaires		
Perspectives Pour « Les Rencontres Guyane 2019 »		
Livrable 1	Objet	Valorisation des bilans sanitaires réalisés















	Pilote	Olivier Esnault
	Echéance	octobre 2019
	Etapes/Méthode/Acteurs	Valorisation des bilans sanitaires réalisés auprès des partenaires ; capitalisation pour les territoires ; identification de pistes de travail futures
	Objet	Avancement de la réalisation des calendriers de floraison.
	Pilote	Benoît Foucan Pérafide
	Echéance	octobre 2019
Livrable 2	Etapes/Méthode/Acteurs	Faire un état des lieux de l'avancement de l'action ; solliciter les expertises guadeloupéennes et martiniquaises ; évaluation plus précise des besoins et des ressources en local
Propositions	Point sur la newsletter	

En Annexe le compte-rendu global de l'atelier















ANNEXE

Jeudi 28 février 2019 (16h15 à 18h30)

2 animateurs : Olivier ESNAUT et Benoit FOUCAN PERAFIDE

Intégration de 3 nouveaux dans le groupe apicole RITA : Wallis et Futuna, Nouvelle Calédonie et Tahiti.

Présence : Une vingtaine de personnes : Les départements d'outre-mer, l'ITSAP, l'ADA France, l'INAO.... (Voir feuille de présence)

4 thèmes abordés

- 1) Présentation des filières
- 2) Edition d'une newsletter
- 3) La situation sanitaire
- 4) La qualité des miels

1) Présentation de chaque département

Wallis et futuna, Mayotte, Martinique, Guadeloupe, Réunion, Nouvelle Calédonie, Tahiti.

(Voir PowerPoint), Absence d'information pour la Guyane.

Contact:

- Wallis et Futuna: Denis ERSAP

- Mayotte: Laetitia VANESSON

- Martinique : Alain LOF

- Guadeloupe : Benoit FOUCAN PERAFIDE

- Réunion : Olivier ESNAUT

- Nouvelle Calédonie : Romain GUEYTE

- Tahiti : Marc FABRESSE

2) Newsletter

Olivier : Nous proposons une newsletter pour parler de l'actualité apicole.















Nous abordons les questions logistiques : Comment, quand, quoi, forme, contenu etc.....

Les animateurs proposent tous les 2 ou 3 mois. L'ADA dit qu'il faut une vraie disponibilité. Après discussion nous validons une newsletter tous les 3 mois. Il nous faut un référent. Charge à la personne locale de faire remonter le contenu en fonction des sujets.

Après parution, nous devons diffuser à tous nos adhérents, à tous les apiculteurs, il nous faut communiquer sur le projet et le groupe apicole.

Voir référent sur chaque territoire pour le contenu. Il faudra présenter les structures, les apiculteurs, le nombre de ruches, les miels etc..

Présentation ada France : Elodie COLOMBO et Adrien CHARTIN : il faisait une newsletter, mails ils ont arrêté car chaque ada fait sa newsletter (redite), ils font maintenant un bulletin technique annuel.

Nous proposons dans la newsletter une partie sur : les actualités de l'ADA

Une discussion est menée sur les premiers thèmes :

<u>Première newsletter : Présentation des filières de chaque département (prévoir une maquette)</u>

Sur une thématique partagée, chacun peut exprimer ce qu'il a fait et ses attentes....

Une question est posée sur la relance des conférences téléphoniques que nous faisions avec Philippe PRIGENT et qui s'est arrêtée avec son départ.

Alin LOF: difficile à mobiliser les professionnels

Benoit FOUCAN PERAFIDE: Maintenant difficile avec l'ensemble des départements et les décalages horaires.

Kathia ROCHEFORT du PARM en Martinique : c'est bien, il faut continuer peut-être sous une forme différente, peut-être en présentiel lors des séminaires Rita.

En cas de nécessité, il faudra cependant trouver un créneau. Il faudra faire peut-être par secteur. Mais compliquer, il faut du temps. On essaiera d'en faire une réunion téléphonique en juin ou juillet.

2 réunions en présentiel, salon de l'agriculture et agroecodom.

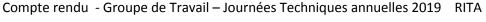
Le groupe valide cette proposition. Mise en place aussi d'un groupe mail, permettant d'échanger tous ensemble. Le compte rendu sur COATIS.

Il faut que chaque structure respecte les délais.

Pour la première : 31 mars pour chaque filière, pour une parution en Avril. Olivier et Benoit reviendront vers vous

Deuxième newsletter : Varroa

3) Sanitaire

















Objectif: connaitre ce qu'on a pour mieux protéger

2 phases

- 1) Etats des lieux des agents pathogènes sur les territoires
- 2) Déployer des mesures d'épidémiovigilance adaptées et contextualisées.

Martinique a fait son état des lieux, Alin LOF dit que ça fait 10 ans. Il faut refaire

La réunion possède les compétences (GDS). Connaitre et comprendre pour contrôler. Les 3 C. Important de faire un état des lieux le plus précis des filières apicoles locales

Réunion: Expertise sanitaire et épidémiologique

Analyse sur 7 virus, 2 bactéries, 2 microsporidies... Expertise sur l'analyse de risques (réseau d'épidémiosurveillance.)

La Guadeloupe fera son état des lieux en 2019 sur le projet RITA

Contraintes:

- Financement local, chacun devra aller chercher
- Mise en place d'un protocole

Cout analyses sanitaires (GDS Réunion): entre 10 000 et 20000 euros. Le coût se construit en fonction de l'échantillonnage réalisé de la population d'abeilles et des pratiques apicoles locales. C'est pourquoi les coûts peuvent être différents entre chaque territoire.

Inclure dans le coût une mission de restitution.

Les techniciens locaux feront les prélèvements ; l'étude réalisée sur 15 jours environ ; besoin de connaitre la population d'abeilles de chaque département.

Chez tous les apiculteurs prélevés d'abord, puis aux groupes.

Autre étude envisagée sur 2ème phase TransAgriDom :

- Connaître les tests d'efficacités des traitements de chaque territoire
- Connaître les autres risques : vigilance Aethina tumida et loque américaine

Analyse de risques, important à faire aussi: environ 10 000 Euros. Important à prévoir pour la suite.

Calendrier pour l'état des lieux

- Mayotte 2019 (Financement auprès de la DAAF (16.1.1)
- Guyane 2019
- Guadeloupe 2019 (RITA).
- (2 Vétos conseils formés, prélèvement par TSA) Martinique 2020
- Nouvelle Calédonie (en cours avec la nouvelle Zélande)
- Wallis et Futuna?















- Tahiti?

Collaboration avec l'ITSAP pour la Guadeloupe et la Martinique

4) La qualité des miels

Volet pollen:

L'objectif : mieux connaitre les ressources pour mieux les valoriser.

Recensement des plantes mellifères de chaque département : réalisé en Guadeloupe et la Martinique.

Des livres existent dans ces départements. Présentation d'un livre par Alain LOF de Martinique.

Nous souhaitons connaître les miels de chaque département. Mettre en place la gamme variétale des miels, il faut harmoniser le travail.

Question de Mayotte : Comment avez vous fait ce travail ?

Beaucoup de travail par l'observation. Recensement auprès des apiculteurs et observation de terrains.

AGENDA: noter, prendre des photos. VOIR LES BOTANISTES

Guadeloupe : base de données access, et livre sur les plantes.

Mayotte: pas de données, quelques observations, c'est tout. Calendrier de floraisons à développer.

Benoit : Attention : toutes les plantes visitées ne sont pas mellifères. Propolis, eau etc...

Olivier : Un thésard malgache a caractérisé les pollens à Madagascar et à La Réunion, il pourrait aider Mayotte. Spécialiste de l'Océan Indien.

Guadeloupe: recensement près des apiculteurs, bibliographies, observations.

Olivier : On doit capitaliser sur l'expérience de Guadeloupe et de Martinique. Il faut réaliser un calendrier floral. Rien dans la zone de la réunion.

THEMATIQUE 3 NEWSLETTER : les miels de chaque département et les principales plantes mellifères

SEMINAIRE RITA 2019 GUYANE: PRESENTER LES MIELS DE CHAQUE DEPARTEMENT

SEMINAIRE 2020 : CALENDRIER FLORAL 2020, si possible livret ou base de données des plantes mellifères.

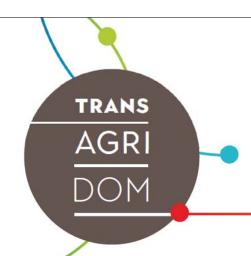
18h30 fin de séance. Nous remercions les invités.













Innovations techniques en apiculture

Benoît FOUCAN – Olivier ESNAULT 28 février 2019













Présentation des filières locales

30 minutes





Wallis et Futuna



L'apiculture à Wallis et Futuna















WALLIS ET FUTUNA



PRESENTATION GENERALE de WALLIS ET FUTUNA

- 2 îles (distantes de 230 km)
 - Wallis: Uvea 77.9 km² + îlots, lagon
 - Futuna: Futuna 46.3 km² + Alofi 17.8 km² (quasi-inhabitée)
 - ZEE: 266 000 km² (inexplorée / inexploitée)
- 1 Territoire
 - Collectivité française d'Outre-Mer (COM), PTOM
 - A 2100 km de Nouméa; 2900 de Papeete
 - éloigné de la France de 16 000 km
 - Situé entre Fidji, Samoa et Tonga
- Langues : Français + Wallisien + Futunien
- Population: 11 558 habitants à WF (2018)
 - 5% en 5 ans (-18% auparavant entre 2003 et 2013) 10 ans,
 - Forte émigration des 18-35 ans
 - 94 hommes pour 100 femmes
 - Population importante en Nouvelle Calédonie, métropole, Polynésie, dans le Pacifique.
- Des monarchies dans la République : 3 royaumes, 3
 Chefferies (des reines mais pas de cheffes)
- 1 Administrateur supérieur (Préfet), 1 Assemblée
 Territoriale, 1 Conseil territorial, 3 circonscriptions
- Coutume, Religion catholique très présentes.





AGRI DOM Wallis et Futuna n'a jamais été colonisé. Les Wallisiens et Futuniens concilient leur culture française avec une culture commune aux peuples du Pacifique, où hommes et femmes ont chacun un rôle traditionnel.







 Economie traditionnelle et faiblement monétarisée, en évolution. 2/3 des emplois publics.

- Seul territoire français éligible à l'Aide Publique au Développement
- 2 059 emplois locaux déclarés (+ 400 fonctionnaires d'Etat)
- 629 patentés (= professionnels) dont 2/3 à Wallis : 1/3 de femmes et 2/3 d'hommes
- L'agriculture, l'élevage et la pêche sont principalement vivrières.
- Le régime foncier est coutumier, basé sur l'indivision du patrimoine fa
- La Stratégie de développement durable 2017-2030 adoptée par l'Assemblée territoriale cible 5 secteurs clés à développer : le tourisme, le secteur primaire, l'économie du numérique, l'économie de

la mer et l'innovation.





apiculteurs à Wallis, 1 à Futuna

70 ruches en tout environ. Production récente, en essor.



- 2 plantes d'intérêt : le tamanu que l'on retrouve partout sur la bandes littoral et à l'intérieur des terres et le Kafika sauvage (kafika vao) de la famille des myrtaceae emblématique du toafa (jusqu'à 75 % des pollens comptabilisés dans le miel)
- Miellées de juin à décembre
- Wallis et Futuna n'est pas autorisé à importer du miel en UE, et ne figure pas parmi les pays de l'annexe de la décision de la commission européenne du 16 mars 2011.
- Pas de parasite mais pas d'analyses
- Nécessité de mettre en place un système de surveillance basé dans un premier temps sur le prélèvement initial de toutes les ruches (si possible et si accord de tout les apiculteurs) de manière à conduire des analyses de détections des principaux pathogènes bactériens (les loques américaine et européenne) et dans un deuxième temps une veille reposant sur l'exploitation de ruches sentinelles (surtout pour le varroa) avec un dispositifs amitraze en bande avec un suivie régulier de ces ruches sur les sites sensibles (3 a Wallis aéroport + quai mata utu + quai de Halalo)
- Recensement à réaliser (apiculteurs, ruchers, ruches)
- == travail avec les services vétérinaires ; création d'une association prochainement pour structurer

















Mayotte

Des actions en faveur du développement d'une filière apicole mahoraise

- Décembre 2012 : mission portant sur l'étude de faisabilité d'une apiculture à Mayotte,
- Formation de techniciens à la Chambre d'agriculture de Mayotte,
- formations proposées par le CFPPA du Lycée agricole dès 2014,
- depuis fin 2015 une dynamique partenariale émerge
 - réunion en novembre 2015 dans le cadre d'un Comité Scientifique et Technique du RITA : Chambre d'agriculture, Lycée agricole, GDS976, DAAF, GDS974
 - décembre 2015, la Chambre d'agriculture réuni les apiculteursamateurs pour leur proposer le programme de travail et faire un premier état des lieux de leurs pratiques.
 - Janvier 2016 : action 6 apiculture dans le cadre de la structuration des filières animales TO164.1
 - Septembre 2016 : création de l'association N'gizi ya nioshi
 - Octobre 2018 : Rita animal Action apiculture et transfert



Construction de ruches



Développement d'un rucher école

Apiculture à Mayotte



Réunion mensuelle des membres de l'association Marquage de reines, divisions



l'apiculture locale

- structure intervenant : CAPAM, Association des apiculteurs de Mayotte, EPN, GDS
- nb d'ETP: 0,75 ETP dans le cadre du RITA animal,
- ♦ Améliorer la conduite des ruches pour la production de miel à partir des populations d'abeilles locales
 - Objectif = accroissement du nombre de ruches peuplées par piégeage et division
- Élaborer un calendrier des périodes d'essaimage et de migration
- ♦ mettre au point un modèle de ruche / ruchette adapté à l'abeille locale
 - ou mise au point d'un mode de conduite et ITK adapté au modèle choisi par l'éleveur
- ♦ mettre au point des techniques simples d'élevage de reine
- ♦ prévenir et limiter les essaimages

Transfert

➤ Élaborer un référentiel de formation destiné aux techniciens sur la reconnaissance des maladies et leur prévention

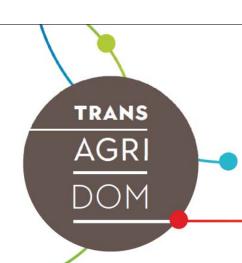
- > Organiser des formations autour du rucher école sur l'amélioration des pratiques d'élevage
- pour les élèves du LPA
- pour les stagiaires du CFPPA

> organisation de journées d'information/démonstration : journées du patrimoine, fête de la nature, JPO du lycée, Journée professionnelle agricole

Problématiques sanitaires

- Actuellement Mayotte est indemne de Varroa
 - former les apiculteurs et techniciens à la détection
 - Recenser les problèmes sanitaires présents
- Protéger l'abeille endémique et le territoire de l'introduction de reines exotiques
- La mission du GDS 974 doit permettre de
 - Réaliser un bilan sanitaire,
 - Déterminer les maladies présentes et absentes,
 - sélectionner les informations et techniques concernant la prévention et la lutte contre les dangers sanitaires à transférer aux éleveurs
 - Réaliser un guide de surveillance des ruchers

- Inventaire des plantes mellifères : démarré depuis 2016
- Qualification des miels : 12 analyses programmées sur 2 ans, 2 premiers échantillons apportés à l'occasion de ce séjour
- En projet réalisation de séances de dégustations





Martinique



FILIERE DE MARTINIQUE



- 150 apiculteurs dont 40 professionnels dénombrés en Martinique.
- 7000 ruches implantées en Martinique pour une production d'environ 100 tonnes /an.

3 organisations:

•	SAM : Syndicat des Apiculteurs Martiniquais	Créé en 2003 ⇒80 adhérents	
•	ADAMAR : Association de Développement de l'Apiculture de Martinique	Créée en 2011 ⇒ Développement technique de la filière (élevage de reines, montage de dossiers de structuration,)	
•	GDSAM : Groupement de Défense Sanitaire de Martinique	Créée en 2013 ⇒ 60 adhérents ⇒ Gestion sanitaire (commandes de traitements acaricides, maintien sanitaire en cadres de renouvellement, formation,)	



17

INTERET QUALIFICATION DES MIELS



Contexte

- Miels de Martinique appréciés et réclamés par les martiniquais mais la production locale couvre 25% de la consommation
 - ⇒ 75% du volume de miel consommé en Martinique est importé (Cuba, iles avoisinantes, France hexagonale,...)
 - Concurrence déloyale (étiquetage frauduleux : origine « Martinique » sur miels importés miel mal étiquetés ou non étiquetés)

Objectifs de la qualification des miels

- Valoriser la spécificité et la typicité des miels de Martinique
- Différencier le miel de Martinique par rapport aux produits concurrents d'importation
 - Reconnaitre le professionnalisme des apiculteurs de Martinique à travers la qualité de leur produit

Recueillir les prérequis utiles pour une démarche d'obtention de SIQO

18

INTERET QUALIFICATION DES MIELS



Spécificités du mode de conduite des ruchers :

- Transhumance des ruchers très peu pratiquée.
- Ruchers implantés sur toute l'ile, pour la plupart, dans des zones escarpées avec un environnement de flore spontanée.

Spécificité de la flore et des miels :

- Micro-climats avec des flores spécifiques : forêt humide, forêt à sol sec, forêt avec végétation à feuille caduque pendant la saison sèche, forêt de palétuviers type mangrove.
- Biodiversité végétale très importante : une centaine d'espèces endémiques répertoriée.
- Une douzaine de grandes espèces florales mellifères très largement représentée.
- Des espèces butinées spécifiques donnant des miels présentant des typicités











TRAVAUX REALISES



Mise en place d'un contrat de collaboration de recherche avec l'université de Corse Pasquale Paoli pour transfert de savoir faire pour constitution palynothèque et analyse pollinique des miels.



A ce jour: 73 lames montées pour 143 espèces végétales appartenant à 52 familles différentes.

Présence d'espèces indéterminées dans les miels ⇒ travaux de palynothèque à poursuivre

• Mise en place des protocoles analytiques pour la qualification des miels:

Analyses physicochimiques	conductivité, couleur, pH, HMF, profil des sucres, humidité, activité diastasique, acidité titrable
Analyses sensorielles	Formation d'1 jury expert miel Profil sensoriel des miels
Analyse pollinique des miels	Formation de l'équipe technique en cours avec l'université de Corse



PERSPECTIVES



Dépôt du projet AMIEL'OR dans le cadre de l'APP FEADER mesure 16.1.2

Objectif:

Etudier la diversité des miels de Martinique pour les différencier et mieux les valoriser auprès des consommateurs. Recueillir les prés requis utiles à l'obtention d'un signe qualité d'origine

Etude de la spécificité des miels :

- analyses physicochimiques des miels
- profil sensoriel des miels
- analyses polliniques des miels : détermination origine botanique et géographique.
 - Mise en corrélation résultats analyses pour dégager des gammes variétales de miel et de définir leurs caractéristiques.

Elaboration d'un avant-projet de cahier des charges de signe officiel de qualité de l'origine à partir des résultats obtenus.

Pollii

L' Apiculture en Martinique

- la filière apicole représente une centaine d'apiculteurs
- la production annuelle est estimée à 80 100 tonnes de miel /an pour un cheptel global de 7 000 ruches.
- La consommation de miel est d'environ 400 tonnes
- Il existe une véritable dynamique conjugué du SAM, de l'ADAMAR, du GDSAM/GIEE avec les organismes (PNRM, FREDON, PARM, Ch Agri, FIC,ELPA, SEA, CTM...),

Volet Sanitaire

En Martinique un potentiel de croissance quantitative de la production de miel existe.

Trois aspects à prendre en compte:

- La santé des abeilles et la prophylaxie au sein du rucher (Epidémiovigilance, lutte contre varroa, PSE, TSA, Veto conseil, mortalités...)
- Le développement du cheptel martiniquais et l'organisation socio- économiques de la filière
- Contribuer au développement de la biodiversité faunistique et floristique de notre territoire.

Parc naturel régional de la Martinique

Sélection de reines l'abeille de Martinique

Développer la filière apicole Martiniquaise via une amélioration de l'abeille peyi : Projet ApiTropic - RITA

- > Augmenter les revenus des apiculteurs
- > Réduire les intrants (traitement ou autres)
- ➤ Evaluer la possibilité de créer d'autres filières de production (Reines Export –semences VSH)
- ➤ Encourager au rajeunissement de la filière apicole et favoriser la création d'activités annexes (revenu complémentaires non négligeables))
- > Développer la notoriété de la Martinique comme un territoire apicole









Guadeloupe





La filière apicole de Guadeloupe

- Les groupements
- La situation sanitaire
- Les miels de Guadeloupe

ITEL













PIGUA

Les groupements

A) APIGUA



- Association loi 1901, fait partie de l'IGUAVIE
- ➤ En 2018: 110 membres: 6 300 ruches, environ 300 ruchers, 90 tonnes
- ➤ Missions:
- la promotion et le développement sous toutes ses formes de l'élevage des abeilles, de la production de miel et des autres produits dérivés,
 - l'amélioration de l'état sanitaire du cheptel apicole,
 - la formation des adhérents.







B) La SICA Myel Peyi Gwadloup

- Créée en 2010 : 24 actionnaires professionnels
- Fait partie de l'IGUAVIE



La SICA MPG a pour buts :

La Commercialisation du miel en regroupant l'offre de production La gestion d'une boutique d'approvisionnement en matériel La formation des apiculteurs (exemple : formation sur la pratique de l'élevage de reines).

Le service de conseils aux apiculteurs (Technique, Administratif, et Sanitaire)



ITEL



II) La situation sanitaire

A) Perte annuelle

- → 25% en moyenne
- → Varroa
- → Apparition de maladies

B) Facteurs favorisant l'apparition de maladies

- → Facteur « météorologie
- → Facteur « alimentation »
- → Facteurs techniques
- → Facteurs génétiques
- → Facteur humain
- → Facteur environnement







C) Le sanitaire apicole en Guadeloupe



- → Pas de GDS en Guadeloupe, Le sanitaire est géré par l'APIGUA
- → Programme sanitaire d'élevage agrée
- → Vétérinaire conseil (Xavier ROY)
- → Absence d'état des lieux sanitaires en Guadeloupe
- → Selon les apiculteurs, la principale maladie est le varroa

D) La gestion du varroa

- → Traitement chimique (Apistan, Apivar)
- → Apiculture raisonnée
- → Démarrage de la sélection des abeilles VSH

ITEL



III) Les miels de Guadeloupe

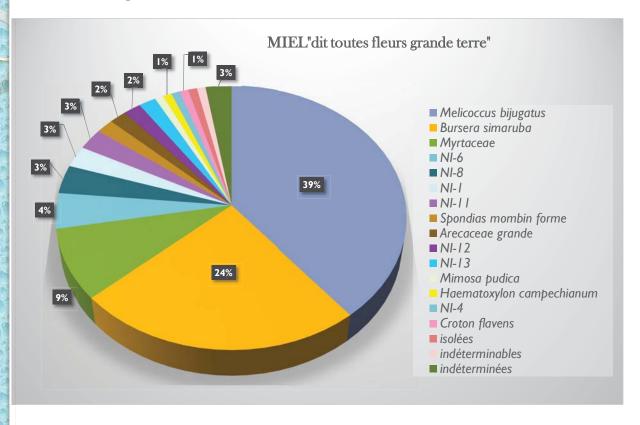
A) Les miels

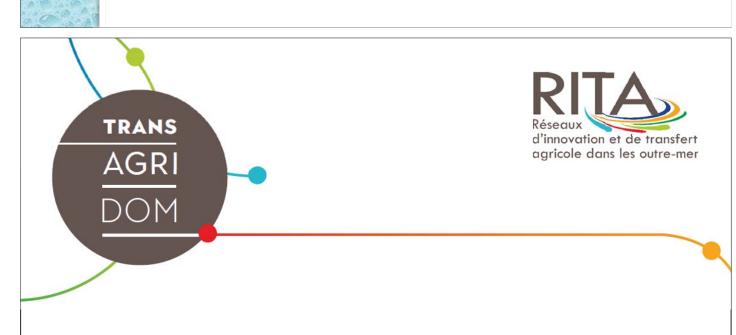
- → Gamme variétale de 7 miels (Orientation vers les zones et les périodes de production)
- → Palynothèque bien établie (Environ 200 espèces)
- → Démarrage des travaux sur l'analyse sensorielle et physico chimique des miels de Guadeloupe
- → D'ici 2 ans, finalisation de l'analyse des miels de Guadeloupe (pollinique, physico et sensorielle)
- → Fin 2020, Orientation ou pas vers la labélisation des miels

ITEL



Exemple d'un spectre pollinique d'un miel de Guadeloupe





La Réunion

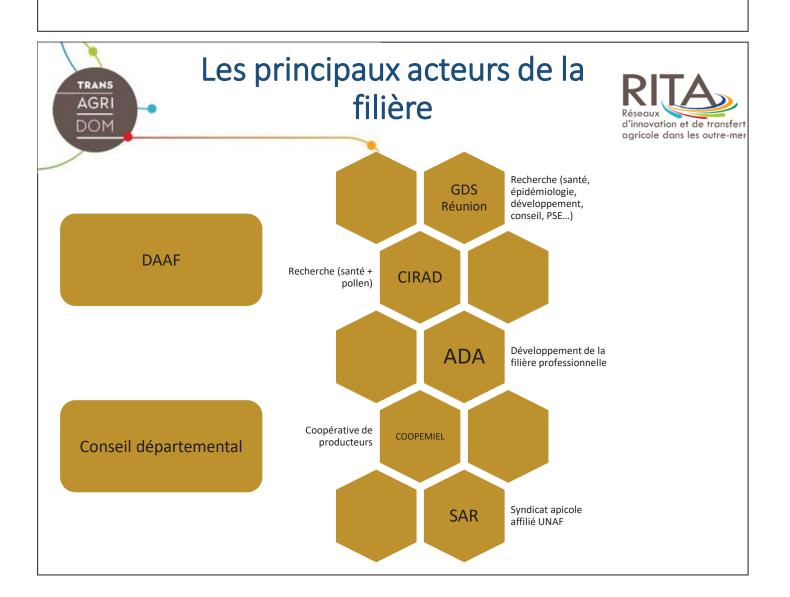


La filière apicole de La Réunion



Tout ce qu'on sait...

- 610 apiculteurs déclarés (vs. 250-300 les années précédentes)
- 115 professionnels (>60 colonies)
- 2 miellées emblématiques : letchis et baies roses
- Importation de miel entre 230 et 350 tonnes/an
- Production centrée sur le miel, peu de « diversification »
- Moyenne d'âge >63 ans
- Problématiques sanitaires majeures depuis 2017 : détection de Varroa destructor



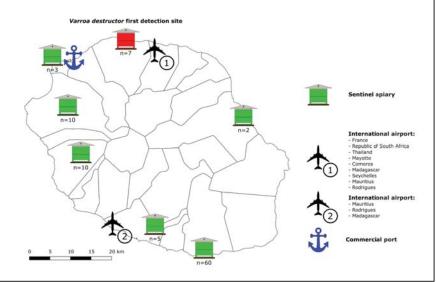


La surveillance épidémiologique



- → Collaboration fusionnelle avec la CIRAD (accueil, thèses, collaboration régionale, etc.)
- Epidémiovigilance :
 - (Varroa destructor)
 - Aethina tumida
 - I A
- Epidémiosurveillance







Les actions de R&D



Recueil des besoins de la filière dans le cadre du RITA animal

- → Biologie de l'abeille et de varroa (dynamique des populations, traits de vie...)
- → Détermination des seuils d'infestation des colonies par varroa (seuil économique, seuil dommageable)
- → Actualisation des suivis d'efficacité des produits antiparasitaires
- → Impact du varroa sur la diversité des agents pathogènes (virus) de l'abeille réunionnaise
- → Programme de sélection d'abeilles tolérantes / résistantes
- → Développement de méthodes alternatives de lutte



La palynologie



- CIRAD UMR PVBMT
- Thèse universitaire Université Antananarivo, CIRAD
- Constitution d'une palynothèque Réunion/Madagascar
- Outils de description des pollens
- Analyses palynologiques sur échantillons de « miel vert » (Tan rouge – Weinmannia tinctoria)





Autres territoires



- Quid de Tahiti?
- Saint-Pierre et Miquelon ?





Newsletter

30 minutes



Organisation - objectifs



- Objectif: faire du lien sur les territoires ultramarins
- Forme: internet, papier, 2 pages? 4 pages?
- Rythme: tous les 2 mois? Tous les 3 mois?
- Contenu:
 - 1ère édition qui soit différente des autres
 - Présentation des filières pour chaque territoire
 - Edito des animateurs ?
 - Place des « instituts techniques » : ITSAP, ADA France...?
 - Trame des futures éditions : thématiques données ? Actualités ? Veille régionale ? Etc.





Volet sanitaire

30 minutes



Aspects sanitaires – épidémiovigilance



Objectif : « connaître ce que l'on a pour mieux le protéger »

Phase 1:

- Faire un état des lieux des agents pathogènes présents sur les territoires
- Déployer des mesures d'épidémiovigilance adaptées et contextualisées

Phase 2:

• À définir en fonction des avancées/opportunités



Organisation – objectifs



« Connaître et comprendre pour contrôler »

- Faire un état des lieux le plus précis possible des filières apicoles locales
- Appui GDS Réunion
 - · Expertise analyses sanitaires
 - 7 virus
 - 2 bactéries
 - 2 microsporidies
 - Acarapis sp. ?
 - Expertise épidémiologique
 - Bilan sanitaire
 - Analyse de risque d'introduction



Organisation – objectifs



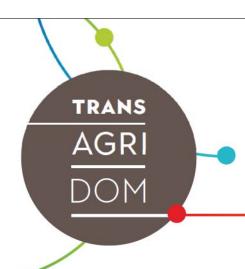
- Objectifs d'un bilan sanitaire :
 - Décrire au mieux la situation épidémiologique locale
- Contraintes:
 - Financement : local ? Interreg ? CASDAR ?
 - Protocole:
 - Période de temps donné (2 mois maxi sur les prélèvements)
 - Connaître le nb d'apis et emplacements
 - Typologie des apiculteurs
 - Prélèvements à faire par les partenaires locaux
 - (Construire une analyse de risque ?)
 - Mission de restitution à prévoir



Organisation – objectifs



- Calendrier à mettre en place
 - Mayotte en 2019
 - Guyane en 2019?
 - Guadeloupe 2019 ou 2020
 - Martinique?
 - Nouvelle-Calédonie (en cours)
 - Wallis et Futuna?
 - Tahiti?





Volet pollen

30 minutes



Ressources alimentaires et qualités des miels



 Objectif: « connaître les ressources pour mieux les valoriser »

Phase 1:

- Recenser les plantes mellifères
- Identifier les pollen et les miels associés

Phase 2:

• À définir en fonction des avancées/opportunités



Objectifs – organisation



- Appui expertise APIGUA
- Objectif:
 - 1. créer un calendrier floral et calendrier des miellées
 - 2. Livret de présentation des principaux miels des territoires
- Besoins:
 - Typologie des exploitations
 - Cartographie des ruchers pour chaque territoire
 - Calendrier floral



Objectifs – organisation



- Contraintes:
 - Idem bilans sanitaires : financements à chercher localement
 - Identifier une/des personnes ressources par territoire
 - Quels territoires intéressés ?
- Calendrier:
 - Fin 2019 : présentation des principaux miels
 - Fin 2020 : sortie des calendriers floraux







Groupe Thématique : Plantes de service

Présentation du Groupe Thématique		
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique	Les instituts de recherche, les instituts techniques les groupements de producteurs et/ou les chambres d'agriculture des DOM ont réalisé beaucoup de travaux (expérimentations, essais au champ, observations diverses, etc.) sur les Plantes de Service (PdS). Au travers des ateliers organisés durant les rencontres annuelles des RITA ou durant les rencontres AgroEcoDom, cette thématique a fait l'objet de nombreux échanges et avancées. Elle nécessite une continuité dans les échanges et la création d'outils communs pour faciliter le transfert des pratiques et ainsi faciliter l'usage des PdS par les agriculteurs. Les techniciens des structures agricoles des DOM ont soulevé la nécessité de mutualiser plusieurs points relatifs aux PdS: - La mise en commun des connaissances et des pratiques relatives à l'usage des PdS, - La production de semences, - La nécanisation nécessaire à leur implantation, - Etc. L'enjeu est donc de continuer à échanger et de mettre en place des outils pratiques d'aide à la décision et au transfert des pratiques. Cela permettra de pérenniser cette pratique particulièrement intéressante et en faveur du développement de l'agro-écologie. Les intérêts des PdS sont multiples: - maitrise des mauvaises herbes et par conséquent réduction de l'usage des herbicides; - maélioration de la fertilité des sols (réduction des engrais chimiques, du tassement, etc.); - limitation de l'érosion; - soutien à la faune utile; - régulation des bioagresseurs;	
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	L'objectif premier du groupe de travail est de parvenir à constituer un guide fonctionnel inter-Dom des plantes de services. Celui-ci prendra la forme d'un outil informatique dont le cahier des charges a été réfléchi et permet aujourd'hui de travailler à la réalisation de l'outil. Il s'agit ici de constituer une véritable application interactive d'où l'on pourra sortir les informations souhaitées sur les PdS exploitables par les techniciens, conseillers, chercheurs, etc.	















Le deuxième objectif est donc de pouvoir extraire de cette base de données des fiches techniques afin d'échanger et de transférer au champ avec d'autres techniciens et agriculteurs.				
Déroulé de l'atelier				
Date de l'atelier	28 février 2019			
Objectifs spécifiques de l'atelier	Présenter succinctement les avancées concernant le guide fonctionnel sur les PdS nommé « Plant'asso » Continuer les échanges sur le sujet à travers :			
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier Alizé MANSUY Manuel GERARD				
Rapporteur(s)/trice(s) de l'atelier	Manuel GERARD			
Méthode d'animation (brainstorming discussion, métaplan, jeu de rôle, tours de table)	Tour de table des personnes présentes et de leurs attentes Animation variée à travers l'apport de témoignage, la projection de films et résultats d'enquêtes permettant de favoriser les échanges.			
Participants (Nom / Organisme / Territoire)	Voir feuille de présence			
Discussion – Conclusions				

Compte rendu

M. Benoît BARAU, planteur de canne à la Réunion, est venu présenter une « success story » sur l'utilisation des PdS en culture de canne à sucre. Alizé MANSUY accompagne son témoignage par des projections. M. Benoît BARAU explique que l'utilisation de PdS est un vrai choix, pas forcément guidé par un intérêt économique, mais plutôt par une évolution vers des pratiques agro-écologiques favorisant le développement de la biodiversité, de l'attrait pour les insectes pollinisateurs, pour avoir une occupation du sol enrichissante, etc. Ce témoignage suscite des questions/réponses :

Compte rendu - Groupe de Travail - Journées Techniques annuelles 2019 RITA







Page 2 sur 5





- Q: y-a-t-il du transfert et des visites?
- R : oui, 70 à 80 agriculteurs viennent régulièrement mais difficile de toucher tous les planteurs
- Q: l'approvisionnement en semences est-il facile?
- R: il existe un importateur qui en fournit mais il est difficile d'en trouver d'autres donc d'en tester d'autres
- Q: l'utilisation des PdS a-t-elle un effet sur la production de canne?
- R: il y a un suivi régulier et on n'observe aucune différence avec le témoin « classique »

Ensuite, un film est diffusé. Réalisé par le RITA Guadeloupe, il présente un planteur ayant utilisé de la crotalaire en inter-rangs sur 7 ha. Des questions sur la compétitivité avec la canne et l'éventuelle baisse de rendement sont posées. Il est répondu que la pratique est différente de celle de la Réunion. La PdS est roulée et cela n'influe a priori pas sur les rendements.

Un film sur l'utilisation de PdS à Mayotte est également diffusé. Il traduit bien le contexte local d'agriculture familiale qui se soucie des parasites et de la possibilité de revenus supplémentaires grâce à l'utilisation de PdS alimentaires au sein de la culture principale.

Certains professionnels présents témoignent également de l'utilisation de PdS et de leur intérêt. Ainsi, Olivier Cesar-Auguste, apiculteur en Guadeloupe, témoigne que les planteurs de banane ont signé une convention avec l'APIGUA sur l'utilisation de PdS, par exemple Caya Blanc, dans les champs de banane afin de réinstaller la biodiversité.

Ensuite, les avancées sur l'élaboration de l'application Plant'Asso sont présentées. Cela suscite une question principale qui porte sur l'accès qui sera laissé aux agriculteurs à cet outil. Les animateurs précisent que dans les ateliers précédents, il a été validé le fait que cet outil est avant tout destiné aux chercheurs, techniciens et conseillers car il en ressortira un résultat brut qui mérite une analyse avant diffusion vers les agriculteurs. Le but essentiel est de capitaliser de l'information et, dans un deuxième temps, cette information sera diffusée et utile pour l'agriculteur sur le terrain.

Il est proposé de rajouter des entrées par rapport aux thématiques d'élevage et d'agroforesterie.

Alizé MANSUY présente ensuite les premiers résultats d'une enquête élaborée par Joël HUAT et diffusée dans tous les DOM. Elle a pour objectif d'aider à définir les besoins des futurs utilisateurs de Plant'Asso et les sorties de l'outil. Les résultats sont présentés dans le power-point ci-joint. Cette enquête présente déjà des résultats intéressants et mériterait d'être diffusée plus largement.

Enfin, les échanges portent sur les perspectives pour 2020. Il est proposé que des outils permettent également de mesurer et promouvoir les vertus des PdS. Ainsi, différents indicateurs nouveaux portant sur ces vertus pourraient être mis en place lors d'expérimentations et compilés.

Enfin, Maëva MIRALLES-BRUNEAU expose la problématique rencontrée à la Réunion, mais certainement semblable partout, des parcours extérieurs de volailles qui, bien qu'existants, ne pas

















forcément utiles pour les volailles en l'état. En effet, il est clairement remarqué qu'un parcours n'est pas forcément « parcouru » à 100 % par les volailles. Des PdS pourraient y être implantées et ainsi favoriser une vraie utilisation de l'espace par les volailles. De tels parcours sont développés en métropole et mériteraient d'être adaptés pour les DOM.

Principales		questi	ons
soulevées	au	cours	de
l'atelier			

Commentaires

- Accessibilité de l'outil « plant'asso »?
- Problématique des semences
- Importance de mesurer les effets des PdS sur les indicateurs de biodiversité

Perspectives et suites à donner		
	Objet	Finalisation de l'outil « Plant'Asso »
	Pilote	Alizé MANSUY – Joël HUAT – Manuel GERARD
	Echéance	Fin 2019
Livrable 1	Etapes/Méthode/Acteurs	 Echanges réalisés autour des incompréhensions restant sur le cahier des charges faits au cours d'une visioconférence préalable à cet atelier Réalisation de l'outil par les prestataires Test de l'outil par quelques personnes Remplissage de l'outil par des données sur les PdS Mise en ligne de l'outil et ouverture des accès
Calendrier des prochaines réunions du Rencontres TransAgriDom Groupe Thématique		fin 2019

Perspectives Pour « Les Rencontres Guyane 2019 »			
	Objet :	Visualisation de l'outil « Plant'Asso »	
	Pilote	Alizé MANSUY – Joël HUAT – Manuel	
		GERARD	
	Echéance	Fin 2019	
Livrable 1	Etapes/Méthode/Acteurs	- Présentation des avancées de l'outil	
		« Plant'Asso »	
		- Test de l'outil en atelier collectif	
		- Recueil des premières remarques à	
		faire remonter aux concepteurs	















	- Recensement des volontaires pour remplir l'outil	
Commentaires	En attendant la tenue d'un atelier PdS lors de TransAgriDom, les pilotes de l'action suivront régulièrement les avancées de la	
	réalisation de l'outil « Plant'Asso »	











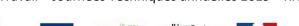




Groupe Thématique : Outils numériques au service de la protection intégrée des cultures en milieu tropical

Présentation du Groupe Thématique		
Contexte et Enjeux liés au Groupe Thématique	Face à la montée en puissance de l'utilisation des smartphone par les professionnels, mutualiser les connaissances et faire l'inventaire des outils mobiles semble primordial pour faciliter le travail, les interactions et l'autonomie des acteurs du monde agricole	
1. Faire un tour d'horizon des outils mobile existant en agricul Livrable : guide des applications mobiles existantes 2. Identifier un référent/DOM qui recueille les retours d'expérent des applis utilisées dans son territoire Thématique − Livrables Livrable : Liste des participants au groupe thématique 3. Lancer un appel à contribution pour les outils Tropilég, Wet Tropifruit Livrable : 3 fiches par DOM		
Déroulé de l'atelier		
Date de l'atelier	28 février 2019	
Objectifs spécifiques de l'atelier	 Identifier des contributeurs inter-DoM et inter-filière Faire un premier inventaire des outils numériques connus et utilisés Présenter les applications mobiles en protection des plantes et les moyens d'y contribuer 	
	Antoine BERTON (CA 973) Bryce BOUVARD (EPN 976)	
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier		

Compte rendu - Groupe de Travail – Journées Techniques annuelles 2019 RITA









Page 1 sur 6







Participants (Nom / Organisme / Territoire)

Philippe RYCKEWEART (CIRAD 34)
Eric JEUFFRAUT (CIRAD 974)
Delphine PINAULT (CD 973)
Jean-Paul RAMSAMY (CG 974)
Emmanuel TILLARD (CIRAD 974)
Eric Lucas (CA 974)
Christophe BRETAGNE (EPN 976)
Juliette PELOURDEAU (DAAF 976)
Guy FAURE (CIRAD 34)
Vincent BLANFORT (CIRAD 974)
Jonathan GAUDIN (visioconférence) (INRA 33)
Jean-Marc THEVENIN (CIRAD 34)
Cédric PERET (CA 973)
Véronique JEAN-MARIE (BioSavane 973)
Julien FRADIN (IDELE)

Bernard REYNAUD (CIRAD 974)

Discussion – Conclusions

Compte rendu

Après avoir présenté les objectifs de l'atelier, B. Bouvard a demandé aux participants de citer des outils numériques utilisés dans leur territoire en citant un premier exemple : les réseaux sociaux tels que Facebook et Whatsapp. Ces derniers permettent de créer des groupes de discussion pour faciliter la communication et permettent notamment la transmission de photos pour des diagnostics à distance. D'autres exemples d'applications mobiles ont ensuite été donnés pour lancer la discussion : Tropilég, DiagnoPl@nt, PlantNet, Wikwio, Plantix, Plantsnapp...

Les participants sont ensuite intervenus pour citer quelques outils utilisés sur leur territoire mais la majeure partie évoquant des logiciels, le débat a été recentré à plusieurs reprises sur les applications mobiles utilisables sur le terrain.

Guy Faure (CIRAD, directeur de l'UMR Innovation) a travaillé sur l'agriculture numérique dans son unité, notamment en Afrique où sont comparées une quinzaine d'outils comme celui utilisé par AfricaRice sur le riz. Le transfert des outils numériques auprès des utilisateurs s'avère plus compliqué que prévu car cela nécessite de travailler avec des producteurs qui ont des capacités en informatique, d'établir un contrat avec une société de téléphone et d'assurer la présence d'un animateur sur le terrain pour que l'application soit utilisée. Il signale également qu'un recensement des outils numériques est effectué au sein de l'UMR Innovation avec une grille d'évaluation.

Eric Lucas (CA Réunion, chef du service diversification) a mis en garde sur le fait que l'utilisation de ces outils ne doit pas se substituer au conseil agricole mais doit être un outil de dialogue avec le producteur pour appuyer les dires du technicien. Quelques outils employés à la Réunion ont été cités : le logiciel Victoria pour la planification des récoltes d'ananas, le logiciel















FertiRUN pour gérer la fertilisation, le logiciel Irricanne pour la conduite de l'irrigation, PlantNet et TropiLég. Il a précisé que la formation est très importante pour ces outils numériques, et que la porte d'entrée peut être les jeunes en lycée agricole qui feront le pont avec leurs parents.

Jean-Paul Ramsamy (CD Réunion, chef de service) a signalé qu'il peut être difficile de faire adhérer des agriculteurs et des techniciens aux outils numériques et qu'il faudrait bien définir ce que l'on en attend. Est-ce qu'on favorise des outils génériques ou chacun construit ses outils en fonction de ses besoins et de son contexte ? Comment mobiliser et capitaliser les informations sans démultiplier les outils ? En termes d'intérêt, il faudrait identifier un fil conducteur, que l'outil s'intègre dans un schéma général. Ces outils pourraient permettre de mieux orienter, cadrer et évaluer nos politiques agricoles en collectant de l'information pour décrire les populations agricoles et la diversité des exploitations.

Antoine Berton a rappelé que l'intérêt de ces outils est de capitaliser toutes les données éclatées dans les DOM. De plus, on pourrait imaginer une transversalité entre applications, par exemple si l'on fait des ponts entre Wikitrop et Tropilég.

Eric Lucas a proposé que ces outils soient utiles pour les BSV : les producteurs photographient un problème, cela pourrait permettre de signaler de nouveaux ravageurs. Cependant l'agriculteur doit être d'accord pour partager son positionnement. Bernard Reynaud (CIRAD, chef de l'UMR PVBMT) a précisé que pour PlantNet on partage sa position géographique lorsque l'on décide de contribuer, ainsi que son identité si on le souhaite. Ce type d'outil a été écrit par des conseillers pour des conseillers et des producteurs, mais il peut aussi permettre de faire remonter de l'information, comme sur un système d'épidémiosurveillance. Il évoquait également l'application « Agiir » dédiée aux espèces invasives ayant des répercussions fortes (ou susceptibles d'en avoir) sur la santé des végétaux, la santé publique, ou sur leurs proies ou leurs hôtes (exemple du frelon asiatique problématique en apiculture).

Jonathan Gaudin (INRA, phytopathologiste à l'UMR SAVE) a signalé que les personnes qui développent ce type d'outil n'ont pas vocation à gérer les données. Toutefois une remontée d'information peut être traitée si les données sont gérées par un animateur comme c'est le cas avec les chambres d'agriculture d'Alsace et de Champagne Ardenne qui partagent leur donnée sur la flavescence dorée.

Emmanuel Tillard (CIRAD, chercheur de l'UMR Selmet) a déploré le fait qu'il existe beaucoup d'outils dans le domaine de l'élevage mais qu'ils ne sont pas utilisés et souvent assez chers. Il a été évoqué deux outils qui concerne l'élevage : « Isaviande » qui est gratuit mais avec peu de liberté sur les données (sortie de fiches en format PDF) et « GEIDEL » qui permet une sortie des données sur Excel mais dont la licence s'élève à 800€ avec 150€/an pour les mises à jour.

Après ce premier temps d'échange, il a été convenu de désigner un référent par DOM pour identifier les applications utilisées sur chaque territoire et avoir des retours d'expériences sur leur adaptabilité et leur fiabilité. La seconde partie de l'atelier était consacrée à la présentation de l'application Tropilég par Antoine Berton et Jonathan Gaudin.

Tropilég est née de l'idée d'adapter les applications de l'INRA déjà connues (DiagnoPl@nt) sur les cultures légumières tropicales, avec les mêmes objectifs qui sont la surveillance des cultures, l'identification des ravageurs/maladies par culture et la valorisation de méthodes de protection alternatives contre ces bioagresseurs. Elle permet notamment de valoriser un capital de connaissances sur les maladies des cultures légumières acquises lors de missions d'inventaires















menées en collaboration avec les RITA (Mayotte, Guyane, Nouvelle Calédonie). Le « Guide pratique de conception de système de culture tropicaux économes en produits phytosanitaires » a également été inclus dans Tropilég. Cette application étant trop lourde, seule la version web est accessible pour l'instant. Il est possible de devenir contributeur en s'inscrivant, un formulaire de remontée d'information (« ajouter une observation ») est même disponible pour la Nouvelle-Calédonie. Le module « Identifier et connaître par l'image » constitue un outil d'aide au diagnostic très intéressant. De plus, ces applications peuvent être intégralement téléchargées et n'ont donc pas besoin d'une connexion internet pour être utilisées.

Ces outils peuvent également permettent de remonter de l'information, comme pour l'application Vigipl@nt, un outil mobile de géolocalisation des maladies de plantes dans les cultures qui sera diffusé prochainement. Cette application facilitera l'épidémiosurveillance des bioagresseurs sur le territoire et contribuera à la détection de ceux qui sont émergents.

La présentation s'est ensuite orientée sur Wikitrop (anciennement Wikwio), une plateforme d'échange sur les adventices tropicaux. Il existe à l'heure actuelle 541 fiches espèces sur cette plateforme qui offre 2 applications : une permettant de collecter de l'information avec un marquage GPS des adventices sur le terrain, et une permettant d'identifier des adventices à l'aide de l'outil IDAO qui intègre 420 espèces.

Bernard Reynaud a rappelé que ces applications ne fonctionnent que si elles sont construites en partenariat, d'où l'utilité des RITA. On pourrait également imaginer un lien entre le diagnostic photo et un conseil en laboratoire (FREDON). Des applications similaires à DiagnoPl@nt sont en conception pour les agrumes et les mangues (TropiFruits) en lien avec les BSV et la collecte de données pour le barecoding. Ce type d'outil pousse à regarder sa culture (reconnaissance/prophylaxie) et peut être un bon support pédagogique de formation.

Différentes interrogations ont été soulevées par Eric Jeuffrault (CIRAD, directeur régional Réunion/Mayotte) sur l'existence d'un module sur les stades phénologiques dans Tropilég pour identifier les risques d'apparition des ravageurs selon le stade, sur l'utilité de l'outil une fois que toutes les pages ont été consultées, sur l'utilité de la géolocalisation et sur les freins à l'utilisation de ces applications par les agriculteurs de métropole. Il n'existe aujourd'hui pas d'entrée par stade phénologique et cela nécessiterait de grosses contributions et beaucoup de temps mais ce serait envisageable, d'autant plus que cela a déjà été fait sous forme de livres. La géolocalisation a été mise en place dans un esprit collaboratif pour prévenir les producteurs voisins qu'un bioagresseur est à surveiller, et cela permet de définir les bioagresseurs prioritaires en fonction de l'occurrence des signalements. En ce qui concerne l'utilisation de ces outils, il est nécessaire de communiquer et d'animer des ateliers sur le sujet. Ils sont en général bien connus des techniciens et des animateurs de réseau, mais moins des agriculteurs.

L'idée d'intégrer les auxiliaires sous forme de fiches a été évoquée et pourrait être un objectif à réaliser à l'issue de TransAgriDOM.

Un relâchement sur l'implication des acteurs a été ressenti et cet atelier pouvait être l'occasion de relancer la motivation des contributeurs. Alors que la question de l'utilité de ces applications était soulevée, Jonathan Gaudin a précisé que le nombre de téléchargement des applications est étudié, ainsi que le nombre de visites sur le site web par les personnes inscrites. La participation des contributeurs est également étudiée en distinguant les techniciens, agriculteurs et privés. Au cours de l'été 2018, 5000 utilisations journalières ont été recensées sur















Tropilég.

Pour conclure, un référent par DOM doit être désigné pour participer à ce recensement des outils numériques utilisés, les participants sont pour l'instant Luc Van Huffel à La Réunion, Bryce Bouvard à Mayotte et Antoine Berton en Guyane.

Comment mobiliser et capitaliser les informations sans démultiplier les outils ? (exemple : Vigipl@nt et Agiir)

Principales questions soulevées au cours de l'atelier Est-il nécessaire de faire un guide/boîte à outil sur toutes ces applications ?

Est-il possible de trouver des financements pour enrichir Tropilég avec un module sur les risques en fonction des stades phénologiques des cultures et des fiches auxiliaires ?

Perspectives et suites à donner			
	Objet	Fixer des référents définitifs pour chaque DROM-COM	
Livrable 1	Pilote	B.BOUVARD	
	Echéance	Fin d'année 2019	
	Etapes/Méthode/Acteurs	Relancer les participants	
	Objet	Guide des applications mobile disponibles	
	Pilote	B. BOUVARD	
	Echéance	Fin 2020	
Livrable 2	Etapes/Méthode/Acteurs	→ Fiabilité ? Ergonomie ? → Rédaction de fiche descriptive/explicative → assemblage du guide Echanges entre les acteurs du groupe, répartition des fiches descriptives.	
	Objet	Contributions aux applications mobiles PIC notamment Tropilég	
Livrable 3	Pilote	A. BERTON	
	Echéance	Fin 2020	
	Etapes/Méthode/Acteurs	3 fiches supplémentaires rédigées dans l'outil pour chaque territoire d'ici fin	

















		2019 et idem d'ici fin 2020	
		(le livrable de la convention étant au	
		minimum la rédaction de 5 nouvelles	
	Objet	fiches bioagresseur/auxiliaire par an)	
	Objet Pilote		
Livrable 4			
	Echéance		
Calendrier des	Etapes/Méthode/Acteurs		
prochaines réunions du	A prácicor		
Groupe Thématique	A préciser		
Commentaires			
Pers	pectives Pour « Les Rencor	ntres Guyane 2019 »	
	Objet	Séance de travail sur les fiches pouvant être implémentée dans les outils PIC	
Liveralia 4	Pilote	A. BERTON	
Livrable 1	Echéance	Fin octobre 2019	
	Etapes/Méthode/Acteurs	Réunion entre les acteurs / Choix des fiches par DOM-TOM/ Trame de rédaction	
	Objet	Séance de travail sur les applications mobiles, et le canevas des fiches du guide – Test au sein du groupe de certaines appli au champ	
	Pilote	B. BOUVARD	
Livrable 2	Echéance	Fin octobre 2019	
	Etapes/Méthode/Acteurs	Réunion entre les acteurs /Brainstorming, test des outils et choix + élaboration du canevas	
Propositions			















Groupe Thématique : Synergies entre RITA et QUALITROPIC

	Présentation du Groupe Thématique			
Présentation des nouvelles missions étendues aux autres outre du pôle de compétitivité Qualitropic dans le cadre de la Phase pôles de compétitivité (2019-2022) et identification de théma et d'actions sur lesquelles le pôle et les RITA pourraient collab				
Objectifs du Groupe Thématique – Livrables	Objectif : Favoriser les synergies entre les RITA et le pôle			
	Déroulé de l'atelier			
Date de l'atelier	28 février 2019			
Objectifs spécifiques de l'atelier	 Informer les acteurs ultramarins des RITA sur les missions du pôle et l'implantation d'antennes sur leurs territoires Identifier des pistes de collaboration entre le pôle et les structures présentes et leurs partenaires/membres 			
Animateur(s)/trice(s) de l'atelier	Graziella TOSTAIN – QUALITROPIC Guillaume INSA – ARMEFLHOR et Animateur RITA Horti Réunion			
Rapporteur(s)/trice(s) de l'atelier	Graziella TOSTAIN – QUALITROPIC Guillaume INSA – ARMEFLHOR et Animateur RITA Horti Réunion			
Méthode d'animation (brainstorming discussion, métaplan, jeu de rôle, tours de table)	Projection d'un support de présentation suivie d'échanges			
Participants (Nom / Organisme / Territoire)	Ulysse MOGUE / ASSOFWI / Guadeloupe Siti SAID HACHIM / Conseil départemental / Mayotte Marion CASSU / Filière Café, Cacao et Vanille / Guadeloupe Anne-Laure RIOUALEC / EPN Coconi / Mayotte			

Compte rendu - Groupe de Travail – Journées Techniques annuelles 2019 RITA

















Xavier XANDE / ITEL / Guadeloupe
Marie-France DUVAL / CIRAD / Martinique
Michel RIEU / IFIP / France métropole
Guillaume INSA / ARMEFLHOR / La Réunion
Françoise DELABAERE / Qualitropic / La Réunion
Graziella TOSTAIN / Qualitropic / La Réunion

Discussion – Conclusions

Compte rendu

Les sujets potentiels sur lesquels des synergies peuvent être possibles en lien avec des acteurs déjà présents sur certains territoires :

- Biocontrôle
- Plantes Aromatiques, à Parfum et Médicinales :
 - Production d'éco-extraits
 - Caractérisation et objectivation de ces extraits
 - .
- Alimentation intelligente
- Agriculture biologique et amélioration du taux de couverture en produits locaux issus de l'AB
- ...

Les apports possibles du pôle :

- La recherche et la mise en place des partenariats
- L'accompagnement dans le montage de projets
- La recherche de financement et l'identification et la réponse à des AAP
- L'accompagnement dans le montage des dossiers de financement
- ...

Principales questions soulevées au cours de l'atelier			
Perspectives et suites à donner			
	Objet	Diffusion dans Coatis du support de présentation et du CR de l'atelier	
Livrable 1	Pilote	Le pôle via les RITA	
LIVI ADIE 1	Echéance	Avril 2019	
	Etapes/Méthode/Acteurs	 Participants Autres acteurs ultramarins potentiellement intéressés 	

















	Objet	Montage d'une mission prospective aux Antilles et en Guyane : rencontres et visites	
	Pilote	Le pôle avec appui des RITA	
	Echéance	2 ^{ème} semestre 2019	
Livrable 2	Etapes/Méthode/Acteurs	 Participants Autres acteurs ultramarins avec lesquels le pôle est déjà en contact Autres acteurs ultramarins potentiellement intéressés 	
Calendrier des prochaines réunions du Groupe Thématique			
Commentaires			









Liste des participants au colloque RITA du 1^{er} mars 2019

Nom	Prénom	Organisme	Territoire
ACHARD	Pascale	FRCA	974 - La Réunion
ASSANI RAKOTONIRINA	Eleonard	Lycée agricole de Coconi	976 - Mayotte
BADOUARD	Brigitte	IFIP Institut du Porc	France métropolitaine
ВАНА	Abdallah	EPN de Coconi	976 - Mayotte
BARAU	Benoit	EARL JEBAM	974 - La Réunion
BARAU	Jean-Marie	EARL JEBAM	974 - La Réunion
		Ministère de l'agriculture et de	
BARDY	Marion	l'alimentation / DGER	France métropolitaine
BATISTA	Fabricio	MFR de Regina	973 - Guyane
BELLANGER	Solène	Agence Francaise pour la Biodiversité	France métropolitaine
BELLASSEE	Patrick	CTCS Martinique	972 - Martinique
BEN YOUSSOUF	Abdoul Anziz	DAAF Mayotte	976 - Mayotte
BENNET	Vincent	DAAF La Réunion	974 - La Réunion
BERTHAUX	Paul		France métropolitaine
BERTON	Antoine	Chambre d'agriculture de Guyane	973 - Guyane
BITAUD	Corinne	ASTREDHOR	France métropolitaine
BLOMBOU	Gérard	IGUAVIE	971 - Guadeloupe
BOINAHERY	Mohamed	Coopadem	976 - Mayotte
BORDES	Jean-Paul	Acta	France métropolitaine
BOUGON	Nolwenn	Agence Francaise pour la Biodiversité	France métropolitaine
BOUVARD	Bryce	EPN de Coconi	976 - Mayotte
BRETAGNE	Christophe	EPN de Coconi	976 - Mayotte 976 - Mayotte
BRUNEL	Sara	Agence Bio	France métropolitaine
BURGAUD	Marty	CIRAD	971 - Guadeloupe
BONGAOD	ivialty	Filière café, cacao et vanille de	371 Guadeloupe
CASSU	Marion	Guadeloupe	971 - Guadeloupe
CESAR-AUGUSTE	Olivier	ITEL / SICA MPG	971 - Guadeloupe
CHAMPAGNE	Jean	Acta	France métropolitaine
G. W. W. W. Y. G. W. E.		7.000	971 - Guadeloupe - 972 -
CHAMPOISEAU	Patrice	Institut Technique Tropical	Martinique
CHIRON	Geoffrey	ITAVI	France métropolitaine
CLAVERIE DE SAINT-MARTIN	Elisabeth	CIRAD	France métropolitaine
CLUZEAU-MOULAY	Sophie	Acta	France métropolitaine
COCQUET	Gwendoline	CCIMA Wallis et Futuna	986 - Wallis-et-Futuna
COINT	Solenn	ITEL	971 - Guadeloupe
CORRE	Richard	SICA REVIA	974 - La Réunion
COTE	François-Xavier	CIRAD	France métropolitaine
		Direction de l'agriculture de Polynésie	
COURAUD	Philippe	française	987 - Polynésie française
	5.1.1.		971 - Guadeloupe - 972 -
CUVILLIER	Delphine	VIVEA	Martinique
DAGUIER	Marie	Institut Technique Tropical	France métropolitaine
DAMBREVILLE	Alain	ARMEFLHOR / IQUAE / QUALITROPIC	974 - La Réunion
DE TURCKHEIM	Nathalie	DAAF Mayotte	976 - Mayotte
DELABAERE	Françoise	QUALITROPIC	974 - La Réunion
DELLA MUSSIA	Sophie	CIRAD	France métropolitaine
DENONNIN DEPERROIS	Eve Hervé	CIRAD ODEADOM	France métropolitaine
DESFORGES	Jean-Charles		France métropolitaine DROM
רטרטעפט	Jean-Cildiles	SYNGENTA	DIOW
DESPLAN	Michel	Chambre d'agriculture de Guadeloupe	971 - Guadeloupe
DIMAN	Jean-Louis	INRA Centre Antilles-Guyane	971 - Guadeloupe
DOMMERGUES	Laure	Coopadem	976 - Mayotte
DOS SANTOS LEONEL	Eric	MFR de Regina	973 - Guyane
DUGUÉ	Patrick	Cirad	France métropolitaine
DURIER	Mallorie	DEPHY	France métropolitaine
DUVAL	Marie-France	CIRAD	972 - Martinique

Liste des participants au colloque RITA du 1^{er} mars 2019

Nom Prénom Organisme Territoire EDDI Michel CIRAD France métropolitaine EHRSAM Denis CCIMA Wallis et Futuna 986 - Wallis-et-Futuna EMMENECKER Claire APCA - RESOLIA France métropolitaine EPAILLY Brice NovAmazone 973 - Guyane ESNAULT Olivier GDS Réunion 974 - La Réunion ESPRIT Céline Chambre d'agriculture de Guadeloupe 971 - Guadeloupe FAGES Marc Chambre d'agriculture de Polynésie 987 - Polynésie française FAGES Patrice UHPR 974 - La Réunion FAURE Guy cirad France métropolitaine FONTAINE Olivier Chambre d'agriculture de La Réunion 974 - La Réunion FORTE BARBOSA SILVA Alexandre MFR de Regina 973 - Guyane Direction des services de l'agriculture, 966 - Wallis-et-Futuna FOUCAN PERAFIDE Benoit APIGUA 971 - Guadeloupe GAUDIN Bruno ITEIPMAI France métropolitaine	
EHRSAM Denis CCIMA Wallis et Futuna 986 - Wallis-et-Futuna EMMENECKER Claire APCA - RESOLIA France métropolitaine EPAILLY Brice NovAmazone 973 - Guyane ESNAULT Olivier GDS Réunion 974 - La Réunion ESPRIT Céline Chambre d'agriculture de Guadeloupe 971 - Guadeloupe FABRESSE Marc Chambre d'agriculture de Polynésie 987 - Polynésie française FAGES Patrice UHPR 974 - La Réunion FAURE Guy cirad France métropolitaine FONTAINE Olivier Chambre d'agriculture de La Réunion France métropolitaine FORTE BARBOSA SILVA Alexandre MFR de Regina 973 - Guyane FOTOFILI Amalia de la forêt et de la pêche 986 - Wallis-et-Futuna FOUCAN PERAFIDE Benoit APIGUA 971 - Guadeloupe GAUDIN Bruno ITEIPMAI France métropolitaine GERARD Manuel RITA Guadeloupe 971 - Guadeloupe GOURVENNEC Valérie ODEADOM France métropolitaine GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GOURVENNEC Valérie ODEADOM France métropolitaine GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de	
EMMENECKER EPAILLY Brice NovAmazone GDS Réunion ESPRIT Céline Chambre d'agriculture de Guadeloupe FABRESSE Marc Chambre d'agriculture de Polynésie 987 - Polynésie française FAGES Patrice UHPR 974 - La Réunion FAURE GUY Cirad France métropolitaine FONTAINE FONTAINE FORTE BARBOSA SILVA Alexandre MFR de Regina Direction des services de l'agriculture, FOTOFILI Amalia de la forêt et de la pêche GAUDIN Benoit APIGUA GAUDIN Bruno ITEIPMAI GERARD Manuel GRARD Manuel GROSSARD Frédy GUEST APIGUA DIABIE GROSSARD Frédy GUEST APIGUA DEADOM France métropolitaine FOTOS Guadeloupe GAUDIN GROSSARD Frédy GTCS Guadeloupe GAUGUNERERO Nathalie DAAF La Réunion 971 - Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion PAAF Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET	
EPAILLY ESNAULT Olivier Olivier GDS Réunion 973 - Guyane 974 - La Réunion ESPRIT Céline Chambre d'agriculture de Guadeloupe FABRESSE Marc Chambre d'agriculture de Polynésie 987 - Polynésie française FAGES Patrice UHPR 974 - La Réunion FAURE Guy cirad France métropolitaine FONTAINE Olivier FORTE BARBOSA SILVA Alexandre MFR de Regina Direction des services de l'agriculture, FOTOFILI FOUCAN PERAFIDE Benoit APIGUA France métropolitaine FOUCAN PERAFIDE GAUDIN Bruno ITEIPMAI France métropolitaine GERARD Manuel GERARD Manuel GOURVENNEC GOURVENNEC GOURVENNEC GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe GOURSERRO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion 971 - Guadeloupe GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe 971 - Guadeloupe 971 - Guadeloupe 971 - Guadeloupe GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe 971 - Guadeloupe GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe 971 - Guadeloupe GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe 971 - Guadeloupe GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe	
ESNAULT Olivier GDS Réunion 974 - La Réunion ESPRIT Céline Chambre d'agriculture de Guadeloupe 971 - Guadeloupe 987 - Polynésie française 988 - Wallis - Prance métropolitaine 988 - Vallis - La Réunion 974 - La Réunion 973 - Guyane Direction des services de l'agriculture, 988 - Wallis - Prance Polynésie 988 - Wallis - Prance Polynésie 998 - Wallis - Prance Métropolitaine 988 - Wallis - Prance Métropolitaine 998 - Wallis - Prance Métropolitaine 999 - Pra	
ESPRIT Céline Chambre d'agriculture de Guadeloupe 971 - Guadeloupe FABRESSE Marc Chambre d'agriculture de Polynésie 987 - Polynésie française 987 - Polynésie française 987 - Polynésie française 987 - Polynésie française 987 - La Réunion 974 - La Réunion FAURE Guy cirad France métropolitaine 974 - La Réunion FONTAINE Olivier Chambre d'agriculture de La Réunion 974 - La Réunion PORTE BARBOSA SILVA Alexandre MFR de Regina 973 - Guyane 973 - Guyane 973 - Guyane 974 - La Réunion 974 - La Réunion 974 - La Réunion 975 - Guyane 975 - Guadeloupe 975 - G	
FABRESSE Marc Chambre d'agriculture de Polynésie 987 - Polynésie française PAGES Patrice UHPR 974 - La Réunion FAURE Guy cirad France métropolitaine FONTAINE Olivier Chambre d'agriculture de La Réunion 974 - La Réunion PORTE BARBOSA SILVA Alexandre MFR de Regina 973 - Guyane Direction des services de l'agriculture, FOTOFILI Amalia de la forêt et de la pêche 986 - Wallis-et-Futuna POUCAN PERAFIDE Benoit APIGUA 971 - Guadeloupe GAUDIN Bruno ITEIPMAI France métropolitaine GERARD Manuel RITA Guadeloupe 971 - Guadeloupe GOURVENNEC Valérie ODEADOM France métropolitaine GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion PAGE GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion PAGE Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
FAGES Patrice Guy cirad France métropolitaine FONTAINE Olivier Chambre d'agriculture de La Réunion 974 - La Réunion FORTE BARBOSA SILVA Alexandre MFR de Regina 973 - Guyane Direction des services de l'agriculture, FOTOFILI Amalia de la forêt et de la pêche 986 - Wallis-et-Futuna FOUCAN PERAFIDE Benoit APIGUA 971 - Guadeloupe GAUDIN Bruno ITEIPMAI France métropolitaine GERARD Manuel RITA Guadeloupe 971 - Guadeloupe GOURVENNEC Valérie ODEADOM France métropolitaine GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion HELPIN Jacques DAAF Martinique 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
FAURE Guy cirad France métropolitaine FONTAINE FORTE BARBOSA SILVA Alexandre Direction des services de l'agriculture, FOTOFILI FOUCAN PERAFIDE GAUDIN GERARD Manuel GERARD Manuel GERARD GOURVENNEC GOURVENNEC GROSSARD GR	
FONTAINE FORTE BARBOSA SILVA Alexandre MFR de Regina Direction des services de l'agriculture, FOTOFILI FOUCAN PERAFIDE GAUDIN GERARD Manuel GERARD GOURVENNEC GOURVENNEC GROSSARD GROSSARD GROSSARD GROSSARD GERRERO HERBINET Bénédicte Chambre d'agriculture de La Réunion 974 - La Réunion 973 - Guyane Direction des services de l'agriculture, 64 la forêt et de la pêche 986 - Wallis-et-Futuna 971 - Guadeloupe 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte France métropolitaine	
FORTE BARBOSA SILVA Alexandre MFR de Regina 973 - Guyane Direction des services de l'agriculture, FOTOFILI Amalia de la forêt et de la pêche 986 - Wallis-et-Futuna FOUCAN PERAFIDE Benoit APIGUA 971 - Guadeloupe GAUDIN Bruno ITEIPMAI France métropolitaine GERARD Manuel RITA Guadeloupe 971 - Guadeloupe GOURVENNEC Valérie ODEADOM France métropolitaine GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe 971 - Guadeloupe 971 - Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion HELPIN Jacques DAAF Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte I'alimentation / DGER France métropolitaine	
FORTE BARBOSA SILVA Alexandre Direction des services de l'agriculture, FOTOFILI FOUCAN PERAFIDE Benoit APIGUA PERAFIDE Benoit APIGUA PERAFIDE GAUDIN Bruno ITEIPMAI France métropolitaine GERARD Manuel GOURVENNEC Valérie ODEADOM France métropolitaine GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion HELPIN Jacques DAAF Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET MFR de Regina 973 - Guyane 973 - Guyane 986 - Wallis-et-Futuna 971 - Guadeloupe 972 - Martinique 974 - La Réunion 974 - La Réunion PAAF Martinique Ministère de l'agriculture et de	
FOTOFILI Amalia de la forêt et de la pêche 986 - Wallis-et-Futuna FOUCAN PERAFIDE Benoit APIGUA 971 - Guadeloupe GAUDIN Bruno ITEIPMAI France métropolitaine GERARD Manuel RITA Guadeloupe 971 - Guadeloupe GOURVENNEC Valérie ODEADOM France métropolitaine GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion HELPIN Jacques DAAF Martinique 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
FOTOFILI Amalia de la forêt et de la pêche 986 - Wallis-et-Futuna FOUCAN PERAFIDE Benoit APIGUA 971 - Guadeloupe GAUDIN Bruno ITEIPMAI France métropolitaine GERARD Manuel RITA Guadeloupe 971 - Guadeloupe GOURVENNEC Valérie ODEADOM France métropolitaine GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion HELPIN Jacques DAAF Martinique 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
FOUCAN PERAFIDE GAUDIN Bruno ITEIPMAI France métropolitaine GERARD Manuel GOURVENNEC GROSSARD Frédy GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion HELPIN Jacques Ménédicte Bénédicte APIGUA 971 - Guadeloupe 972 - Martinique 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de 1'alimentation / DGER France métropolitaine	
GAUDIN Bruno ITEIPMAI France métropolitaine GERARD Manuel RITA Guadeloupe 971 - Guadeloupe GOURVENNEC Valérie ODEADOM France métropolitaine GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion HELPIN Jacques DAAF Martinique 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
GERARD Manuel RITA Guadeloupe 971 - Guadeloupe GOURVENNEC Valérie ODEADOM France métropolitaine GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion HELPIN Jacques DAAF Martinique 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
GOURVENNEC Valérie ODEADOM France métropolitaine GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion HELPIN Jacques DAAF Martinique 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
GROSSARD Frédy CTCS Guadeloupe 971 - Guadeloupe GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion HELPIN Jacques DAAF Martinique 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
GUERRERO Nathalie DAAF La Réunion 974 - La Réunion HELPIN Jacques DAAF Martinique 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
HELPIN Jacques DAAF Martinique 972 - Martinique Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
Ministère de l'agriculture et de HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
HERBINET Bénédicte l'alimentation / DGER France métropolitaine	
·	
HEUGUET Benoit Institut Technique Tropical 971 - Guadeloupe	
HEURTAUX Mathilde Acta France métropolitaine	
HOAREAU Patrick FRCA 974 - La Réunion	
HUET Jérôme GDS Réunion 974 - La Réunion	
JAGORET Guillaume ARMEFLHOR 974 - La Réunion	
JAMES Valérie MFR DE REGINA 973 - Guyane	
JEAN-BAPTISTE Ulysse MFR de Regina 973 - Guyane	
JEAN-BAPTISTE Isabelle Chambre d'agriculture de Martinique 972 - Martinique	
IEAN CHARLES Passal Chambro d'agriculture de Cuadeloune 071 Cuadeloune	
JEAN-CHARLES Pascal Chambre d'agriculture de Guadeloupe 971 - Guadeloupe JEAN-FRANCOIS Hubert Conseil Régional 971 - Guadeloupe	
JEAN-FRANCOIS Hubert Conseil Régional 971 - Guadeloupe Ministère de l'agriculture et de	
JEAN-JOSEPH Gwladys l'alimentation / DMOM France métropolitaine	
Société coopérative agricole BIO	
JEAN-MARIE Véronique SAVANE 973 - Guyane	
JEUFFRAULT Éric CIRAD 976 - Mayotte	
LABBÉ Joël Sénat France métropolitaine	
LASSELIN Delphine Collectivité territoriale 973 - Guyane	
LE BIHAN Élise DAAF Guyane 973 - Guyane	
LECAILLE Jérémy Collectivité territoriale 973 - Guyane	
LEFRANCOIS Thierry CIRAD France métropolitaine	
LEJEUNE Hervé CGAAER France métropolitaine	
LIENARD Maxime APCA France métropolitaine	
LOUIS-SIDNEY Jonathan Parc Naturel de Martinique 972 - Martinique	
LUCAS Éric Chambre d'agriculture de la Réunion 974 - La Réunion	
LYONNAZ-PERROUX Bernard DAAF Guyane 973 - Guyane	
MAGNARD Claire DAAF Guadeloupe 971 - Guadeloupe	
MANSUY Alizé eRcane 974 - La Réunion	
MARIE-LOUISE Monette DAAF Martinique 972 - Martinique	
MARION Daniel eRcane 974 - La Réunion	
MARTIAL Jean-José Institut Technique Tropical 972 - Martinique	ı
MARTINEZ Dominique CIRAD 971 - Guadeloupe	

Liste des participants au colloque RITA du 1er mars 2019

Nom	Prénom	Organisme	Territoire
M'DERE	Adrachi	Lycée agricole de Coconi	976 - Mayotte
MIGLIORE	Stefano	APCA	France métropolitaine
		Association Réunionnaise de	·
MIRALLES-BRUNEAU	Maëva	Pastoralisme	974 - La Réunion
MOGUE	Ulysse	Assofwi	971 - Guadeloupe
MONTAIGNE	William	Solicaz	973 - Guyane
MORELLI	Cécile	EPN de Coconi	976 - Mayotte
			,
MOULLAN	Sulliman	Chambre d'agriculture de la Réunion	974 - La Réunion
MOUSTACHE	Benjamin	Conseil Régional	971 - Guadeloupe
MUSARD	Gérard	Région BFC	987 - Polynésie française
NAITLHO	Mikael	APCA	France métropolitaine
		Direction des services de l'agriculture,	
NOSMAS	Jean-François	de la forêt et de la pêche	986 - Wallis-et-Futuna
PAUL	Géraldine	Chambre d'agriculture de Guyane	973 - Guyane
PEDEN	Jean-Luc	Chambre d'agriculture de Bretagne	France métropolitaine
PENTURE	Denys	Agriculteur	971 - Guadeloupe
		Chambre agriculture de Nouvelle	
PERRARD	David	Calédonie	988 - Nouvelle-Calédonie
PINAULT	Delphine	Collectivité territoriale	973 - Guyane
PINCONNET	Didier	CGAAER	France métropolitaine
POSER	Christophe	Cirad	France métropolitaine
QUERE	Bernard	FN3PT	France métropolitaine
RAMSAMY	Jean-Paul	Département	974 - La Réunion
RAVELOJAONA	Stéphane	EPN de Coconi	976 - Mayotte
		Ministère de l'agriculture et de	
RICCOBONI	Pascale	l'alimentation / DGPE	France métropolitaine
RIEU	Michel	IFIP-Institut du Porc	France métropolitaine
RIFFAUD	Tiphaine	APCA	France métropolitaine
RIJO	Raymond	GRAB MARTINIQUE	972 - Martinique
RIOUALEC	Anne-Laure	EPN de Coconi	976 - Mayotte
ROBERT	Fabien	ASTREDHOR	France métropolitaine
RONDEAU	Philippe	Tereos Sucre Océan Indien	974 - La Réunion
		Ministère de l'agriculture et de	
ROULET	Antoine	l'alimentation / DGPE	France métropolitaine
		Centre d'Etude et de Valorisation des	
ROUSSET	Aurélie	Algues (CEVA)	France métropolitaine
SAID HACHIM	Siti-Frahati	Conseil Départemental	976 - Mayotte
SAJ	Stéphane	Cirad	973 - Guyane
SAKEUF	Florent	MFR de Regina	973 - Guyane
SALIME	Said	Conseil Départemental	976 - Mayotte
SHITALOU	Elie	IGUAVIE	971 - Guadeloupe
SIALEHAAMOA	Christian	CCIMA Wallis et Futuna	986 - Wallis-et-Futuna
SIEGMUND	Bernard	eRcane	974 - La Réunion
SIMON	Philippe	DAAF La Réunion	974 - La Réunion
SIRDER	Hélène	Collectivité Territoriale	973 - Guyane
SOMMER	Guy	EPLEFPA Polynésie Française	987 - Polynésie française
SOULEZELLE	Juliette	EPN de Coconi	976 - Mayotte
SOUPAPOULLE	Yannick	ARIFEL	974 - La Réunion
SOUPRAYEN	Franck	BTSG Guadeloupe	971 - Guadeloupe
SUITMAN	Anderson	MFR de Regina	973 - Guyane
TEINA	Heia	Chambre d'agriculture de Polynésie	987 - Polynésie française
THEVENIN	Jean-Marc	Cirad	France métropolitaine
TILLARD	Emmanuel	CIRAD	974 - La Réunion
TISGRA	Léon	GRAB Martinique	972 - Martinique
UNEAU	Youri	ASSOFWI	971 - Guadeloupe
VAAMEI	Adam	CCIMA Wallis et Futuna	986 - Wallis-et-Futuna
VALLON	Julien	ITSAP-Institut de l'abeille	France métropolitaine

Liste des participants au colloque RITA du 1er mars 2019

Nom	Prénom	Organisme	Territoire
VAN DE KERCHOVE	Virginie	Chambre d'agriculture de la Réunion	974 - La Réunion
VANNESSON	Laetitia	Lycée agricole de Coconi Ministère de l'agriculture et de	976 - Mayotte
VERDIER	Sylvie	l'alimentation / DGER	France métropolitaine
VISSAC	Philippe	ACTA	France métropolitaine
WACHTER	Bruno	Institut Technique Tropical	971 - Guadeloupe
WYBRECHT	Bertrand	DAAF Mayotte	976 - Mayotte
XANDE	Xavier	ITEL	971 - Guadeloupe
ZANOLETTI	Sébastien	Institut Technique Tropical	France métropolitaine







7^e Colloque annuel des RITA 1^{er} mars 2019

Parc des Expositions, Pavillon 1.2, Espace 2000, Porte de Versailles, Paris 15e

AGIR POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES PRODUCTIONS AGRICOLES : LES AGRICULTEURS, PARTENAIRES-CLÉS DES RITA

PROGRAMME

9h00 Café d'accueil, enregistrement

9h30 Ouverture Valérie Metrich-Hecquet, Directrice générale de la Performance

Économique et Environnementale des Entreprises du ministère de

l'Agriculture et de l'Alimentation

9h40 Les RITA: évolution et perspectives Jean-Marc Thevenin (Cirad) et Sophie Cluzeau-Moulay (Acta)

9h50 Les productions agricoles ultramarines dans leur diversité

• Portrait des agricultures ultramarines et de leur structuration

Exemple de la Guadeloupe Vincent Faucher, Directeur de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la

Forêt de Guadeloupe

Échanges et discussion avec les représentants des autres départements

• Focus sur l'agriculture de petite échelle bioéconomique et agro-écologique

Tiphaine Riffaud (APCA)

10h30 Interactions entre agriculteurs et structures de R&D agricole animé par Yann Kerveno, Journaliste

• Mon collectif en 3 minutes Véronique Jean-Marie (Bio Savane)

• Témoignage (film 3')

• Table-ronde « Recherche-expérimentation »

Benoit Barau (JEBAM) et Alizé Mansuy (eRcane)

Youri Uneau (ASSOFWI) et Patrice Champoiseau (Institut Technique Tropical)

Richard Corre (SICA REVIA) et Maëva Miralles-Bruneau (ARP)

• Mon collectif en 3 minutes : Olivier Cesar-Auguste (SICA MYEL PÉYI GWADLOUP)

• Témoignage (film 3')

• Table-ronde « Conseil et formation »

Raymond Rijo (GRAB) et Isabelle Jean-Baptiste (Chambre d'agriculture de

Martinique)

Véronique Jean-Marie (Bio Savane) et Géraldine Paul (Chambre d'agriculture

de Guyane)

Mohamed Boinahery (CoopADEM) et Christophe Bretagne (EPN de Coconi)

11h30 Échanges avec la salle

12h20 Synthèse et conclusions Représentant du ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

12h30 Cocktail déjeunatoire















Agir pour le développement durable des productions agricoles : les agriculteurs, partenaires-clés des RITA

7^e Colloque annuel RITA 1^{er} mars 2019 - SIA









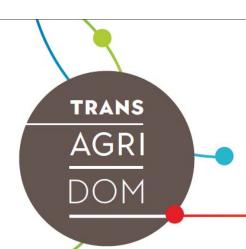




Ouverture

Alain Joly

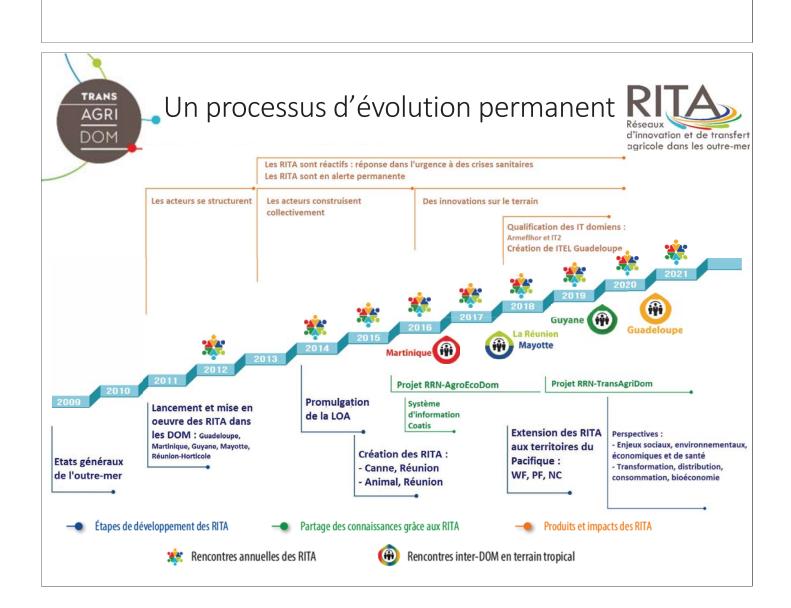
Délégué ministériel aux Outre-mer auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation

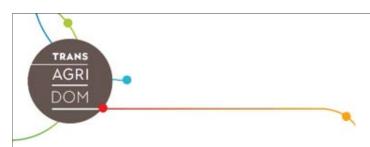




Les RITA, un processus d'évolution permanent

Sophie Cluzeau-Moulay
Jean-Marc Thevenin
Animateurs nationaux







Merci de votre attention





Potentiels et enjeux de l'agriculture à petite échelle bioéconomique et agro-écologique

Tiphaine RIFFAUD – Chambres d'agriculture France - APCA









L'APEBA: définition et enjeux





Quelques constats impactant le secteur agricole dans les DOM



Des contraintes climatiques de plus en plus fortes et des systèmes sensibles (climat, risques sanitaires, fluctuations de marché...)

Un intérêt grandissant pour les marchés de proximité et la qualité des produits de la part des consommateurs

Une nécessité de préserver le patrimoine naturel

Une faible diversification économique (forte présence de monocultures essentiellement orientées à l'export)

Un taux de chômage élevé

importations de den (de 54 % en 1995 à





Les réponses potentielles de la petite agriculture familiale aux enjeux de développement agricole dans les DOM



Contribution à l'adaptation au changement climatique

Contribution à la sécurité alimentaire

Maintien des liens intergénérationnels

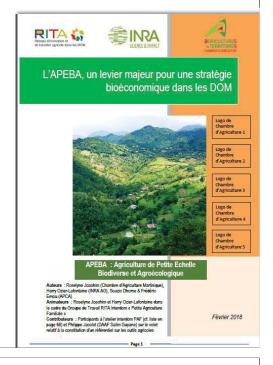
Préservation des zones rurales et de l'emploi agricole

Agroécologie : maîtrise de techniques adaptées aux contraintes locales et aux ressources disponibles Conservation de la biodiversité agricole



L'APEBA représente de 30 à 90 % des actifs agricoles selon les territoires

Préservation des produits alimentaires traditionnels et des savoir-faire locaux





De la petite agriculture familiale à l'APEBA *



Agriculture de petite échelle bioéconomique et agroécologique

Concept très englobant revêtant des formes d'agriculture très variées

Concept plus approprié ciblant les petites structures de production où la diversification des espèces est importante



* <u>Source</u> : « *L'APEBA un levier majeur pour une stratégie bioéconomie dans les DOM* » février 2018

: Chambres d'agriculture Martinique, INRA, DAAF, groupe de travail RITA interdom « petite agriculture familiale »





L'APEBA dans les territoires*

* Informations issues des actions du projet APEBA DOM initié en 2018 par le réseau des Chambres d'agriculture





L'APEBA en Guadeloupe



- Petite agriculture = 80 % de la population agricole
- Petite taille des exploitations + absence d'eau agricole + faible rentabilité des principales spéculations (marge brute canne < de 1 000,00€/ha; marge brute bovin<=1 000,00€/ha) = fort taux de pluriactivité des exploitants agricoles et augmentation des surfaces en diversification végétale dans une démarche professionnelle et commerciale.
- Caractéristiques des exploitations professionnelles en APEBA :
 - Taille en moyenne de 0,30 ha
 - Cultures principalement à cycles courts, à fortes valeurs ajoutées : tomates, laitues, concombres, carottes, pastèques, plantes aromatiques...
 - Pratiques culturales propres : fumure organique, lutte mécanique contre l'enherbement, traitement curatif contre les nuisibles des cultures, tâches effectuées selon les cycles lunaires, etc.
 - Commercialisation essentiellement par le biais de la vente directe (90 %)





L'APEBA à Mayotte



- APEBA = 90 % des actifs
- Essence même de l'agriculture mahoraise (15 000 ménages agricoles (RA 2010) surfaces en moyenne entre 0,3 et 0,5 ha le plus souvent en polyculture-élevage
- APEBA principalement tournée vers l'autoconsommation principalement de produits à base de féculents (bananes, manioc, taro..) à partir de système de production agro-écologique dépendant principalement de la saison des pluies
- Principalement association de plantations de bananiers et de manioc à cycle annuel ou semi-annuel avec d'autres fruitiers plus pérennes (cocotiers, manguiers, jacquiers, arbre à fruit à pain, agrumes...) ou d'autres cultures de plus petite taille comme l'ananas.





L'APEBA en Martinique



- APEBA = 2/3 des exploitations agricoles
- Une majorité de systèmes de production en diversification : 70 % des exploitations de moins de 5ha, 17 % de la SAU
- Produit Brut Standard inférieur à 25 000 € par an et pratique en priorité des circuits courts (71 %).
- Concerne enfin plus de 8 000 détenteurs de petits bovins marginalisés
- Des réponses aux attentes actuelles de la société et des consommateurs, en matière de qualité, de proximité, de sécurité et de diversité alimentaires et de préservation de l'environnement (AGROECODOM, INRA, AAF)





L'APEBA à la Réunion



- Estimation APEBA = 30 % de la production agricole locale
- Elément essentiel de la stratégie de sécurisation alimentaire de l'île / stabilisation des populations locales avec création d'activités rémunératrices (évite exode rural)
- Atout tourisme rural avec maintien des paysages aux abords du parc National
- Besoin de qualification de l'APEBA pour la Réunion : état des lieux des besoins et des pratiques
- Exemples de pratiques connues valorisées en APEBA :
 - Utilisation de variétés résistantes et adaptées aux contextes pédo-climatiques
 - Association de cultures permettant une meilleure utilisation du sol notamment pour les aspects gestion des mauvaises herbes et parfois fertilité (légumineuses associées)
 - Les rotations de culture entre légumes racines et légumes feuilles



• La mise en place de haies végétales type Pois d'Angole ou vétyver pour des aspects lutte contre érosion et amélioration de la biodiversité.





Exemple d'initiative de soutien à l'APEBA :









Soutenir et développer l'Agriculture de Petite Echelle Biodiverse et Agroécologique



Un projet interdom initié en 2019 par les Chambres d'agriculture dans le cadre d'une action d'accompagnement CasDAR 775.

Enjeu: L'APEBA, un levier majeur pour une stratégique bioéconomique dans les DOM

Moyens : Les démarches collectives : des leviers puissants d'innovation au cœur des dispositifs actuels

Finalité: Renforcer la multiperformance des exploitations en APEBA en soutenant les dynamiques collectives animées par les CDA DOM

Objectifs:

- 1. Faire émerger et suivre un collectif pour l'évolution des pratiques en APEBA
- 2. Entretenir des relations de partenariats avec les RITAs
- 3. Capitaliser les expériences d'animation de groupes en InterDOM

4 réalisateurs et 1 coordinateur :

- •Chambre d'agriculture de Martinique
- •Chambre d'agriculture de Mayotte
- •Chambre d'agriculture de Guadeloupe
- •Chambre d'agriculture de la Réunion
- •APCA

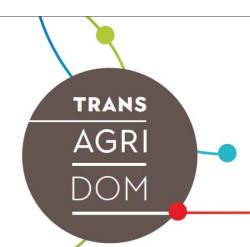


AGRI DOM





Merci de votre attention





Interactions entre agriculteurs et structures de R&D agricole

Animé par Yann Kerveno, Journaliste









Mon collectif en 3'



SOCIETE COOPÉRATIVE AGRICOLE BIO SAVANE

EN GUYANE FRANCAISE

- Véronique JEAN-MARIE-









- CRÉATION EN JUIN 2008 PAR 8 ÉLEVEURS
- CA
- 40 ADHÉRENTS
- OBJECTIFS:
 - De promouvoir les produits végétaux et animaliers issus de l'AB,
 - De participer à l'agriculture guyanaise de demain :
 - Durable,
 - Saine,
 - Équitable,
 - Préservant la biodiversité.
- 6 SALARIÉS



BIO SAVANE





FILIÈRE ANIMALE

FILIÈRE VÉGÉTALE

- 31 maraîchers
- Augmentation des tonnages de 32 t en 2016 à 51 t en 2018
- Commercialisation en vente directe par magasin des producteurs et indirecte
- Forte demande de fruits et légumes issus de l'AB



- THE RESERVE OF THE PARTY OF THE
- 9 éleveurs
- Élevage de buffles/zébus et poules pondeuses
- Commercialisation en vente indirecte



BIO SAVANE





• Circuit indirect:

PRODUCTEURS

STÉ COOPÉRATIVE BIO SAVANE

SOCIÉTÉ COMMERCIALE/GMS/BOUCHER POUR LA VIANDE SOCIÉTÉ COMMERCIALE
POUR VENTE FRUITS LÉGUMES ŒUFS
ET TOUS PRODUTS
AGRICOLES/GROSSISTE

CLIENTS FINAUX:

Consommateurs, restaurateurs, collectivités, magasins, GMS, etc.



BIO SAVANE





4 ACTIONS POUR LE RITA 2:

- Contrôle biologique des pyrales des Cucurbitacées piloté par la coopérative Bio Savane
- Contrôle biologique des aleurodes nuisibles aux solanacées en partenariat avec Agronomie Services
- Participation à l'action de suivi des ravageurs et auxiliaires des vergers agro-forestiers en partenariat avec Forest Initiative
- Participation au projet d'innovation variétale d'agrumes
 « Guyafruit » en partenariat avec le Cirad





Témoignage

Le



vous présente dans le cadre du projet BIOFERM

Itinéraires techniques innovants





Table-ronde « Recherche-Expérimentation »

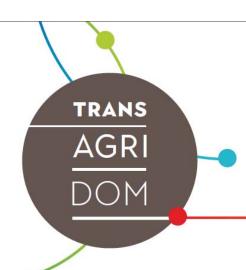




Benoit Barau (JEBAM) - Alizé Mansuy (eRcane)

Youri Uneau (ASSOFWI) - Patrice Champoiseau (IT2)

Richard Corre (SICA REVIA) et Maëva Miralles-Bruneau (ARP)





Mon collectif en 3'

SICA Myel Péyi Gwadloup Olivier César Auguste





FILIÈRE APICOLE DE GUADELOUPE

APIGUA

Sica Myel Peyi Gwadloup

Association loi 1901 regroupant amateurs et professionnels

Société d'intérêt collectif agricole regroupant uniquement des professionnels apicoles

- Un conseil d'administration
- Deux salariés



SICA Myel Peyi Gwadloup



OBJECTIFS

- Représentativité des professionnels vis-à-vis des instances nationales et régionales
- Commercialisation du miel des apiculteurs
- Achats et ventes de matériels apicoles
- Mutualisation de services pour les apiculteurs





Témoignage 2

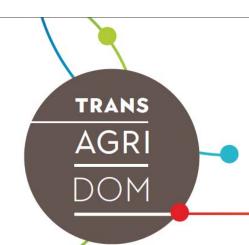
















Table-ronde « Conseil et formation »



Table-ronde « Conseil et formation »



Raymond Rijo (GRAB) et Isabelle Jean-Baptiste (Chambre d'agriculture de Martinique)

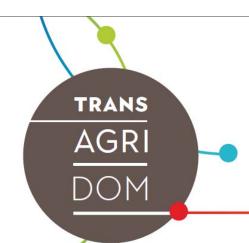
Véronique Jean-Marie (Bio Savane) et Géraldine Paul (Chambre d'agriculture de Guyane)

Mohamed Boinahery (CoopADEM) et Christophe Bretagne (EPN de Coconi)





Témoignage 3

















Échanges avec la salle

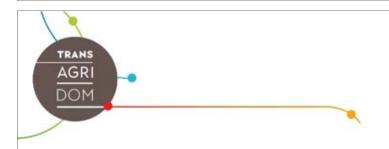




Synthèse et conclusion

Alain Joly

Délégué ministériel aux Outre-mer auprès du Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation





Merci de votre attention Rendez-vous au SIA 2020